

ANNEXE 1 - DIAGNOSTIC TERRITORIAL ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Projet de PLU pour arrêt – Octobre 2021

SOMMAIRE

CONTEXTE TERRITORIAL	3
----------------------	---

PARTIE 1 - DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1. LE CONTEXTE HUMAIN	11
2. LE CONTEXTE URBAIN	14
3. LE CONTEXTE TOURISTIQUE	37
4. LE CONTEXTE ECONOMIQUE	41
5. LE CONTEXTE AGRICOLE	44
6. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	45

PARTIE 2 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. LA CLIMATOLOGIE	53
2. LA GEOLOGIE ET L'HYDROGEOLOGIE	55
3. ANALYSE DU PAYSAGE	60
4. LA RESSOURCE EN EAU	64
5. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE	66
6. LA TRAME VERTE ET BLEUE	69
7. LES SITES ARCHEOLOGIQUES	71
8. LES RISQUES NATURELS ET PREVISIBLES	72
9. ENERGIE - CLIMAT	76
10. TABLE DES MATIERES	84

CONTEXTE TERRITORIAL

1.1. SITUATION ET HISTOIRE DE SERRALONGUE

La commune de Serralongue se situe dans la Région du Vallespir à l'extrême Sud du département des Pyrénées-Orientales. Il s'agit d'une commune frontalière avec l'Espagne. Elle est limitrophe à cinq communes : Lamanère, Saint-Laurent-de-Cerdans, Le Tech, Coustouges et Prats-de-Mollo-la-Preste. Elle est située dans le canton du Canigou, dans l'arrondissement de Céret. La commune de Serralongue est à 60 kilomètres du centre-ville de Perpignan (1h30).

Cf. Carte « Localisation de Serralongue »

Cf. Carte « Les arrondissements des Pyrénées-Orientales »

Le nom de Serralongue vient de « Serra-Llonga » signifiant la « longue montagne ». Il fait référence au « Serrat », des collines allongées typiques de la région.

Le passé de Serralongue est très ancien. Probablement habité dès le néolithique mais sans que l'on en ait la preuve, les celtes aux alentours de 900 av JC y avaient établi un lieu d'habitat. Une nécropole a été découverte au Sud du village, au lieu-dit "El camp de les Olles", sous la forme d'un champ d'urnes. Par la suite les romains annexèrent le Roussillon (-121), eux même débordés par les Vandales (408) puis les Wisigoths (412). Ceux-ci, faisant partie du royaume Wisigoths de Toulouse, prospérèrent jusqu'en 720, année de l'invasion sarrasine qui fit s'enfuir les habitants. Le Vallespir fut alors quasiment désertifié jusqu'à la récupération des territoires par Charlemagne en 811, ce qui marqua l'ère carolingienne en Roussillon.

Fidèle à son habitude, Charlemagne découpa son territoire en multiples comtés, le Vallespir fut incorporé à celui de Besalu. Alors

complètement désertée, cette vallée sera peu à peu conquise par des pionniers qui planteront les premières fermes et développeront la région. L'église du village est construite en 1018, elle sera consacrée l'année d'après par Bérenger III, évêque d'Elne. Ceci marqua le point de départ du village de Serralongue, les habitants venant s'agglutiner autour de l'église.

La seigneurie de Serralongue apparaît au XI^e siècle sous le nom de seigneurie de Cabrenc, en référence aux chèvres, l'un des seuls animaux à être capable de grimper sur la montagne jusqu'au château.

Elle aura un grand pouvoir sur le Haut-Vallespir. Son territoire englobait les lieux de Lamanère et Coustouges.

Le premier seigneur de Cabrenc était un certain Oriol de Cortsavi. Il fut le patriarche de la dynastie de Serralongue qui régna sur la Cabrenc jusqu'en 1313.

A partir de 1313 et jusqu'en 1644, les seigneurs étaient la famille de Rocaberti (10 membres successifs), puis jusqu'en 1792, soit au moment de la création par l'Etat français des communes, c'était la famille Ros. En 1792, Abden Senen de Ros, baron de Cabrenc fuit la France et s'installe en Espagne, il était le dernier seigneur de Cabrenc. Il faut savoir qu'à un certain moment, Cabrenc fut élevé au rang de baronnie.

Au 19^{ème} siècle la France connaît des remous importants. Les républicains s'opposent à la bourgeoisie et un peu partout on recense de nombreux heurts. D'ailleurs c'est en 1848 que paraîtra le premier numéro d'un quotidien qui se voudra libre et républicain : l'indépendant des Pyrénées-Orientales. Dans cette euphorie les habitants de Serralongue vont réaliser un acte qui perdurera jusqu'à nos jours : ils plantent un arbre, un micocoulier, sur la place de la liberté. Ce symbole remplira son office puisqu'il est toujours vivant de nos jours.

Localisation de Serralongue

Dossier
21677

Echelle
1/XXX

Format
A4

Source(s)/Elaboration
ARCHI CONCEPT

Fond(s) de plan
Pyrénées Orientales

Légende



Commune étudiée



Les arrondissements des Pyrénées-Orientales

Dossier
21677

Echelle
1/XXX

Format
A4

Source(s)/Elaboration
ARCHI CONCEPT

Fond(s) de plan
Pyrénées Orientales

Légende

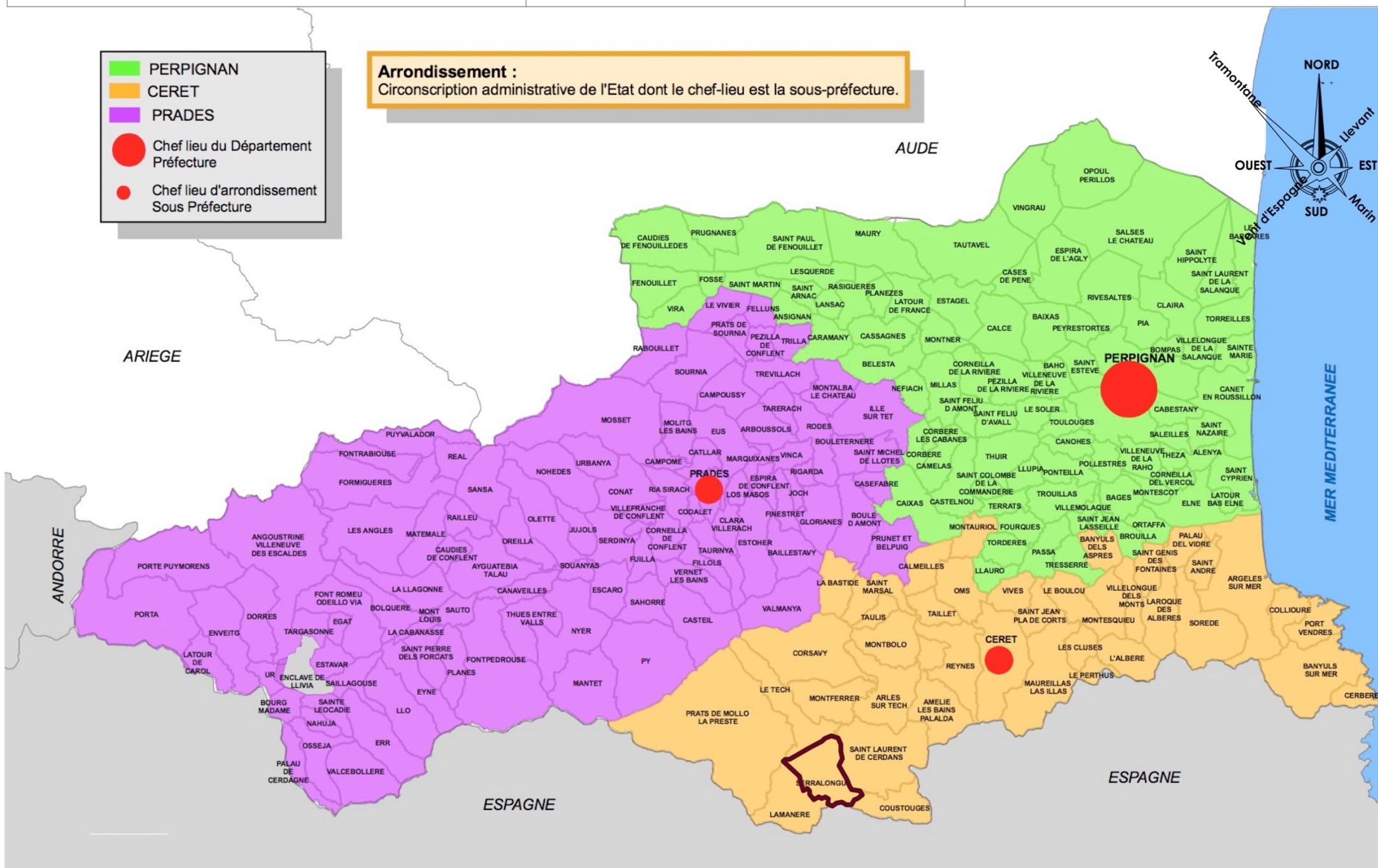


Commune étudiée

- PERPIGNAN
- CERET
- PRADES
- Chef lieu du Département
Préfecture
- Chef lieu d'arrondissement
Sous Préfecture

Arrondissement :

Circonscription administrative de l'Etat dont le chef-lieu est la sous-préfecture.



1.2. CONTEXTE ADMINISTRATIF

1.2.1. Appartenance à la Communauté de Communes du Haut Vallespir (CCHV)

La commune de Serralongue fait partie intégrante de la Communauté de Communes du Haut Vallespir (CCHV) créée en 2004 (EPCI).

Elle est composée de 14 communes qui sont les suivantes : Amélie-les-Bains-Palalda, Arles-sur-Tech, Corsavy, Coustouges, La Bastide, Lamanère, le Tech, Montbolo, Montferrer, Prats-de-Mollo-La-Preste, Saint-Laurent-de-Cerdans, Saint-Marsal, Taulis et Serralongue.

D'une superficie de 465,46 km², le territoire du Haut Vallespir compte 9683 habitants (2013) pour une densité de 21 habitants / km² (2013). La commune de Serralongue, quant à elle, s'étend sur 23km² pour 223 habitants (2018).

Cf. Carte « Les Communautés de Communes dans les Pyrénées-Orientales »

La CCHV exerce certaines compétences sur l'ensemble du territoire :

- Plan local d'urbanisation PLU
- Le développement économique :
 - o Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique.
 - o Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
 - o Politique de rénovation de l'artisanat et du commerce
 - o Promotion du tourisme dont création d'offices du tourisme
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations GEMAPI

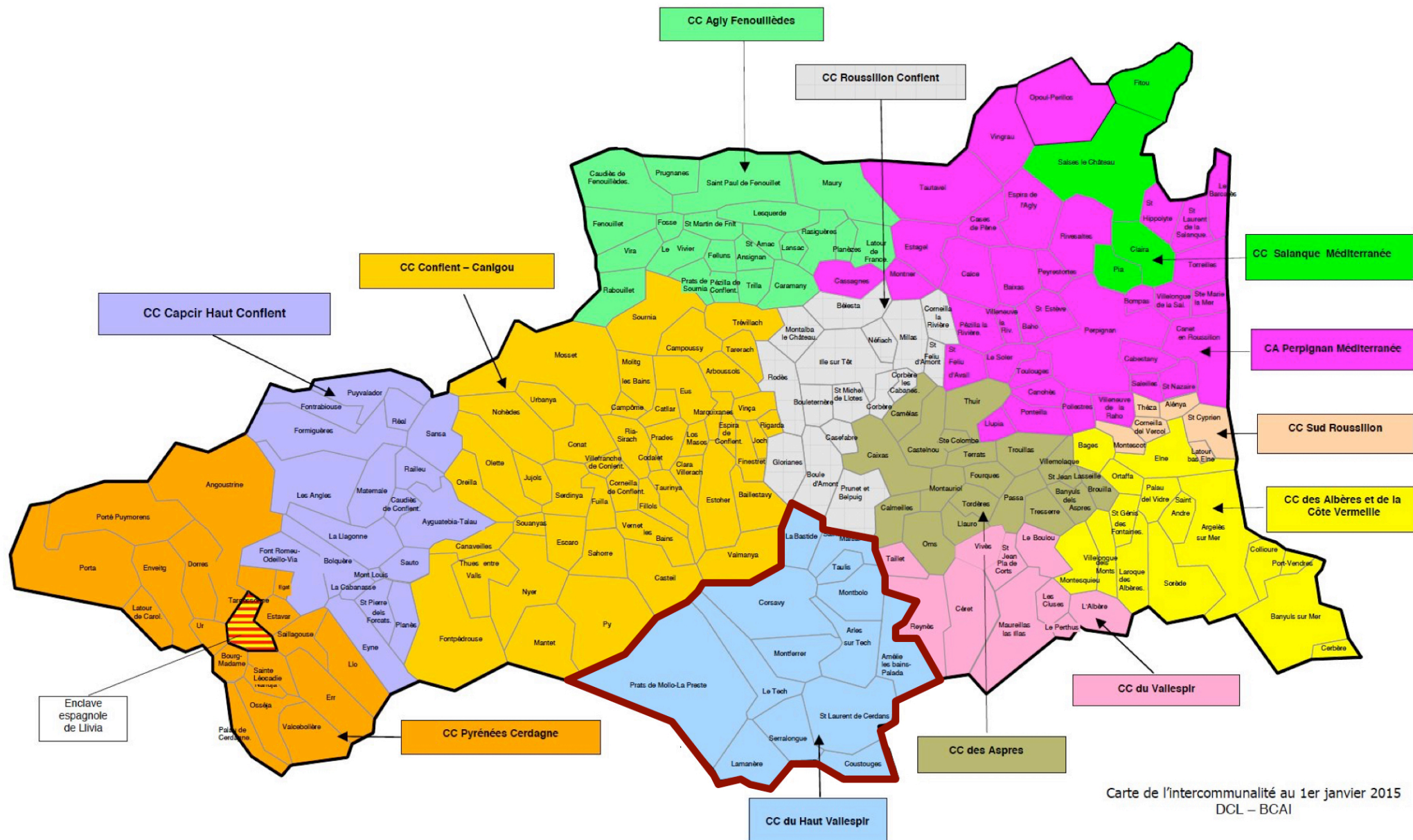
- La valorisation des déchets (ramassage des ordures ménagères, le tri sélectif, le ramassage des encombrants)
- Les déchetteries
- la Fourrière animale
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage




La CCHV dispose également de compétences optionnelles :

- Protection et mise en valeur de l'environnement :
 - o Activités de pleine nature
 - o Entretien des chemins de randonnées, pédestres, équestre, et VTT reconnus d'intérêt communautaire
 - o Entretien des chemins ruraux reconnus d'intérêt communautaire
 - o Création et gestion de réseaux de chaleur
 - o Gestion de l'approvisionnement desdits réseaux y compris des aires de stockage
 - o Fourniture, livraison, approvisionnement et vente de plaquettes de bois
 - o Réhabilitation, entretien, gestion du refuge de Sant Guillem
- Les cantines scolaires
- Enfance, jeunesse, périscolaire
- Les crèches
 - o Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs : L'école de musique, l'espace VTT FFC, le Centre de Pleine Nature Sud Canigó, médiathèques

L'ensemble de la CCHV n'est pas intégré dans un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Il s'agit d'un document de planification territoriale à l'échelle d'un bassin de vie. Il mutualise les connaissances dans un diagnostic du territoire et définit les orientations par secteurs dans la logique d'un développement harmonieux et cohérent des territoires. Il intervient dans des domaines tels que le développement économique, l'aménagement de l'espace, l'environnement, l'équilibre social de l'habitat, les transports et les services. Il fixe également les orientations générales d'organisation de l'espace et de restructuration des espaces urbanisés.

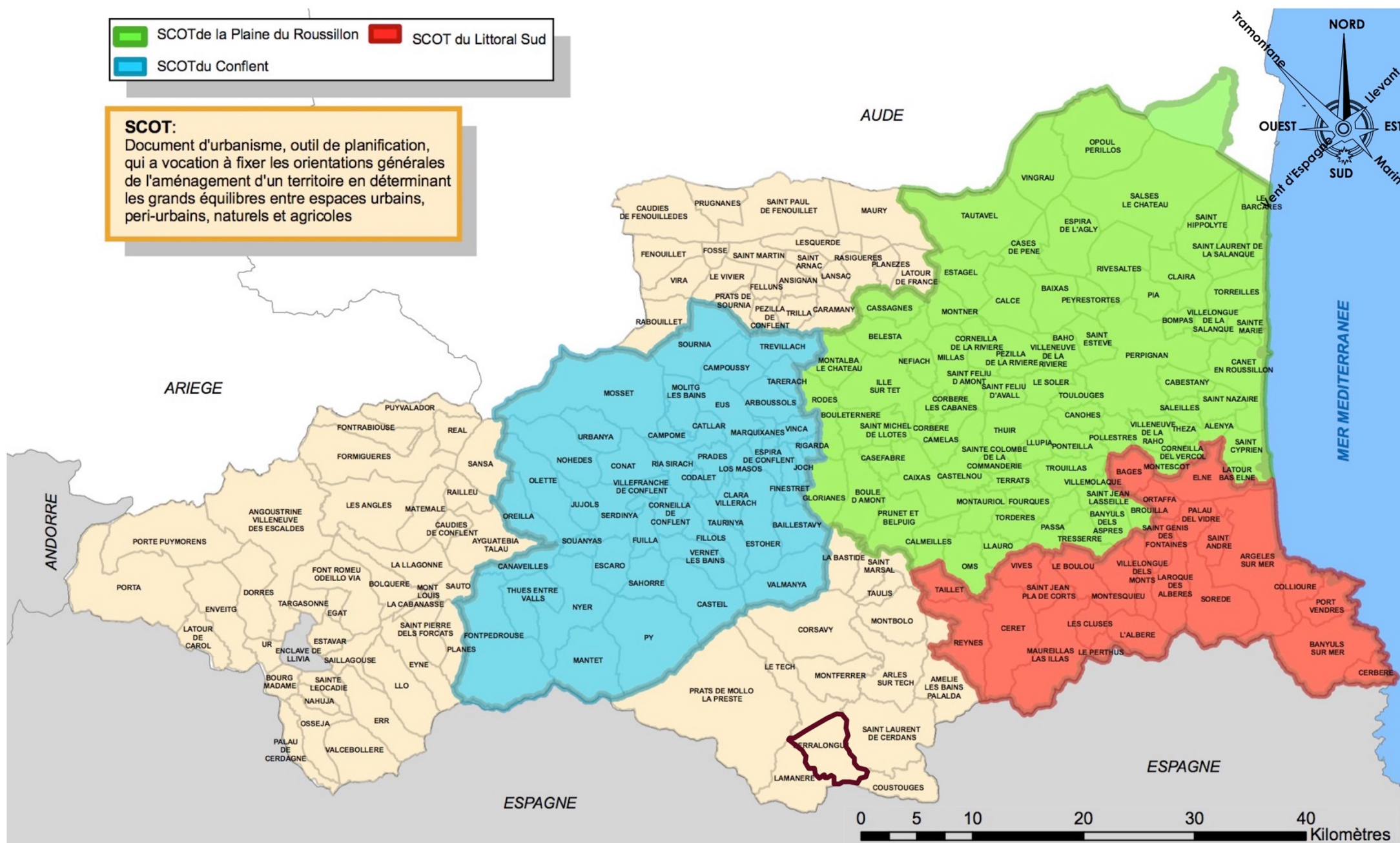
Cf. Carte « Les SCOT des Pyrénées-Orientales »



 SCOTde la Plaine du Roussillon
  SCOT du Littoral Sud
 SCOTdu Conflent

SCOT:

Document d'urbanisme, outil de planification, qui a vocation à fixer les orientations générales de l'aménagement d'un territoire en déterminant les grands équilibres entre espaces urbains, péri-urbains, naturels et agricoles



1.2.2. Commune soumise au régime de la Loi Montagne

La commune de Serralongue est soumise aux dispositions de la loi n°85-30 dite « Loi Montagne » du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, modifiée le 30 décembre 2016.

La révision du Plan Local d'Urbanisme implique donc l'intégration des principes fondamentaux de la « Loi Montagne ». Il s'agit notamment de permettre la maîtrise du développement de ces communes et ainsi assurer la protection de ces territoires particuliers.

Selon l'article L.122-2 du Code de l'urbanisme, les dispositions de la Loi Montagne devront s'appliquer lors de « l'exécution de tous travaux, construction, défrichements, plantations, aménagements, installations et travaux divers, la création de lotissement, l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes, l'établissement de clôtures, la réalisation de remontées mécaniques et l'aménagement de pistes, l'ouverture de carrières, la recherche et l'exploitation des minerais et les installations classées pour la protection de l'environnement ».

- LES LIMITES D'URBANISATION

Il s'agit en réalité d'une obligation de construction « en continuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitées des constructions existantes, ainsi que la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées » (art. L.122-5 du Code de l'urbanisme).

Ces dispositions ne s'appliquent pas lorsque le Plan Local d'Urbanisme comporte une « étude justifiant que l'urbanisation en discontinuité respecte les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel » (art. L.122-7 du Code de l'urbanisme).

Le Plan Local d'Urbanisme pourra donc délimiter les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude.

Dans les espaces agricoles ou naturels, seules les constructions nécessaires à ces activités ainsi qu'aux équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée peuvent y être autorisés.

Lors de la réalisation du Plan Local d'Urbanisme, il sera nécessaire de délimiter les zones d'habitations existantes en continuité desquelles il sera possible de créer une extension de l'urbanisation.

- LES PROCEDURES SPECIFIQUES AU TOURISME

Il existe des procédures spéciales concernant la création ou l'extension d'une unité touristique nouvelle. Ces dernières sont soumises à l'article L.122-15 du Code de l'urbanisme. Ce dernier dispose que « le développement touristique et, en particulier, la création d'une unité touristique nouvelle doivent prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités territoriales concernées et contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locative pour les constructions nouvelles. La localisation, la conception et la réalisation d'une unité touristique nouvelle doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels ».

En vertu de l'article L.122-16 du Code de l'urbanisme, « est considéré comme unité touristique nouvelle toute opération de développement touristique, en zone de montagne, ayant pour objet ou pour effet, en une ou plusieurs tranches :

- Soit de construire des surfaces destinées à l'hébergement touristique ou de créer un équipement touristique comprenant des surfaces plancher.
- Soit de créer des remontées mécaniques.
- Soit de réaliser des aménagements touristiques ne comprenant pas de surfaces de plancher dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ».

Cf. Carte « Les territoires soumis aux lois Littoral et Montagne dans les Pyrénées-Orientales »

Loi Littoral (1986) :

Corpus de règles relatives à l'utilisation des espaces terrestres, maritimes et lacustres dans les communes littorales ou dans celles qui participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux.

Loi Montagne (1985) :

Elle tente d'établir un équilibre entre le développement et la protection de la montagne. Cette « entité géographique spécifique » est subdivisée en « Massif » qui sont des zones définies par référence à sa configuration des terrains d'altitude, de déniveler, de climat et de végétation.

Légende

- Communes couvertes par les dispositions de la loi Littoral
- Communes couvertes par les dispositions de la loi Montagne
- Communes couvertes seulement partiellement par les dispositions de la loi Montagne
- Communes couvertes seulement partiellement par les dispositions des lois Littoral et Montagne



PARTIE 1 - DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1. LE CONTEXTE HUMAIN

L'analyse du contexte humain doit permettre de mettre en évidence l'évolution de la commune au niveau démographique par l'étude de différentes données à des échelles territoriales diverses telles que :

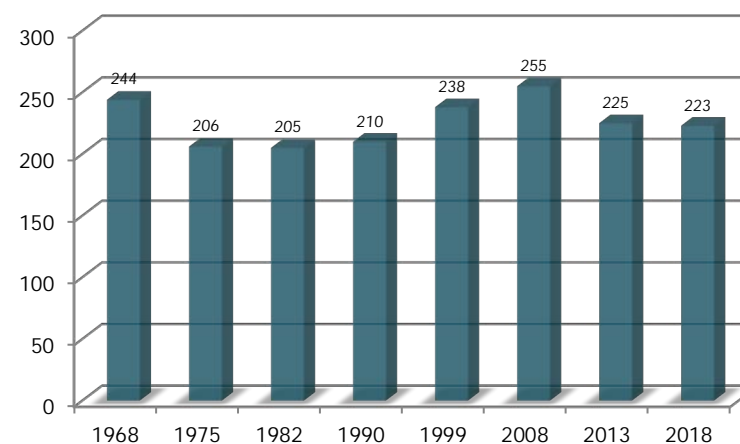
- L'étude démographique.
- L'étude de la composition des ménages.

1.1. ÉTUDE DEMOGRAPHIQUE

L'analyse du contexte humain doit permettre de mettre en évidence l'évolution de la commune au niveau démographique par l'étude de différentes données à des échelles territoriales diverses.

Au niveau de la commune de Serralongue, il existe une période d'exode rural qui s'est étendue de 1968 à 1975. Par la suite, une hausse de la population a été enregistrée entre 1990 et 2008. Cependant, entre 2008 et 2013 une nouvelle diminution de la population de l'ordre de 12% est observée. Il s'agit d'un solde naturel et migratoire négatif.

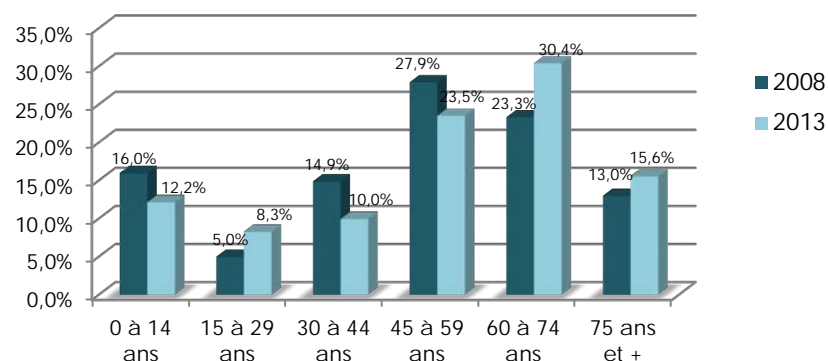
Graphique « Évolution de la population »



La population stagne depuis 2013. Au total, la population était de 223 habitants en 2018 (Insee, 2018). Un second phénomène est observé dans la commune de Serralongue. Il existe un vieillissement de la population. En effet, la part des 60 ans et plus est passée de 36,3% en 2008 à 46% en 2013.

La répartition de la population est aujourd'hui comptabilisée comme suit :

Graphique « Répartition de la population par tranche d'âge »

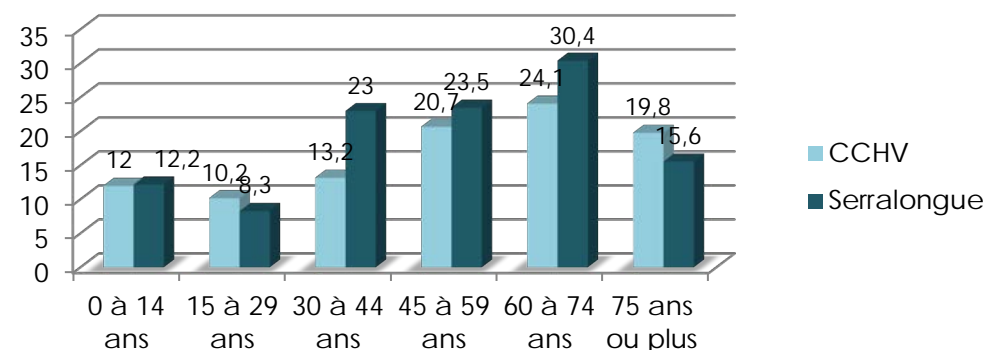


Il existe donc une instabilité démographique dans la commune de Serralongue. Les variations sont détaillées dans le tableau suivant :

La perte de population enregistrée par la commune est principalement due aux départs d'habitants, mais également à la mortalité. Le taux de natalité étant inférieur au taux de mortalité, le solde naturel est négatif. La combinaison entre les départs d'habitants et un mauvais solde naturel engendre des difficultés de renouvellement de la population.

Cette observation reste à nuancer dans une commune qui compte moins de 300 habitants. En effet, en 5 ans, seulement 25 habitants en moins ont été répertoriés à Serralongue.

Graphique « Comparaison par tranche d'âge avec la CCHV »



Sommes exprimées en pourcentage

En comparaison avec la communauté de communes du Haut Vallespir, Serralongue se situe dans la moyenne au regard de la répartition par tranche d'âge de la population.

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,4	-0,1	0,3	1,4	0,8	-2,5
due au solde naturel en %	-1,3	-1,8	-1,1	-1,1	-0,7	-1,4
due au solde apparent des entrées sorties en %	-1,1	1,7	1,4	2,5	1,5	-1,2

En revanche, la catégorie des 60 à 74 ans est nettement plus représentée dans la commune de Serralongue qu'au sein de la communauté de communes du Haut Vallespir, ainsi que la tranche d'âge des 30 à 44 ans.

Le constat n'est pas le même lorsque l'on compare l'évolution de la population entre les années 2008 et 2013 pour la commune de Serralongue et le Département des Pyrénées-Orientales.

Tableau « Comparaison taux d'évolution de la population »

	Commune de Serralongue	Département des Pyrénées-Orientales
Année 2008	255 habitants	441 387 habitants
Année 2013	225 habitants	462 705 habitants
Taux d'évolution de la population	- 12 %	+ 4,82 %

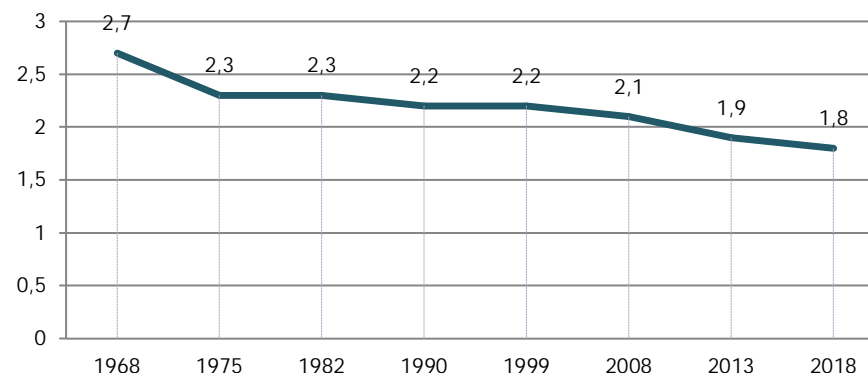
Nous pouvons remarquer que le département observe une hausse de la population de l'ordre de 4% alors que la commune de Serralongue, quant à elle, enregistre une diminution de près de 12% de sa population sur la période 2008 - 2013.

1.2. ÉTUDE DE LA COMPOSITION DES MÉNAGES

Il existe une diminution constante de la taille des ménages sur la commune de Serralongue. En effet, ces derniers sont passés de 2,7 personnes par ménage en 1968 à 1,8 en 2018. Il s'agit d'une diminution de plus de 30% du nombre d'habitants par ménage en 45 ans.

Cette diminution est en lien avec la baisse démographique enregistrée sur la commune ainsi que le vieillissement de la population.

Evolution de la taille des ménages entre 1968 et 2018



Les dernières données INSEE disponibles datent de 2018 et respectent la tendance observée, avec une stabilisation de la population et un vieillissement.

Cette tendance est observée de manière similaire sur les communes du Haut Vallespir. Le contexte départemental général qui révèle une forte tendance à l'accueil de population n'est pas comparable à une commune comme Serralongue.

Les difficultés démographiques s'expliquent par l'éloignement de la commune des pôles d'emplois du département. Même si le cadre de vie exceptionnel reste recherché par une certaine tranche de population lié à des projets de vie.

2. LE CONTEXTE URBAIN

Le contexte urbain analysé au niveau communal doit permettre de mettre en avant les potentialités et les problématiques de la commune et de ses entités urbanisées.

Ce contexte urbain est donc notamment abordé par :

- Le développement de l'urbanisation sur le territoire communal : le village et les entités dissociées.
- Le parc de logements.
- Les transports et déplacements.
- Les équipements, services, associations.
- Les réseaux et les déchets.



2.1. LE VILLAGE DE SERRALONGUE

Concernant la morphologie urbaine de la commune, la majorité des habitations anciennes sont situées dans la partie du village. Ce dernier tient son histoire de la conquête de la vallée par des pionniers qui planteront les premières fermes et développeront la région. L'église du village sera construite en 1018 et marquera le point de départ de la construction de Serralongue.

Photo aérienne « Vue générale de Serralongue – 1950-1965 »



Sources : Geoportail

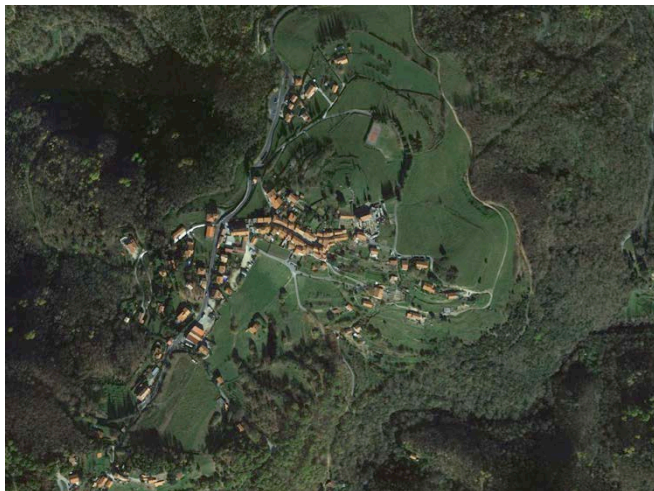
Le village a ensuite continué progressivement son extension. Sur la photo aérienne de 2004, nous pouvons constater l'évolution du village ancien ainsi que ses constructions afin de comparer avec l'étendue du bâti se trouvant aujourd'hui dans cette partie de Serralongue.

Photo aérienne « Vue du Village de Serralongue – 2004 »



Sources : GoogleEarth

Photo aérienne « Vue du Village de Serralongue – 2015 »



Sources : GoogleEarth

Il n'existe pas de réelle grande extension visible dans cette partie de la commune.

Aujourd'hui, la partie la plus dense de la commune se trouve à proximité de l'église Sainte Marie, est composée d'une cinquantaine de constructions axées principalement le long de la voie principale reliant la route départementale à l'église ainsi qu'au Conjurador (la dernière partie étant une voie piétonne).

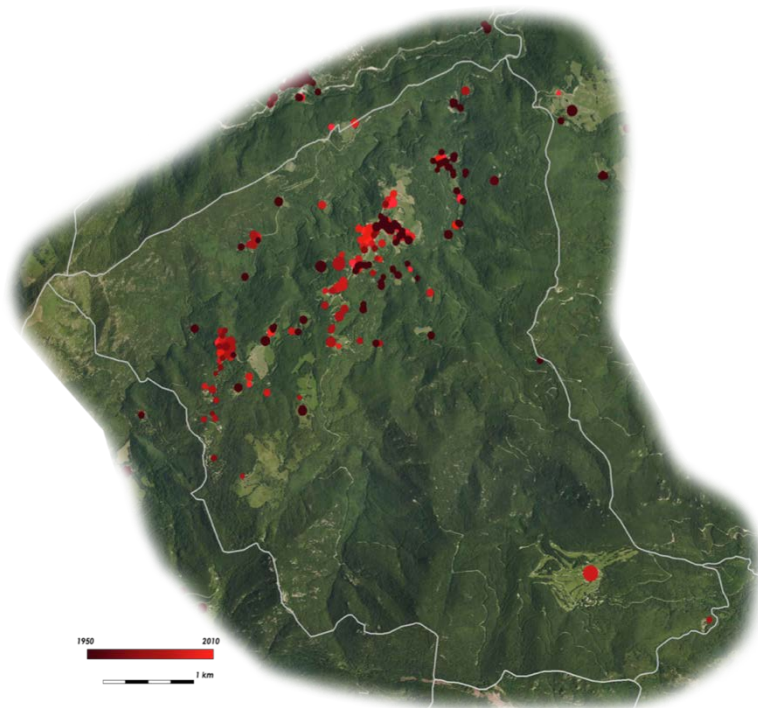
Photo aérienne « Structure partie dense du village – 2015 »





2.2. LES ENTITES DISSOCIEES

2.2.1. Les hameaux ou groupes de constructions dissociés du Village



Sources : Geoportail

Sur la partie du village, le développement de l'urbanisation n'a que très peu évolué. C'est majoritairement au sein de plusieurs petits hameaux répartis sur l'ensemble du territoire communal que de nouvelles constructions ont vu le jour.

La commune de Serralongue est marquée par un phénomène d'étalement urbain.

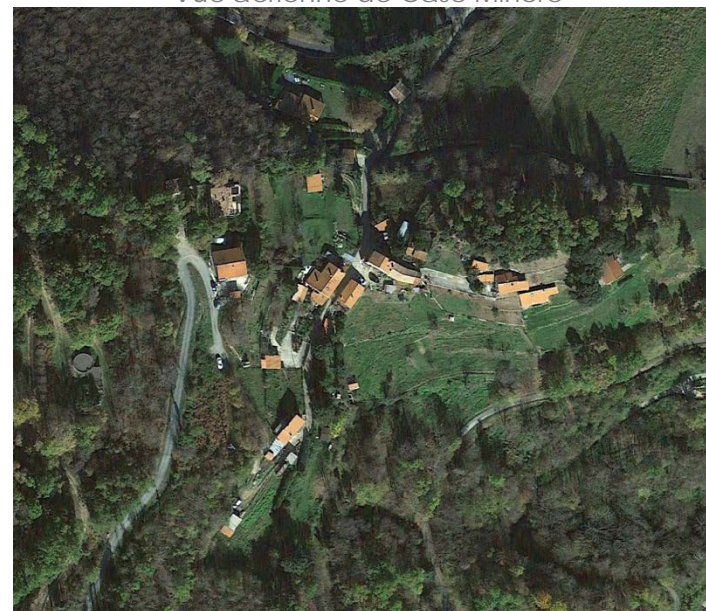
Plusieurs entités bâties se situent sur ce territoire, elles n'ont pas toutes les mêmes caractéristiques.

- CASE MINORE

Située au Sud du Village sur un promontoire, Case Minore est constitué de quelques constructions, environ 15. Les constructions sont organisées essentiellement de part et d'autre de la voie de desserte qui est très étroite et qui ne permet pas un accès véhiculé à chaque construction.

Les constructions à usage exclusivement d'habitation sont organisées en fonction de la topographie. Ce hameau est totalement distinct du village. Les constructions sont majoritairement anciennes sur cette entité qualifiée de hameau.

Vue aérienne de Case Minore



Vue de la voie de desserte dans Case Minore



- LA FORGE DE GALDARES

Il s'agit du premier hameau traversé en montant au village de Serralongue. Il est composé d'une dizaine de constructions formant une entité assez dense, avec des hauteurs de constructions assez importantes. Galdares est positionné au croisement des rivières del Castell et de Lamanère. Après le passage du pont, des constructions à destination d'activités sont présentes le long de la RD.

Galdares possède les caractéristiques d'un hameau.

Vue des constructions de Galdares



- ELS CASALS

La seconde entité traversée par la RD est « Els Casals ». Des constructions de différentes époques sont présentes et sont organisées de part et d'autre de la RD.

Au regard de la topographie importante du site, les constructions sont moins regroupées que dans d'autres hameaux de la commune mais la sensation d'urbanité est forte lorsque l'on traverse Els Casals.

Vue de Els Casals depuis la RD



Vue des constructions le long de la RD



- EL GRAU

Situé en contrebas du hameau Els Casals, El Grau est accessible depuis la RD par une voie de desserte qui enjambe la rivière del Castell. Les constructions sont organisées le long de la route qui finit en impasse dans El Grau. La route se termine par un espace relativement large permettant aux véhicules de faire aisément demi-tour.

Le bâti qui est développé est principalement ancien, deux constructions plus récentes sont présentes également. Le bâti ancien se situe d'un côté de la route de desserte de manière assez dense. Au niveau de la palette de retournement, cinq constructions sont organisées très proches les unes des autres. Les constructions sont toutes destinées à de l'habitation.

Les constructions sont traditionnelles, avec des toitures en tuiles rouges et des volumes simples. Les finitions des maisons sont en enduits ou en pierre traditionnelle enduite à la chaux. Le principe de l'organisation urbaine est comparable à l'urbanisation du village, c'est-à-dire des constructions à proximité des voies et intégrées à la topographie.

Vue des constructions le long de la route



Vue des constructions au bout de la route



Vue de L'Abadie depuis la RD



- LABADIE

Depuis la RD, avant d'arriver à Can Guillamo, le chemin rural n°1 permet d'accéder au hameau de Labadie. Environ 8 constructions se sont développées sur un promontoire.

D'un aspect bien compact, les constructions sont érigées en ordre continu de part et d'autre du chemin rural. Il s'agit de constructions traditionnelles anciennes avec des volumes simples qui forment une entité cohérente et qui sont destinées à de l'habitation.

Photo aérienne « Hameau de l'Abadie »



- CAN GUILLAMO

Can Guillamo est un lotissement composé de constructions à usage d'habitation.

Les constructions sont des maisons individuelles 4 faces sur de grandes parcelles. Can Guillamo ne possède pas le caractère architectural des autres entités présentes sur le territoire de Serralongue. Il s'agit de constructions assez récentes. Environ 25 maisons existent et il reste du potentiel sur quelques parcelles nues.

Le lotissement ne présente pas les caractéristiques d'un hameau, au sens où les constructions ne sont pas structurées ou regroupées.

Il s'agit tout de même d'un ensemble homogène qu'il convient de qualifier au regard de la loi montagne de groupe d'habitations existantes.

Vue depuis une voie de desserte du lotissement



Photos « Exemple architecture hameau Can Guillamo »



- ELS MASOTS

Eloigné du village, situé sur le versant opposé du village par rapport à la rivière La Lamanère, Els Masots est constitué de constructions à usage d'habitation. Sans être regroupées ou organisées les unes par rapport aux autres, les constructions constituent un tout de même un ensemble identifiable qui peut être considéré comme un groupe d'habitation.

Vue aérienne des constructions Els Masots



2.2.2. Le Domaine de Falgos

Le Domaine de Falgos, pourtant à plus de 4 km du village, fait partie intégrante de la commune de Serralongue.

Le Mas de Falgos est composé de plusieurs bâtiments qui constituent un groupe de constructions au regard de la loi montagne.

En effet, autour du mas traditionnel, des constructions plus récentes sont venues s'organiser en continuité formant un ensemble cohérent.

Vue des constructions du Domaine de Falgos

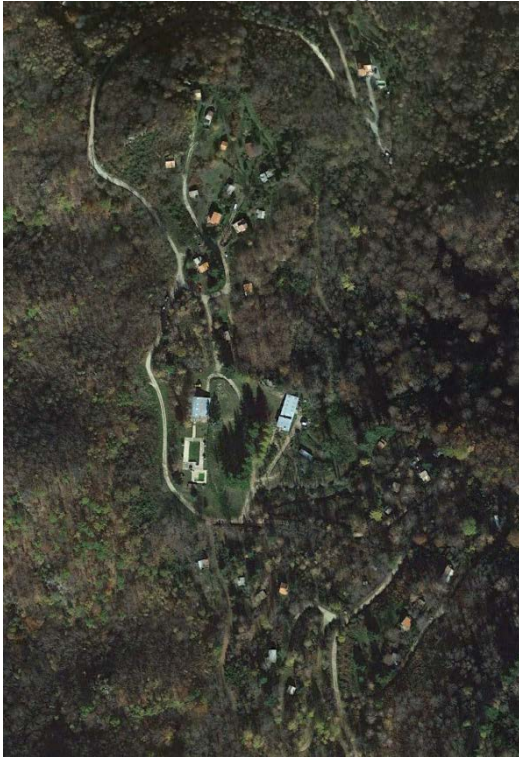


2.2.3. L'ancien village de vacances

Situé à l'Ouest du territoire communal en limite avec la commune de Lamanère sur le Pla del Faitg, un ancien village de vacances constitue un secteur artificialisé au milieu de la forêt.

Cet ancien village naturiste est aujourd'hui fermé.

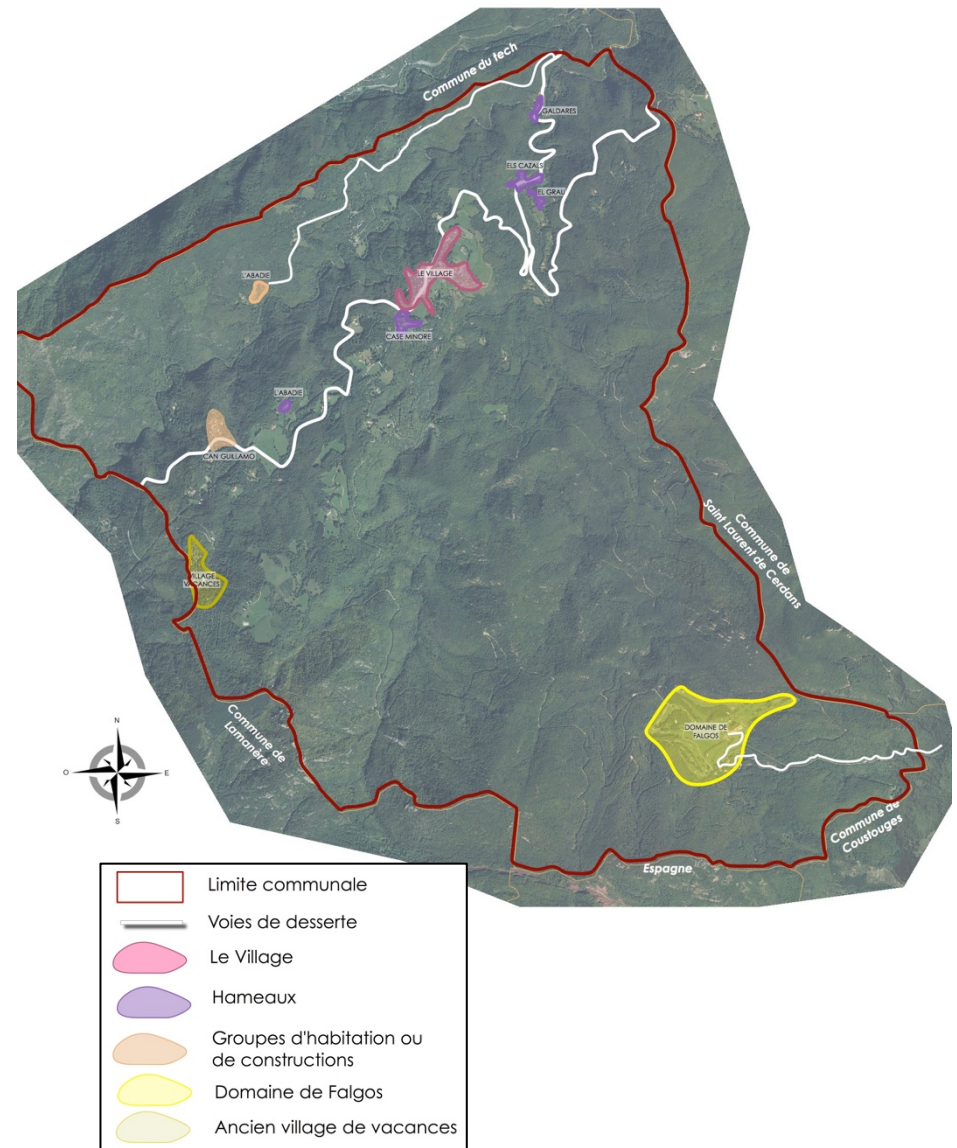
Vue aérienne de l'ancien village de vacances



2.2.4. L'habitat diffus isolé

En plus de ces entités bâties, de nombreuses constructions à usage d'habitation sont disséminées dans l'espace naturel de Serralongue. Il s'agit de différents types de constructions : des mas anciennement agricoles, des constructions plus récentes à usage d'habitation, des constructions agricoles...

Les entités urbaines sur le territoire de Serralongue

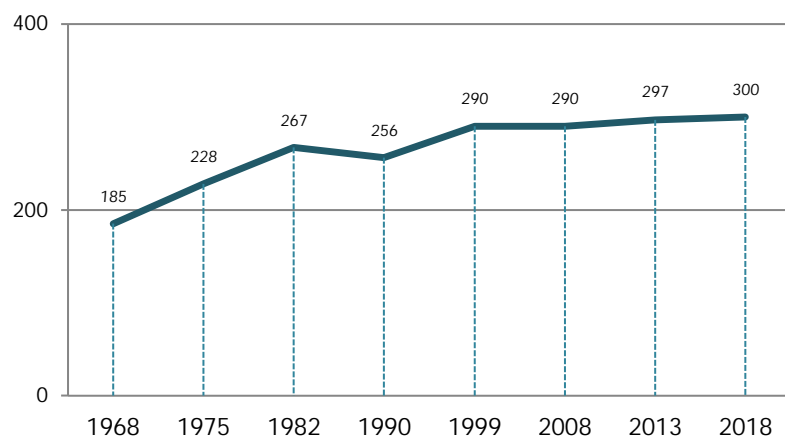


2.3. STABILITE DU PARC DE LOGEMENTS

L'analyse du parc de logements implantés sur le territoire communal et sa composition à des échelles territoriales plus importantes, doit permettre de se projeter et de prévoir une évolution du parc sur le moyen/ long terme.

Sur la période de 1990 à 1999, la construction de logements a connu une forte croissance (période durant laquelle la hausse démographique était la plus forte). Un ralentissement de la construction a par la suite été observé à partir de 1999, mais, le parc de logements de la commune de Serralongue reste en augmentation. Depuis 15 ans, il existe donc une certaine stabilité avec une augmentation de 3,4% du nombre de logements entre 1999 et 2018.

Graphique « Evolution du parc de logements »



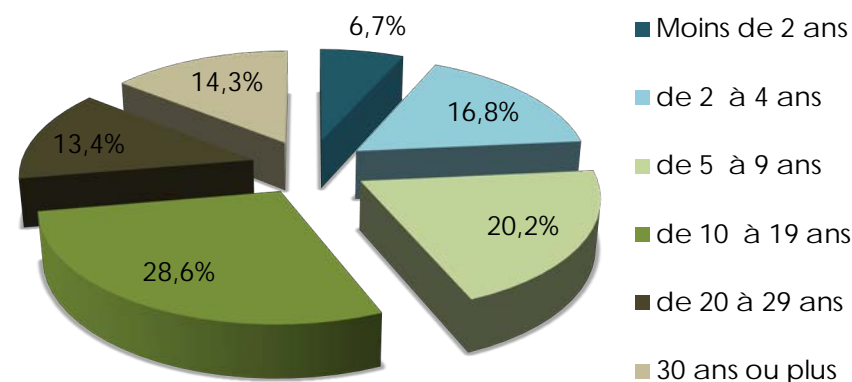
Sources : INSEE

En comparaison, sur la même période (1999/ 2013) le nombre de logements au sein de la communauté de communes du Haut Vallespir a augmenté de plus de 13%. Ce constat ne s'explique pas par l'augmentation des habitants de l'EPCI (cette dernière étant en

diminution de 0,5% selon les chiffres de l'INSEE). Il faut donc se rapprocher de la composition du parc de logements pour expliquer ce phénomène.

2.3.1. L'occupation des logements

Graphique « Occupation des logements en 2013 »



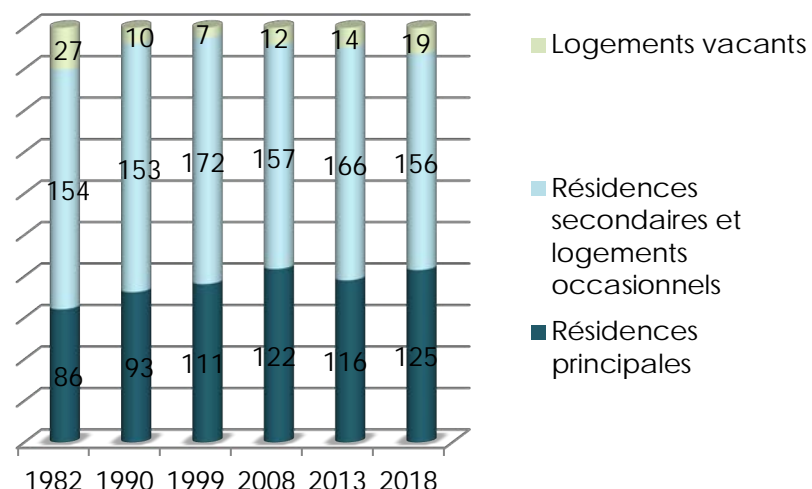
Sources : INSEE

La population présente sur la commune de Serralongue est majoritairement composée d'habitants installés depuis plus de 10 ans car ils représentent plus de 56%, dont 14,3% depuis plus de 30 ans. Il s'agit donc d'une population pérenne. Le point faible de Serralongue étant bien l'attractivité de nouveaux ménages.

2.3.2. Composition du parc de logement

L'augmentation du nombre de logements ne correspond pas à la réalité démographique qui a pu être observée sur la commune. Il s'agit en réalité d'une baisse des résidences principales au profit d'une hausse des résidences secondaires et logements occasionnels.

Graphique « Évolution catégories de logements »



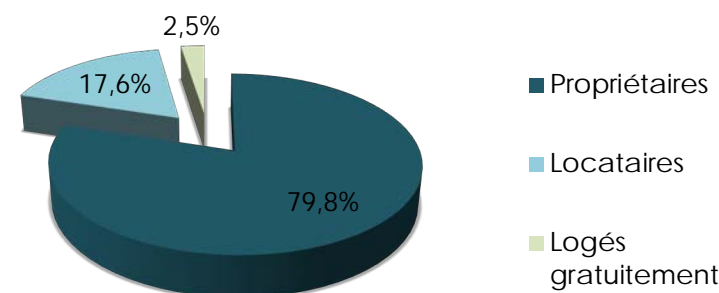
Sources : INSEE

En 2018, le parc de résidences secondaires représente 52,1% du parc de logements total. Cette part est plus importante qu'à l'échelle de la CCHV (45,2%) et du département (28,2%). La part de résidences principales stagne depuis 2008. Elles représentaient 41,6% en 2008.

De plus, le parc locatif social sur le territoire de Serralongue est nul. Les dispositions de la loi SRU renforcées par la loi ALUR ne s'appliquent pas sur la commune de Serralongue. Il n'existe donc aucun pourcentage à atteindre en matière de logements sociaux.

2.3.3. La composition des résidences principales

Graphique « Occupation des résidences principales en 2013 »

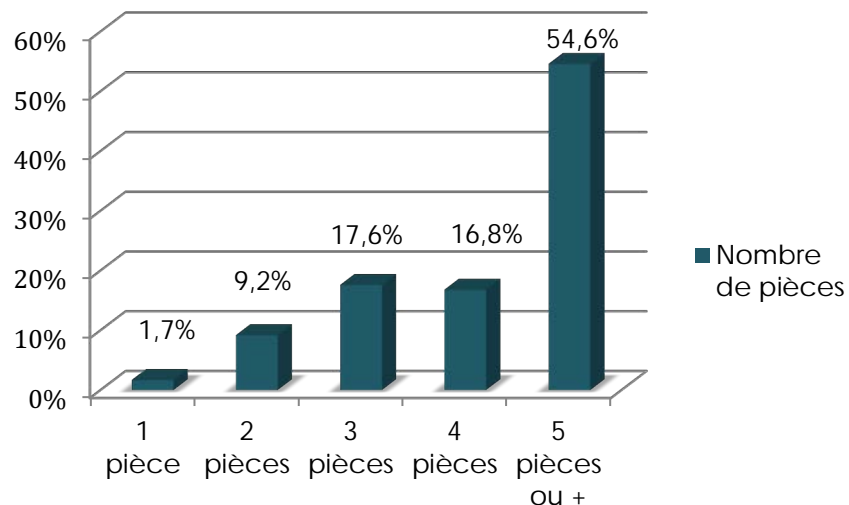


Sources : INSEE

Le parc de logements de la commune de Serralongue est majoritairement composé d'habitations individuelles. En effet, la part de maisons représente 90,6% contre seulement 9,4% de logements collectifs. Ce parc de logement est donc très peu diversifié et peut créer des difficultés concernant l'arrivée de nouveaux ménages dans la commune pour les années à venir. De plus, la majorité de cet habitat individuel est composée de logements de 5 pièces ou plus.

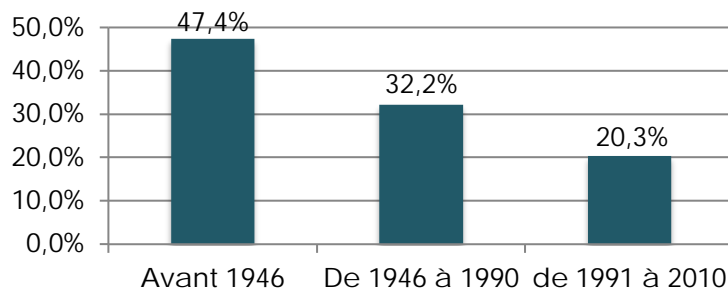
Il s'agit d'une véritable inadéquation avec la taille des ménages déjà présents sur la commune (pour rappel : composition des ménages de 1,9 personne), mais cela pose également un problème pour les petits ménages qui souhaiteraient emménager sur le territoire, même si les prix sont attractifs.

Graphique « Répartition des résidences en 2013 »



Dans la commune de Serralongue, le parc de résidences principales est principalement constitué de bâti ancien. En effet, 47,4% des résidences principales ont été construites avant 1946. Il convient d'apporter une protection à cet habitat ancien qui représente un patrimoine local à valoriser. Il est à noter toutefois, un bon état général du bâti de Serralongue. Il existe que très peu de constructions dégradées dans le village.

Graphique « Résidences principales selon période d'achèvement »



La commune de Serralongue est composée d'une part très importante de résidences secondaires, elle se positionne donc comme une destination de tourisme et de villégiature. Cette tendance est propre aux communes littorales mais également aux communes se trouvant dans une zone de montagne et disposant d'un patrimoine important comme c'est le cas pour ce territoire. Selon le dernier recensement de la mairie (2018), il y a 158 résidences secondaires dont 47% sont régulièrement occupées.

Depuis 2000, les évolutions du parc de constructions enregistrées sont au nombre de :

- 20 constructions neuves.
- 16 extensions
- 10 garages/hangar/fromagerie

Deux dossiers de nouvelles constructions sont en cours d'études en vue d'acquisitions futures.

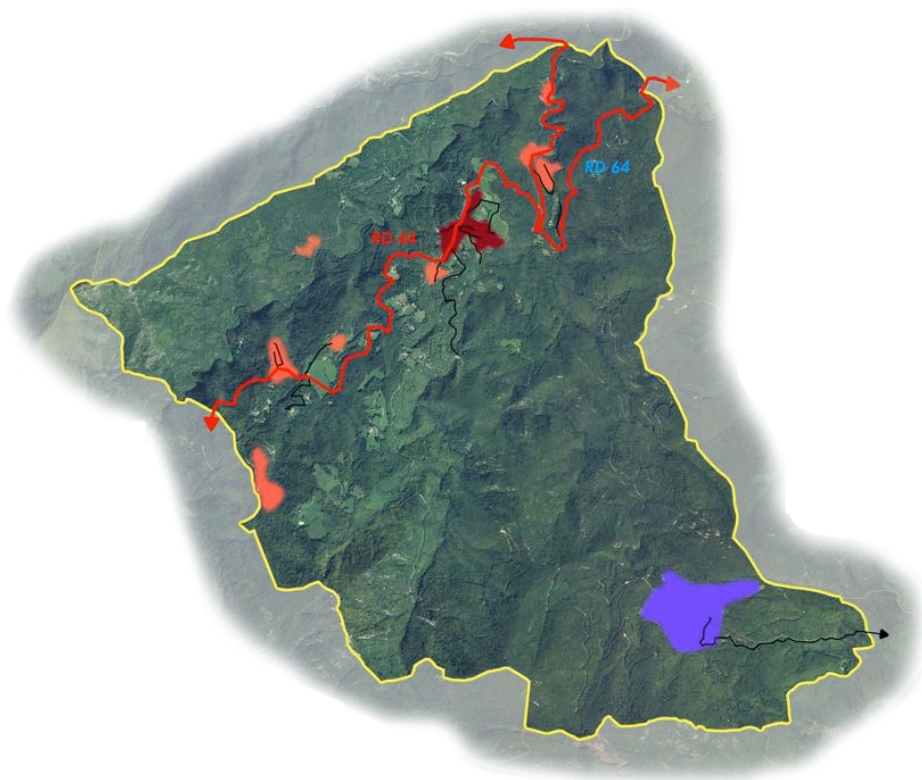
Ces chiffres révèlent que, Serralongue n'est pas un territoire abandonné, le bâti est entretenu et il y a peu de logements vacants. L'habitat secondaire utilisé fréquemment par les propriétaires (week-end et vacances) fait réellement partie de la vie de la commune et ne doit pas être analysé comme un aspect négatif. Le parc existant est donc peu mobilisable pour envisager d'accueillir de la population sans création de nouveaux logements.

2.4. TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

2.4.1. Les dessertes

La commune de Serralongue est desservie par la RD 44 ainsi que la RD 64 depuis Saint-Laurent de Cerdans. Il s'agit des seuls grands axes routiers présents. Ces voies permettent de rejoindre les communes de Lamanère (par le Sud-Ouest), Le Tech (au Nord) et Saint Laurent de Cerdans (au Nord-Est).

Les dessertes à l'échelle du territoire



La route principale desservant le cœur du village ne permet pas de le traverser. Il s'agit d'une impasse qui reste tout de même accessible en voiture jusqu'à la place principale et qui donne également accès à l'aire de stationnement de la mairie.

A l'échelle du village et de son importance, les voiries, même si une hiérarchisation n'est pas évidente sur une vue en plan, permettent de drainer l'ensemble du village de manière correcte.

Cf. Carte « Accès et dessertes internes du village de Serralongue »

Les lignes de bus départementales les plus proches se trouvent dans les communes voisines de Saint-Laurent-de-Cerdans ou du Tech.

Les lignes du bus du départemental



ACCES ET DESSERTES INTERNES DU VILLAGE DE SERRALONGUE

Dossier
21677

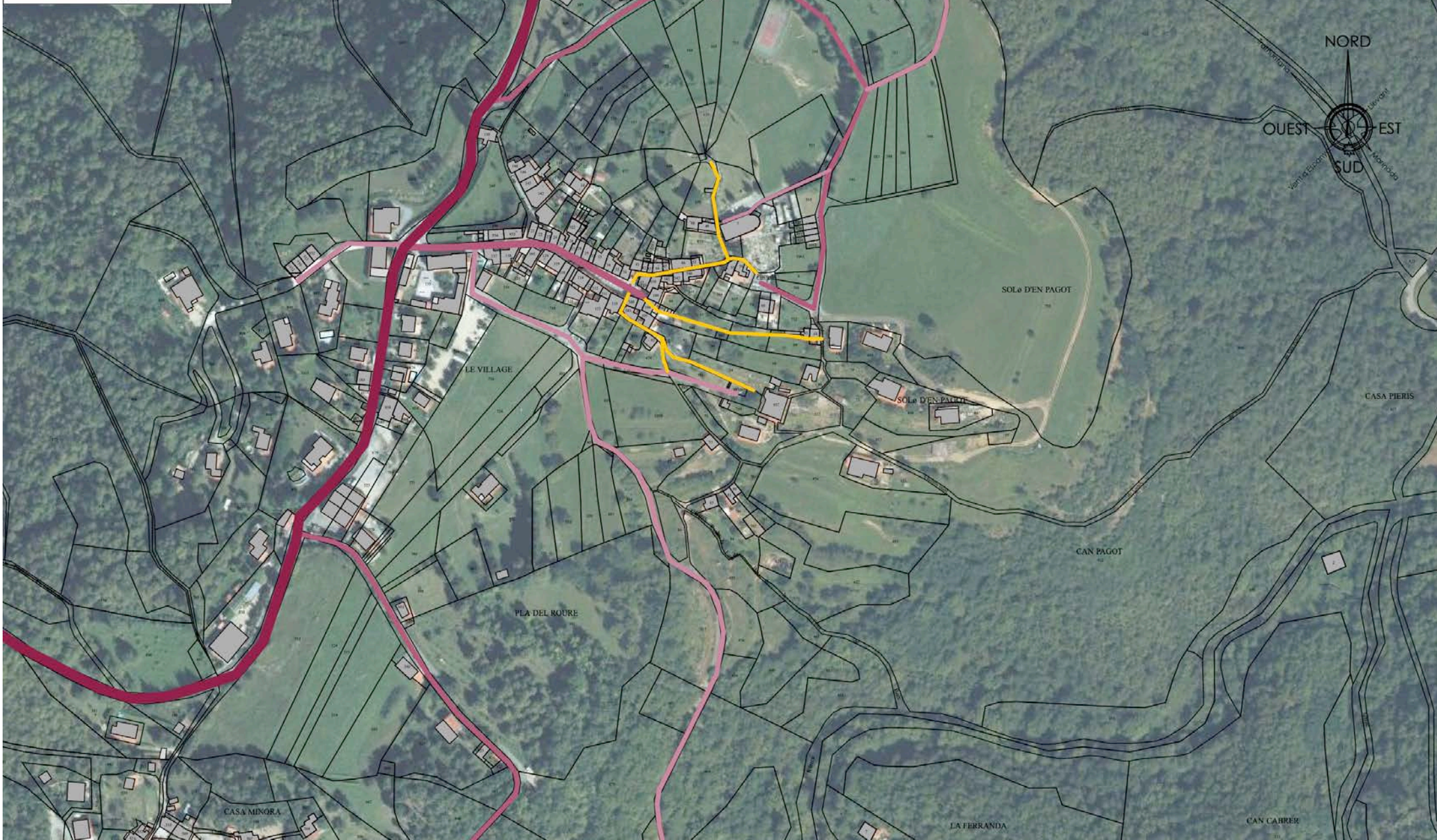
Echelle
1/3500

Format
A4

Source(s)/Elaboration
ARCHI CONCEPT

Date / Indice
05/2019

- Voies principales
- Voies secondaires
- Voies tertiaires
- Voies piétonnes



2.4.2. Les entrées de ville et les traversées de hameaux

La commune de Serralongue est desservie par la route départementale « RD 44 ». Cette voie permet de traverser le territoire du Sud-Ouest au Nord. Cependant, nous ne remarquons pas tout de suite l'entrée sur la commune de Serralongue. En effet, les panneaux de signalisation ne se trouvent pas sur les limites communales mais plus à proximité des premières habitations et du village.

L'entrée du Village



Les traversées des hameaux ne sont pas particulièrement aménagées, notamment en termes de sécurité. La traversée de l'entité dite village est bien identifiable. Au regard de l'intensité du trafic qui est tout de même limitée, les entrées de ville sont traitées correctement et en relation avec leurs importances.

Au niveau du hameau Els Casals, la route est sur cette portion sinueuse. La voirie est relativement large mais au regard de la topographie du site et du manque de stationnement des habitations existantes, des problèmes de sécurité peuvent être rencontrés lors du croisement des véhicules.

La traversée du hameau Els Casals



La traversée de Can Guillermo par la route départementale ne pose pas de problème de sécurité au regard de la faible circulation. Les accès au lotissement de part et d'autre de la route sont traités par des

stop. Les conteneurs situés sur le bord de la voie n'apportent pas une image qualitative du secteur. Un arrêt de bus est indiqué le long de la route.

La traversée de Can Guillamo



Les autres entités bâties du territoire de Serralongue ne sont pas traversées par la RD.

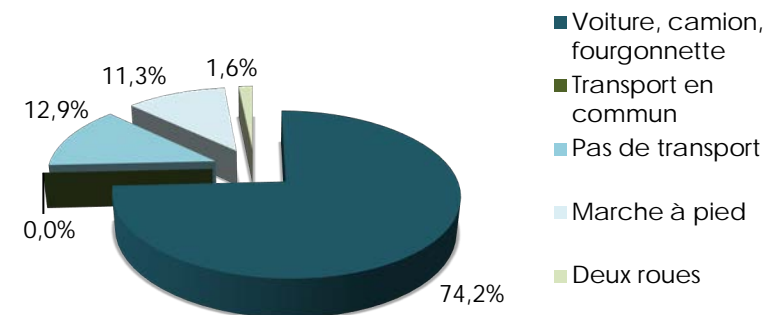
D'après les comptages routiers réalisés sur le département moins de 1000 véhicules/jour circulent sur la RD qui dessert Serralongue.

2.4.3. Les moyens de déplacement

Ce territoire, majoritairement composé d'un paysage montagneux, ne favorise pas les modes de déplacements doux autres que la marche. Le réseau de transports est donc très peu concurrentiel à la voiture qui reste le mode de déplacement le plus utilisé par les habitants, notamment pour se rendre à leur travail.

En effet, 74,2% des actifs présents sur la commune se rendent à leur travail en voiture. De plus, aucun autre mode de transport en commun ne dessert Serralongue.

Graphique « Moyens de transports utilisés pour se rendre au travail – 2013 »



Sources : INSEE

Les seuls habitants utilisant la marche à pied pour se rendre au travail sont ceux travaillant sur la commune. Les autres habitants sont obligés d'emprunter leur voiture afin de sortir de Serralongue et ainsi se rendre sur les bassins d'emplois voisins. La place de la voiture est très importante pour ce genre de territoire. Il faut réfléchir à une offre de transport en commun afin de valoriser la commune et favoriser les déplacements.

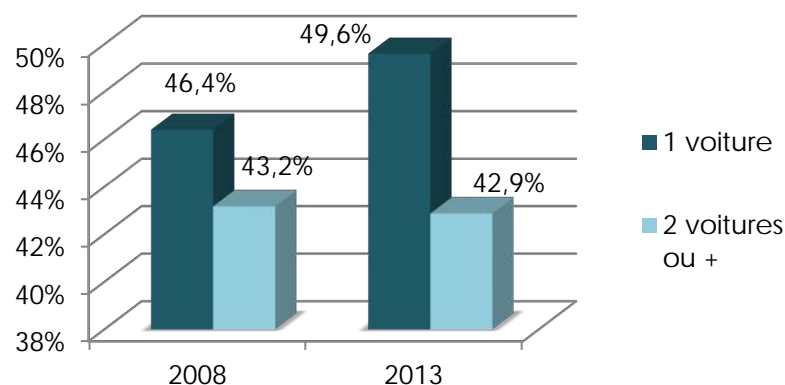
Il existe tout de même une bonne diversité des déplacements doux hors trajets habitation – travail. En effet, de nombreux chemins de

randonnées pédestres et équestres sont présents. L'élaboration de cartes avec les sentiers, le patrimoine, les pistes VTT et cyclo est envisagée au niveau des communes transfrontalières.

Il s'agit notamment des chemins : Les Tours de Cabrenc, Le Pla de la Muga, La Forge de Galdarès, Cantellops, Le Tech, Le Grau et Case Guillamo. De plus, il existe également plusieurs pistes forestières.

Les transports en commun étant inexistant sur la commune, les habitants sont très majoritairement équipés d'au moins une voiture, notamment afin de se rendre sur leur lieu de travail.

Graphique « Part des ménages ayant au moins 1 voiture »



Sources : INSEE

Pour autant, le nombre d'emplacements réservés aux stationnements sur la commune est en baisse depuis 2008. A cette époque 77,6% des ménages avaient au moins un emplacement réservé au stationnement. Ils ne sont plus que 70,6% en 2013.

2.4.4. Le stationnement

Au cœur du village, des aménagements ont été prévus afin de permettre le stationnement de véhicule. Ils se trouvent notamment à proximité de la Mairie.

Deux parkings sont réellement aménagés : celui se trouvant le long de la route départementale et celui au cœur du village permettant un accès direct aux petits commerces du centre. Il est également possible de stationner à proximité de l'église.

Il s'agit pour la suite de limiter le stationnement anarchique en bord de voie, notamment le long de la route départementale qui constitue un véritable danger pour les personnes souhaitant se stationner dans ce secteur, notamment en période estivale pour les touristes.

Stationnements au cœur du village



Zone de stationnements en entrée de village



Zone de stationnements derrière l'église



Zone de stationnement Place de Can Duc



Décompte des places de stationnements sur le village :

Zones spécialement dédiées au stationnement :

- Aire de stationnement à côté de la mairie, le potentiel sur cet espace est de 25 à 30 places environ.
- Rue Pierre Talrich : 6 places.
- Place Abdon Poggi : 10 places environ.
- Devant la mairie : 5 places dont 1 PMR et arrêt bus.
- Espace d'entrée de ville : 20 places environ.

Espaces utilisés comme aire de stationnement :

- Place de Can Duc : 8 places.
- Espace au-dessus de l'église : 8 places environ.

Cf. carte pages suivantes « Les aires de stationnements du village »

Au total sur le village, environ 82 places de stationnement sont présentes. Elles ne sont pas tracées, excepté devant la mairie et au centre du village.

LES AIRES DE STATIONNEMENTS DU VILLAGE

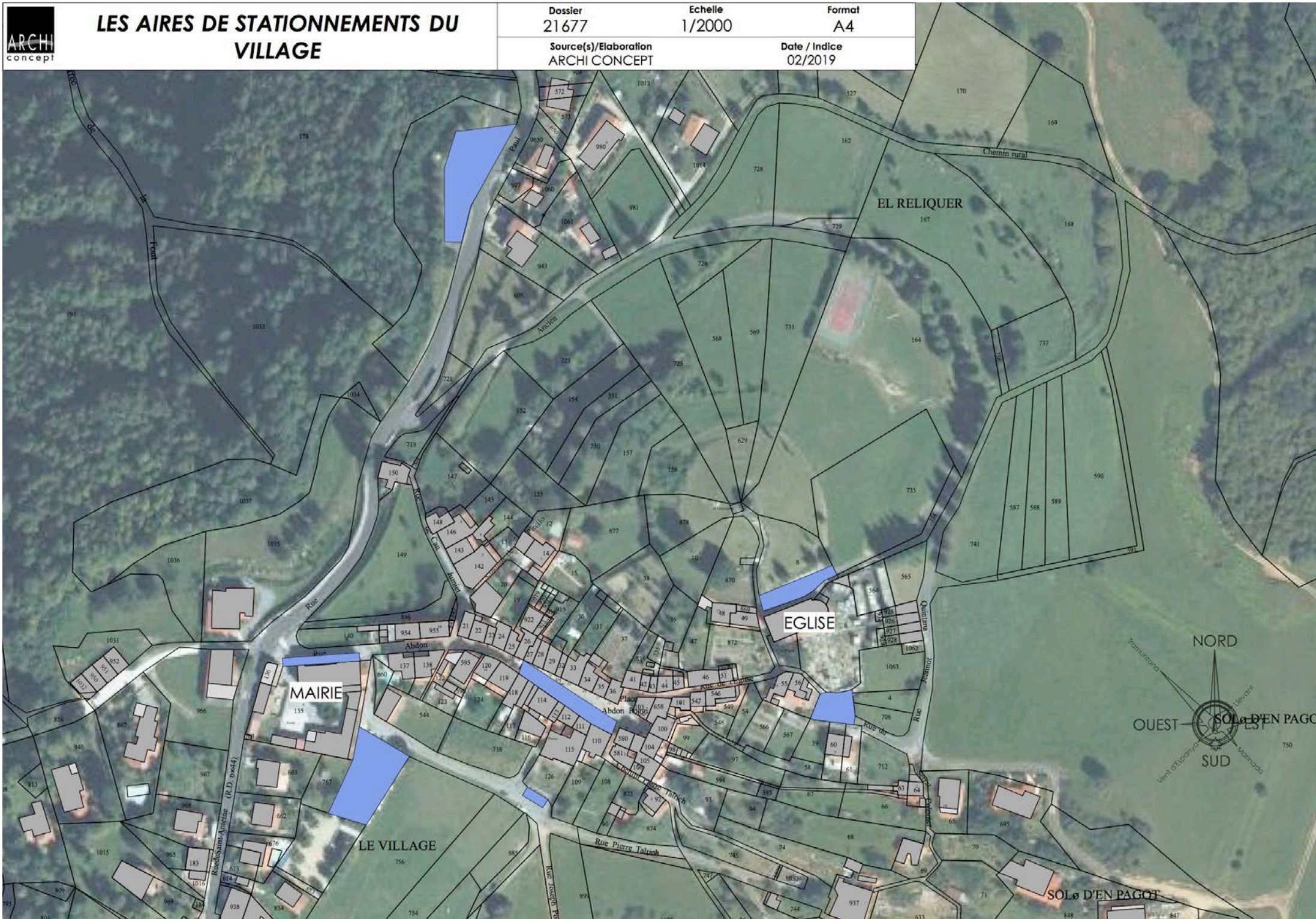
Dossier
21677

Echelle
1/2000

Format
A4

Source(s)/Elaboration
ARCHI CONCEPT

Date / Indice
02/2019



2.5. ÉQUIPEMENTS, SERVICES, ASSOCIATIONS

La commune de Serralongue compte sur son territoire des services et équipements nécessaires au fonctionnement communal et à la vie des habitants. Ces équipements sont de plusieurs sortes :

- Les équipements communaux.
- Les commerces et services de proximité.
- Les associations.

2.5.1. Les équipements communaux

La commune possède sur son territoire un certain nombre d'installations sportives dont :

- Un stade.
- Un terrain de tennis.
- Une aire de jeux.
- Un terrain de pétanque.
- Le foyer des jeunes Jean Paul TENAS.



Elle est également dotée d'une école maternelle et élémentaire publique qui dépend de l'inspection académique des Pyrénées-Orientales. Cette école compte aujourd'hui 9 enfants et il est possible pour ces derniers de bénéficier d'une restauration scolaire. Il existe également une agence postale.

Il existe d'autres écoles maternelles ainsi que des écoles primaires publiques dans les communes voisines de Saint-Laurent-de-Cerdans, Prats-de-Mollo-la-Preste et Arles-sur-Tech.

Le collège le plus proche se trouve quant à lui dans la ville d'Arles-sur-Tech.

Pour les lycées, la commune de Serralongue dépend des établissements se trouvant à Céret.

Au niveau des équipements, il est possible de profiter d'une aire de pique-nique, d'une salle polyvalente, d'une salle des associations/ médiathèque ainsi que d'un musée. Ces équipements appartiennent et ont été mis en place par la Mairie de Serralongue.

2.5.2. Les commerces et services de proximité



La commune de Serralongue ne possède que très peu de commerces sur son territoire, mais il est tout de même possible de retrouver un complexe multi rural l'Hostal de Cabrenç avec service de dépôt de pain, épicerie, journaux, gaz et bar restaurant. Un marché dominical est présent sur le village avec poissonnerie, boucherie-charcuterie, fromages, miel, légumes, œufs en production locale pour la plupart. De plus, un dentiste est installé sur le territoire communal.

Le maintien de ces activités est essentiel pour une commune dont l'accès reste difficile et les transports publics peu présents. Des mesures en faveur de la protection des commerces pourront éventuellement être adoptées dans le PLU.

La commune a obtenu le label « Commerces de proximité dans la ville » qui récompense une politique volontaire et consensuelle en matière de maintien et de développement des activités économiques de proximité au sein de la ville.

Ce label est délivré par l'association « La journée nationale du commerce de proximité, de l'artisanat et du centre-ville ». Il s'agit d'un signe de reconnaissance pour les partenaires économiques. Un panneau en entrée de ville marque l'obtention de ce label.

Plusieurs critères sont alors pris en compte :

- La mobilisation des acteurs économiques et leur implication.
- La qualité du travail réalisé collectivement.
- L'investissement global des commerçants et les initiatives locales, notamment institutionnelles, menées en faveur de

l'expression des valeurs développées par l'association « JNCP ».

- La visibilité obtenue dans les différents médias.

Actuellement, le nombre de commerces et services présents est en adéquation avec la population permanente de Serralongue.

2.5.3. Les associations

Pour une commune regroupant 225 habitants, Serralongue est dotée de nombreuses associations. Elles sont au nombre de 13 au titre de la « Loi 1901 » et sont très diversifiées :

- ACCA Serralongue : Association communale de chasse.
- Patrimoine : Association de sauvegarde du château et des tours de Cabrenç.
- Club de gymnastique.
- Les amis du musée médiéval.
- Tennis club Serralonguais.
- Chasse/Pêche : AAPMA « La truite du Castell ».
- Association sardaniste Serralongue.
- Comité des fêtes.
- Club de pétanque : La boule de Cabrenç.
- Association Culture et animation : animations annuelles, cultures régionales, folklore.
- Au secours des chats errants.
- Les coureurs de Cabrenç.
- L'Association wanomichi qui amène du tourisme sur le village.

La commune présente quelques services sur son territoire permettant aux habitants de ne pas toujours se déplacer dans les communes voisines.

Ils restent peu nombreux mais sont indispensables à la vie de la commune. Le secteur touristique, quant à lui, doit être valorisé afin de permettre le développement de la Serralongue.

2.6. LES RESEAUX ET LES DECHETS

2.6.1. Eau potable

Jusqu'en 1960, le village était alimenté par quatre points d'eau (trois bornes fontaines et une fontaine). L'alimentation se faisait à partir de la source du noyer au sud du village. Actuellement, cette canalisation dessert toujours la fontaine et les lavoirs municipaux.

En 1960, la commune a mis en service le réseau public de distribution d'eau potable à partir d'un réservoir de 120 m³ depuis une nouvelle source captée au lieu-dit « Le Faitg » au Sud du village.

La commune de Serralongue doit assurer l'adéquation entre les besoins en eau suscités par l'urbanisation au terme du PLU et les ressources.

L'adduction d'eau potable est gérée en régie intercommunale.

La commune est alimentée par :

- Forage Serralongue – DUP du 19/01/2001.
- S1 Basse Al Faitg – DUP du 07/07/1999.
- S1 Parpal Basse – DUP du 09/07/1999.
- S2 Haute Al Faitg – DUP du 09/07/1999.
- S2 Parpal Haute – DUP du 09/07/1999.

On recense des captages privés autorisés par le préfet et destinés à la consommation du public :

- Domaine de Falgos (Golf) – arrêté préfectoral du 01/09/1997
- Chambre d'hôtes Bracckeveldt – arrêté préfectoral du 26/04/1996
- Village touristique – arrêté préfectoral du 16/03/1994

L'eau distribuée par les deux unités de traitements « Serralongue et Can Guillamo » subit un traitement de désinfection aux ultraviolets + chloration.

2.6.2. Assainissement

Comme dit précédemment, la commune ne possédait pas de réseau public d'eau potable jusqu'en 1960. Les besoins en assainissements étaient solutionnés par des puits secs et des fosses septiques.

Après l'installation de l'eau courante dans les maisons, les rejets eaux usées ont été beaucoup plus importants et la partie la plus dense du village s'est dotée d'un réseau d'assainissement.

La commune de Serralongue possède un réseau d'assainissement de type séparatif et d'une station d'épuration. Ces installations ont été réalisées en 1968. Ce réseau couvre le village ainsi que le hameau proche de Caze Minore.

La station d'épuration a été conçue pour une capacité d'environ 400 habitants.

L'assainissement est géré en régie intercommunale depuis 2020.

2.6.3. Ordures ménagères

Concernant les ordures ménagères, la commune de Serralongue fait partie de l'ensemble du Haut Vallespir. Elles sont donc collectées par le SIVOM du Haut Vallespir qui regroupe 6 communes. Ce territoire a donc adhéré au Syndicat Départemental pour le traitement des Ordures Ménagères.

Les ordures doivent être déposées par les administrés dans les containers répartis en 18 points. La vidange de ces containers est effectuée deux fois par semaine en basse saison et trois fois par semaine en période estivale.

3. LE CONTEXTE TOURISTIQUE

3.1. L'OFFRE HOTELIERE / GITES

La commune compte sur son territoire un certain nombre d'établissements qui permettent de satisfaire la demande touristique. Ainsi, la commune compte sept établissements permettant l'accueil des touristes qui se décomposent comme suit :

Type d'hébergement	Nombre	Capacité d'accueil
Hôtel 3* du Domaine de Falgos	25 chambres x 2 7 appartements x 8	106
Chambres et tables d'hôtes « Mas Case Guillamo »	3 chambres	8
Gîtes et camping à la ferme « Le Pomarede »	2 x gîtes x 4 2 x 6 emplacements	28
Gîtes de France (Tour de Cabrenc et Tour de mir)	4 chambres	8
La Scierie Gîtes	5 couchages	10
Meublés touristiques recensés sur le site de la mairie	3 studios	12
	Total	Environ 172 personnes

Grâce à cette offre touristique de 172 personnes, ajoutée aux résidences secondaires présentes sur la commune (156 logements soit une capacité de 296 personnes), la population saisonnière pourrait atteindre 468 personnes, soit au total 691 personnes (223 résidents + 468).

La commune de Serralongue étant située dans une zone montagneuse, elle connaît une forte augmentation de sa population au cours des périodes estivales. Il s'agit d'un véritable axe sur lequel baser le développement de la commune sur le long terme.

Globalement, seule la structure représentée par le Domaine de Falgos propose un hébergement touristique de type hôtel. Ce domaine a fait l'objet d'un dossier UTN (Unité Touristique Nouvelle) pour créer le golf et les surfaces de plancher nécessaires au développement de l'hôtel.

Au-delà de son aspect économique, le Domaine du Golf de Falgos composé d'un terrain de 18 trous, d'un SPA, d'une piscine, d'un hôtel et d'un restaurant permet d'attirer de nombreux touristes et participe à l'image du Haut-Vallespir.

Aucune UTN structurante n'est créée dans le cadre du PLU, néanmoins, dans le cadre des orientations de son territoire, définies par le PADD, le PLU intègre la volonté que puisse être réalisée une UTN pour permettre un renforcement de l'activité du Domaine de Falgos et assurer sa viabilité économique.

Actuellement, il n'y a pas d'UTN (Unités Touristiques Nouvelles) sur le territoire de Serralongue.

Photo « Domaine de Falgos »



3.2. LE PATRIMOINE CULTUREL ET HISTORIQUE

Le territoire de Serralongue possède un patrimoine culturel et historique riche.

Les touristes sont notamment attirés par les nombreuses activités sportives au départ de la commune comme la randonnée, les circuits vélo...

De nombreux monuments peuvent également être visités sur la commune et plus généralement dans la région.

Il s'agit notamment de l'église Sainte-Marie du XII^{ème} siècle, du Conjurador du XVII^{ème} siècle et des Tours de Cabrenc.

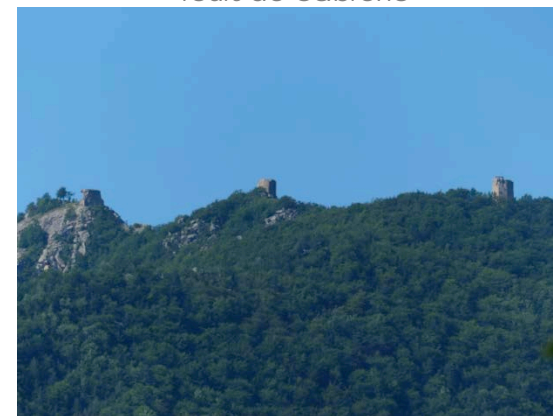
Eglise Sainte-Marie



Conjurador



Tours de Cabrenc



Il existe d'autres sites, édifices et lieux culturels qu'il est possible de visiter :

- La Chapelle de Saint-Antoine de Padoue
- La Chapelle castrale du Château de Cabrenc
- La Chapelle de Saint-Michel de Faja
- Le musée médiéval
- La statue de la Vierge derrière l'église
- Le Font de Baix
- Le site préhistorique du Camp de las Olles au lieu-dit « Le Mas »

Ce patrimoine entraîne nécessairement la protection de certains sites sensibles, notamment du fait de la faune et de la flore qu'il renferme. La commune de Serralongue est majoritairement composée de terrains boisés qui sont alors considérés comme des sites naturels à protéger. Il s'agit également de protéger le site de Cabrenc ainsi que ses tours et ses vestiges.

La commune de Serralongue profite d'un patrimoine très riche au cœur d'un cadre de qualité. Au cœur même du village se trouve une église romane avec son clocher carré. À quelques mètres de cette église se trouve le « Conjurador » datant de la fin du XIX^{ème} siècle. Il est ici

question d'un petit édifice destiné à conjurer le mauvais sort, notamment concernant les conditions climatiques pouvant entraîner la destruction des récoltes. Cet édifice est inscrit au titre des monuments historiques depuis le 9 avril 1987.

Il est également possible de visiter la Chapelle St Antoine de Padoue, la Chapelle St Michel de Cabrenys, la Chapelle St Michel del Faig et le Castell. Ce patrimoine culturel et religieux constitue un véritable atout pour la commune notamment lors de la saison touristique.

A cela, il faut ajouter les nombreux chemins de randonnées qu'il est possible de parcourir depuis la commune de Serralongue.

Il s'agit des randonnées :

- Les Tours de Cabrenc
- Le Pla de la Muga
- La forge de Galdarès
- Cantellops
- Le Tech
- Le Grau
- Case Guillamo

Le tourisme est vraiment le moteur essentiel du dynamisme de la commune qui pourra permettre l'augmentation de l'emploi et l'installation de nouveaux habitants.

Sentiers à l'échelle du territoire communal

Dossier
21677


Echelle

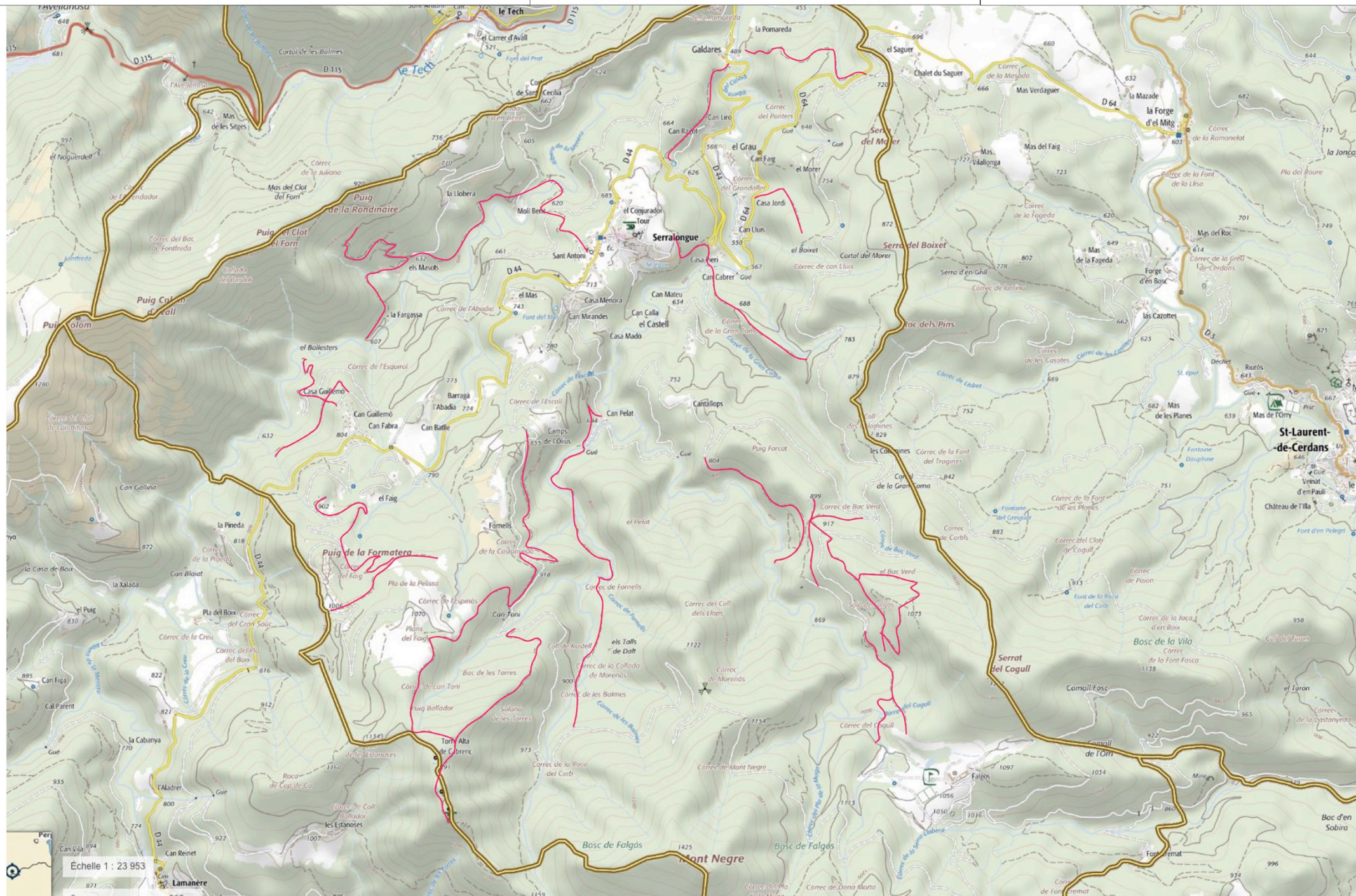
Format
A4

Légende

Source(s)/Elaboration
ARCHI CONCEPT

Fond(s) de plan
IGN

 Sentiers



4. LE CONTEXTE ECONOMIQUE

L'analyse du contexte économique communal prend en compte l'emploi ainsi que le tourisme. Serralongue étant une ville de montagne, elle se voit influencée par l'attrait touristique qu'elle suscite.

4.1. REPARTITION DES ACTIFS SUR LA COMMUNE

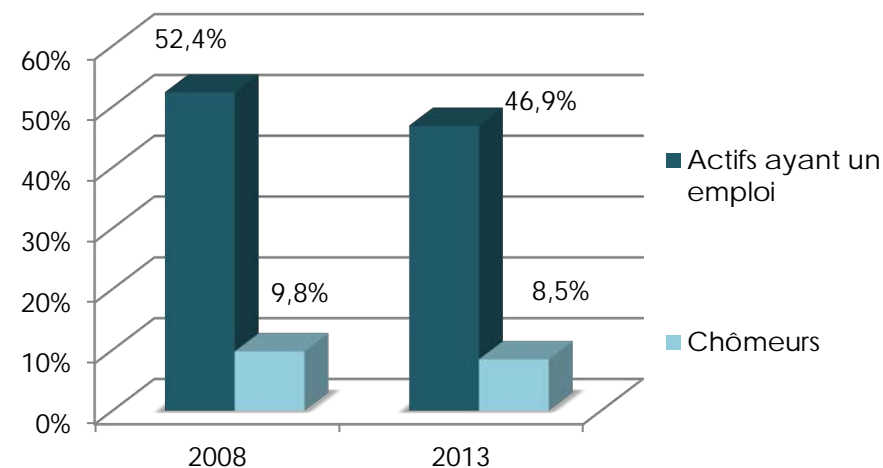
La commune connaît une baisse du nombre d'emplois présents sur son territoire entre 2008 et 2013 et donc une perte d'actifs. En effet, 54 actifs résidant dans la zone étaient comptabilisés en 2013 contre 59 en 2008. Cette baisse est notamment liée au vieillissement de la population sur la même période.

Dans le même temps, il existe également une perte d'emplois sur le territoire. En effet, il existait 73 emplois en 2008 contre 60 en 2013.

Concernant Serralongue, seulement 29 actifs (48%) travaillent sur la commune et 31 (51,6%) travaillent dans une autre commune que la commune de résidence (chiffres de 2013).

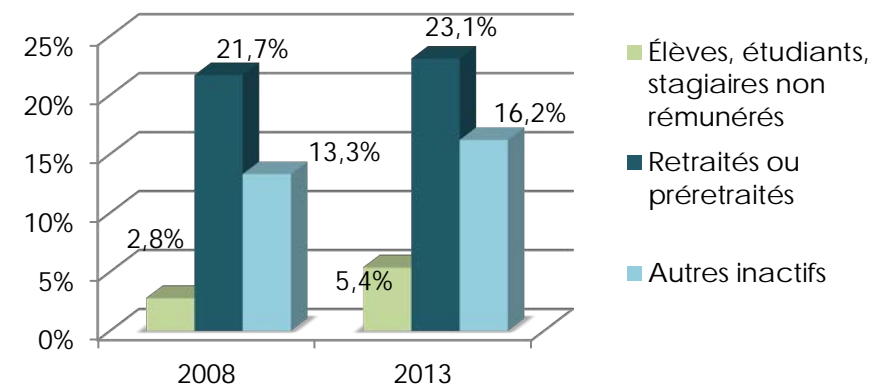
Le taux de chômage est cependant plus faible que dans la Communauté de Commune du Haut Vallespir. Il est de 15,3% pour Serralongue, contre 19,1% pour la CCHV.

Graphique « Répartition des actifs »



Sources : INSEE

Graphique « Répartition des inactifs »

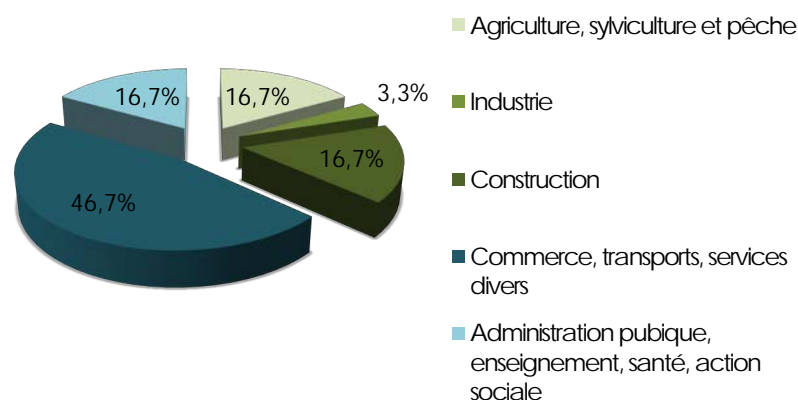


Sources : INSEE

4.2. LES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE

Sur la commune de Serralongue, la majorité des emplois se trouvent dans le secteur du commerce, du transport, de l'hébergement et de la restauration. Il s'agit d'un secteur qui représente une part plus importante, notamment du fait de l'absence d'entreprises de services se trouvant sur le territoire.

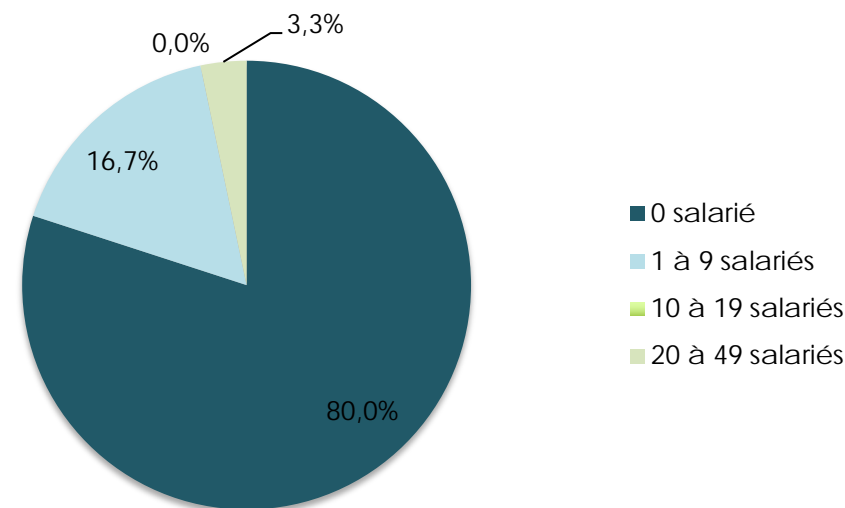
Graphique « Établissement des actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2014 »



Les entreprises de Serralongue sont majoritairement des très petites entreprises. En effet, sur les 15 entreprises recensées au 1^{er} janvier 2015, 80% des établissements n'ont aucun salarié. Il s'agit donc essentiellement d'entreprises de petite taille.

Il s'agit en réalité de petits entrepreneurs comme des électriciens, des entreprises de maçonnerie ou encore de menuiserie dont le siège social est domicilié directement à l'adresse de la résidence principale du gérant. De plus, une ferme/ fromagerie est venue s'installer sur la commune de Serralongue, apportant également des emplois agricoles.

Graphique « Répartition des entreprises en fonction du nombre de salariés – 2014 »



Sources : INSEE

Il faut souligner que les activités liées à l'agriculture et à la forêt représentent une part non négligeable de l'ensemble des emplois exercés sur ce territoire.

Le Domaine de Falgos (Golf et hébergement touristique) est un employeur important de la région et plus particulièrement de la commune de Serralongue. En effet, ce dernier emploie 18 personnes à l'année et plus de 35 en tant que saisonniers.

L'activité sur la commune de Serralongue est marquée par la présence de forêt. Il existe une entreprise spécialisée dans le bois de chauffage qui s'est donc installée sur la commune.

	Superficie (ha)	En %
Territoires artificialisés	45,65	2
Territoires agricoles	198,12	8,6
Forêts et milieux semi-naturels	2 065,49	89,4

Le contexte économique est fragile. Cependant un accompagnement pour permettre le développement de nouvelles activités tournées vers l'agriculture, le patrimoine, le tourisme vert permet à Serralongue de maintenir un certain dynamisme.

L'économie portée par le domaine de Falgos est importante pour la commune mais également pour les communes voisines.

5. LE CONTEXTE AGRICOLE

L'activité agricole quant à elle, est principalement liée à l'élevage de bovins. Une entreprise de fromagerie a réintroduit cette activité sur le territoire et a reçu le prix national de la dynamique agricole.

Cependant, nous remarquons une baisse notable des exploitations agricoles dans la commune de Serralongue. Elles étaient 7 en 1988, contre une seulement en 2010. Malgré cette remarque, la superficie agricole utilisée a augmenté entre les années 2000 et 2010.

	1988	2000	2010
Exploitations agricoles	7	3	1
Superficie agricole utilisée (SAU)	226	123	188
Cheptel	60	80	43

Sources : RGA

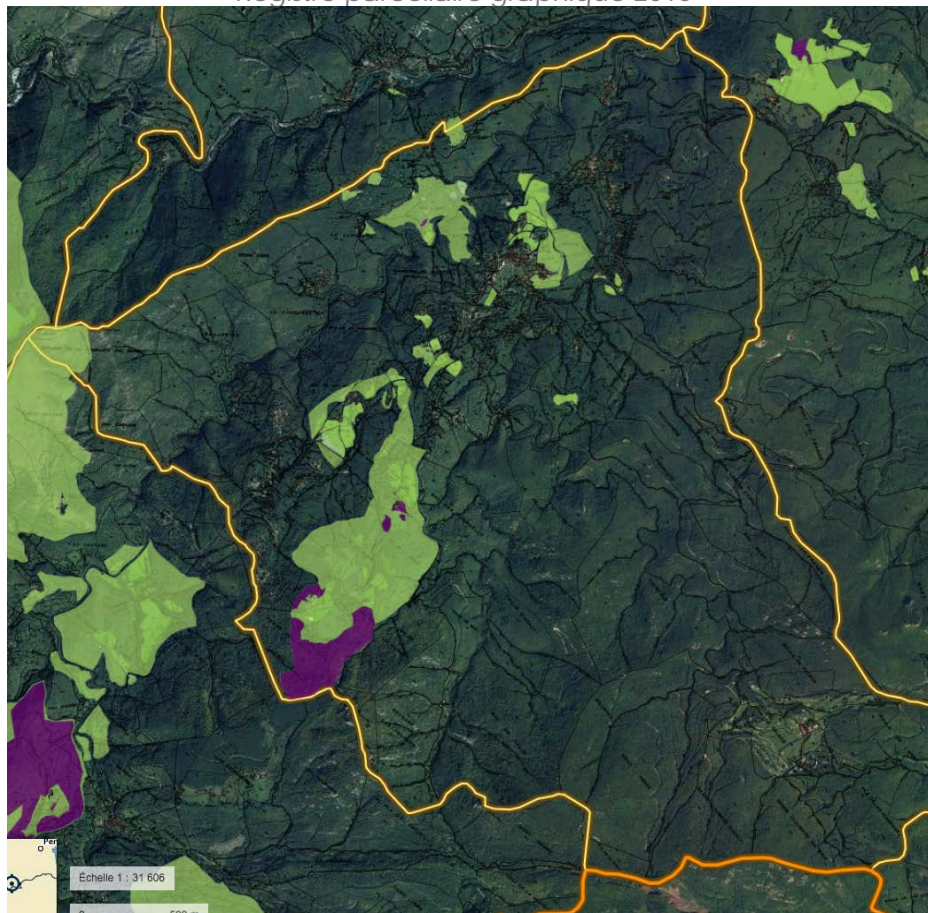
Le soutien de l'activité agricole existante est indispensable tant pour l'économie que pour la préservation des terres agricoles existantes.

Le Cheptel compte 43 bêtes selon le RGA 2010. L'orientation technico-économique de la commune est passée de polyculture et polyélevage en 2000 à Bovins viande en 2010.

Les données à disposition sur l'agriculture ne permettent pas de faire une étude agricole complète sur le territoire de Serralongue. Depuis 2010, l'activité agricole s'est développée sur le territoire.

Registre parcellaire graphique 2010





En comparant les données du RGP entre 2010 et 2015, on note une augmentation des terres déclarées notamment autour du Mouly Benc, au Nord du Village, dû à l'activité d'élevage qui s'est développée et qui continue de se développer.

6. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel, ainsi que la salubrité et la sécurité publique. Le Plan Local d'Urbanisme doit, en ce sens, être en cohérence avec les prescriptions issues de ces servitudes.

Le territoire communal de Serralongue est concerné par plusieurs servitudes d'utilité publique engendrant des prescriptions à prendre en compte dans le cadre de son développement et de son aménagement :

- La servitude AC1 relative à la conservation du patrimoine
- La servitude AS1 relative à la protection des eaux potables
- La servitude PM1 relative à la salubrité et à la sécurité publique – Plan des Préventions des Risques Naturels
- La servitude PT1 relative à l'utilisation de certaines ressources et équipements – télécommunications Perturbations
- La servitude PT2 relative à l'utilisation de certaines ressources et équipements – télécommunication Faisceaux Hertiens

6.1. LA SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE AC1

La servitude d'utilité publique AC1 est instituée dans le cadre de la protection des monuments naturels, des sites classés ou inscrits en application de la Loi du 2 mai 1930.

Il existe deux formes de protection pour les monuments naturels et les sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

Pour les sites classés, les travaux sont soumis selon leur importance à une autorisation préalable du Préfet ou du Ministre chargé de l'écologie, en lien avec la Commission Départementale de la Nature, du Paysage et des Sites (CDNPS). Concernant les sites inscrits, dès lors que les travaux ne relèvent pas de l'exploitation courante des fonds ruraux ou de l'entretien normal des bâtiments, l'ABF doit donner son aval au projet, par un avis simple dans la plupart des cas, hormis pour des permis de démolir où l'avis est dit conforme.

Ces mesures participent à la conservation du patrimoine visuel et du patrimoine communal.

Sur le territoire de Serralongue, elle concerne la conservation des Tours de Cabrenc du point de vue de l'histoire et de l'art qui présentent un intérêt public en raison de leur qualité architecturale et de leur importance pour l'histoire du Roussillon.

Sont donc classés parmi les Monuments historiques, en totalité, la Tour médiane et les vestiges du château appelé « Tours de Cabrenc » situés sur les parcelles 868 et 870.

De plus, est également classé parmi les monuments historiques en totalité, la Tour Nord de Cabrenc située sur les parcelles 342, 887 et 889.

Ce classement concerne également le porche de l'église Sainte Marie se trouvant au cœur du village.

Cf. Carte « Servitude AC1 »

6.2. LA SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE AS1

La servitude d'utilité publique AS1 est instituée dans le cadre de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du captage du ravin « du Falgos » situé sur le territoire de la commune de Coustouges. Le périmètre de protection rapproché concerne la parcelle 105 et une partie des parcelles 141 et 143.

À l'intérieur de ce périmètre, le dépôt d'ordures, détritus, tas de fumier, d'engrais et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont interdits, de même que la dérivation des eaux, l'abattage des arbres, les nouvelles constructions, les nouvelles pistes, le pacage intensif du bétail.

Cette servitude concerne également les travaux à entreprendre par la commune de Serralongue en vue de son alimentation en eau potable. Elle est donc autorisée à dériver les eaux de source située sur la parcelle 93 du lieu-dit « Le Faitg ».

Il s'agit également de la dérivation des eaux des sources « Haute du Faitg » et « Basse du Faitg » ainsi que de l'instauration des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des captages. Il en est de même pour les sources « Perpal Haut » et « Perpal Bas »

Cf. Carte « Servitude AS1 »

6.3. LA SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE PM1

La servitude d'utilité publique PM1 est une servitude concernant la sécurité publique pour un plan de prévention des risques.

Dans le cas présent, cette servitude prend en compte le risque inondation ainsi que le risque des mouvements de terrains. Elle délimite les zones dans lesquelles la constructibilité est limitée, et celle où elle est soumise à conditions.

Cf. Carte « Servitude PM1 »

6.4. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE PT1 ET PT2

La servitude d'utilité publique PT1 est une servitude concernant les zones de protection instituées autour de centres radioélectriques.

Cf. Carte « Servitude PT1 »

La servitude d'utilité publique PT2 fixe l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables autour de centres radioélectriques et sur le parcours de faisceaux hertziens.

Cf. Carte « Servitude PT2 »



PRÉFET DES
PYRÉNÉES-ORIENTALES

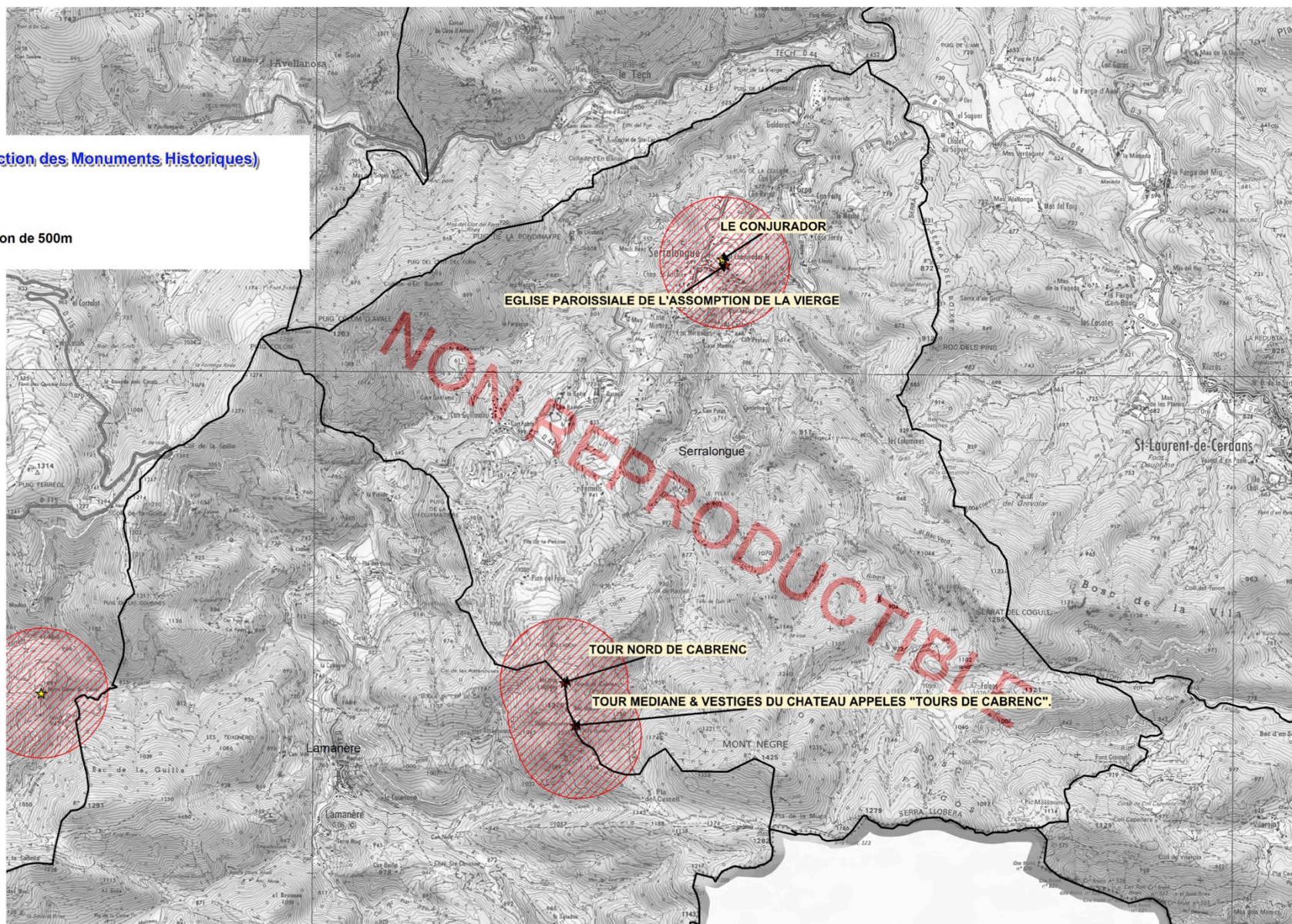
Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

SERVITUDE : AC1 (Protection des Monuments Historiques)

- ★ Edifices classés
- ☆ Edifices inscrits

Périmètre de protection de 500m

COMMUNE DE SERRALONGUE





PRÉFET DES
PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

COMMUNE DE SERRALONGUE

SERVITUDE : AS1 (Protection des Eaux Potables ou Minérales)

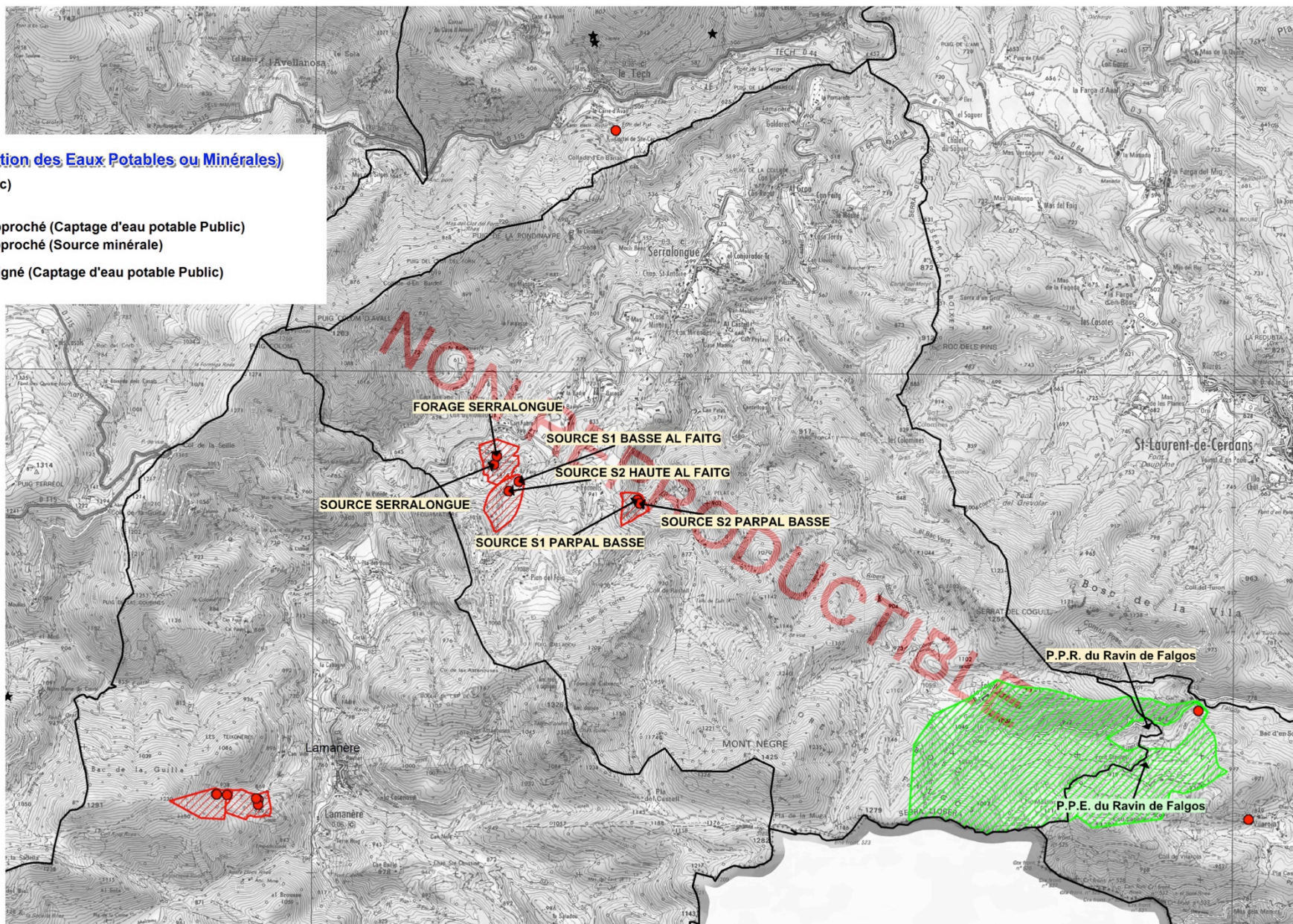
● Captage d'eau potable (Public)

▲ Source Minérale

▨ Périmètre de Protection Rapproché (Captage d'eau potable Public)

▨ Périmètre de Protection Rapproché (Source minérale)

▨ Périmètre de Protection Eloigné (Captage d'eau potable Public)

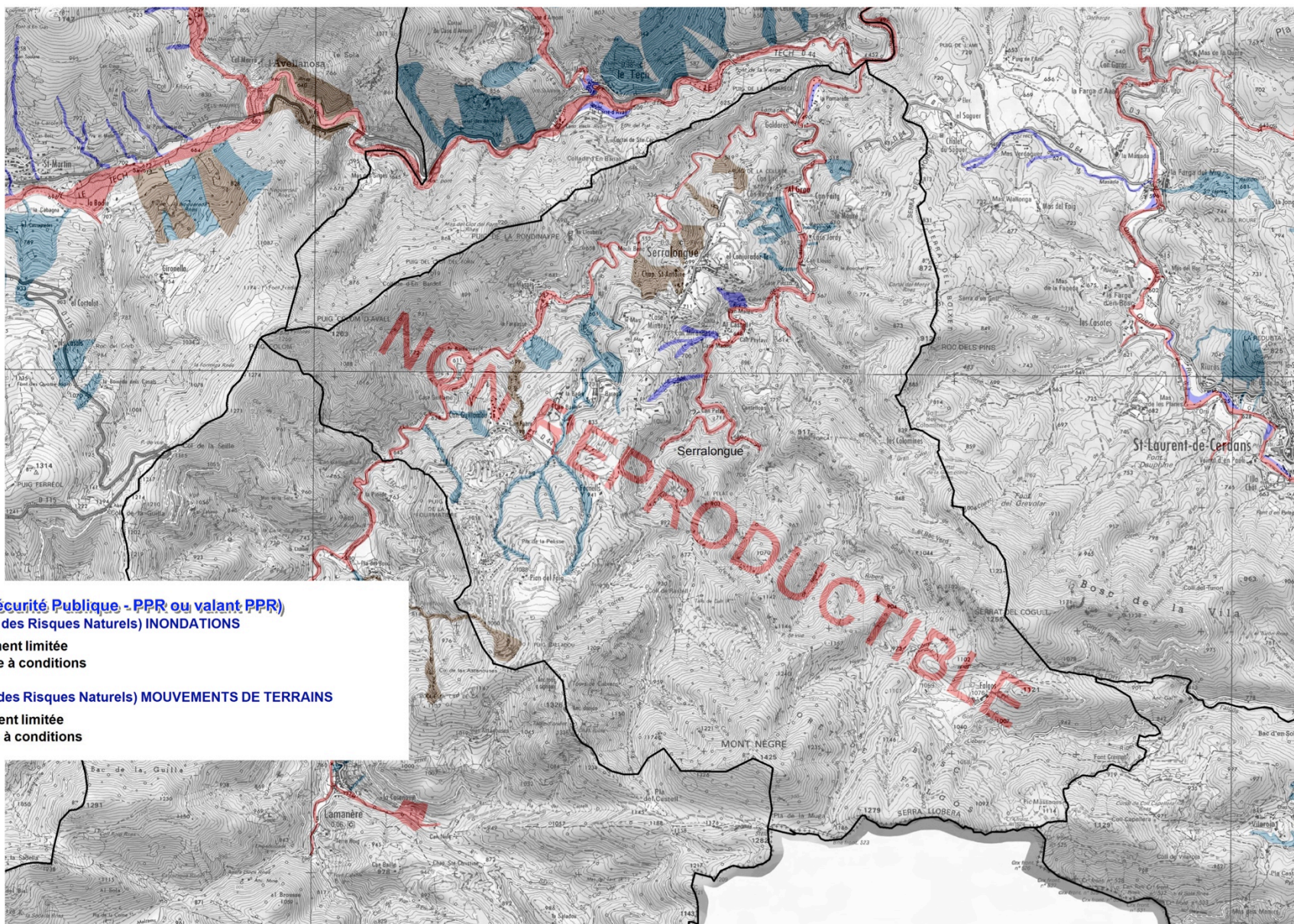




PRÉFET DES
PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

COMMUNE DE SERRALONGUE



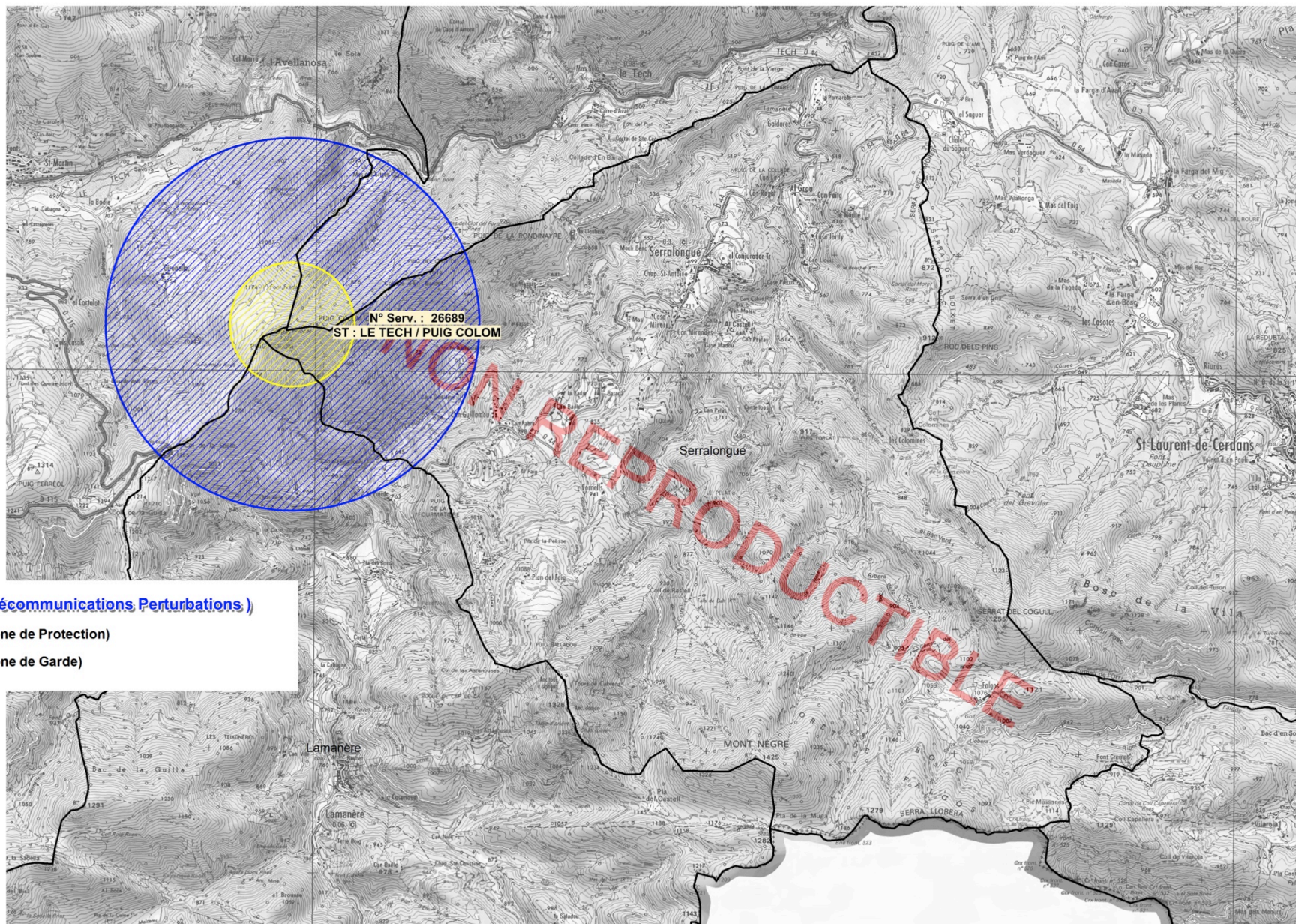
SERVITUDE : PM1 (Sécurité Publique - PPR ou valant PPR)
PPR (Plan des Préventions des Risques Naturels) INONDATIONS

- Constructibilité strictement limitée
- Constructibilité soumise à conditions


PPR (Plan des Préventions des Risques Naturels) MOUVEMENTS DE TERRAINS

- Constructibilité strictement limitée
- Constructibilité soumise à conditions

COMMUNE DE SERRALONGUE

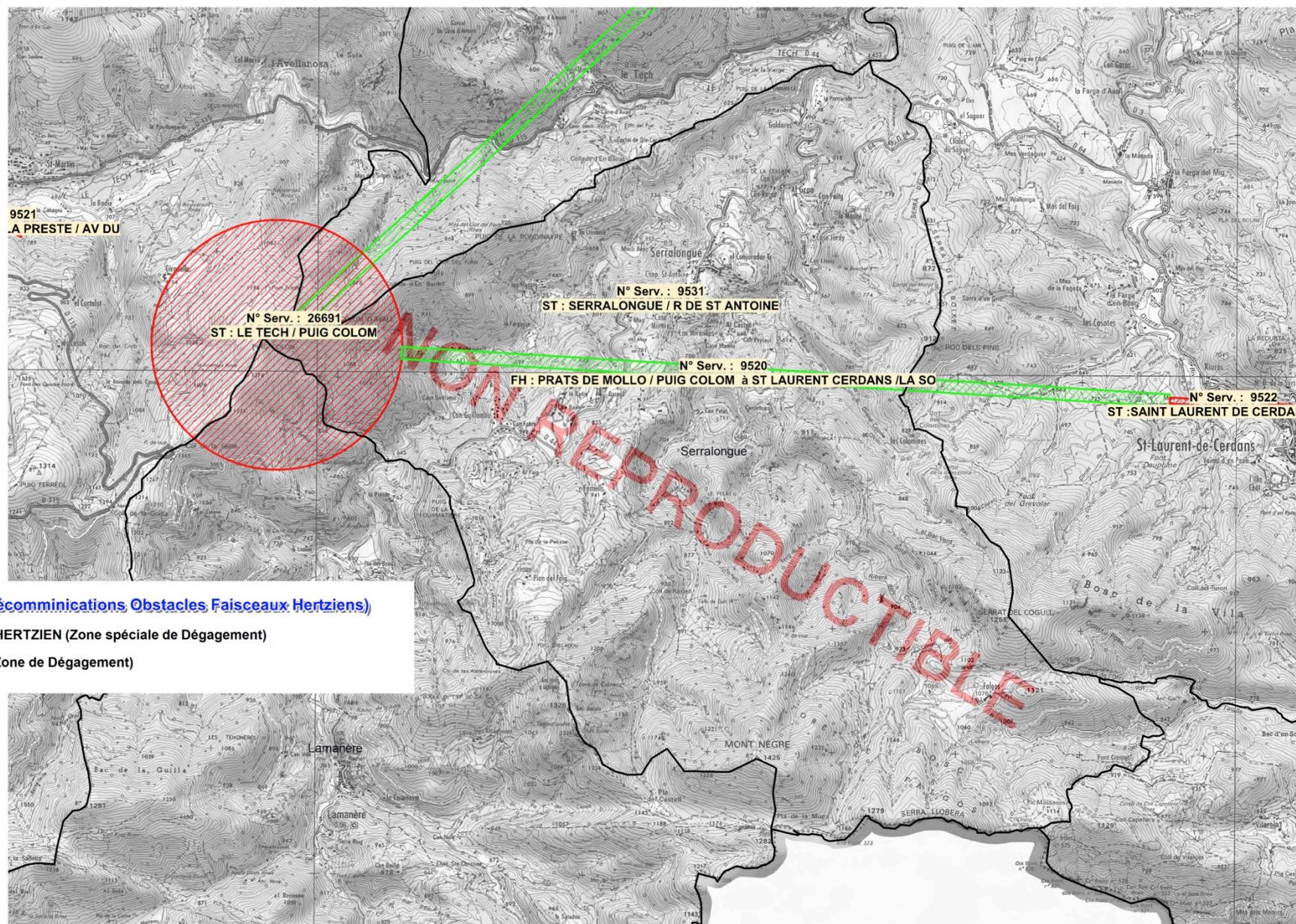


SERVITUDE : PT1 (Télécommunications Perturbations)

 PT1 : STATION (Zone de Protection)

 PT1 : STATION (Zone de Garde)

COMMUNE DE SERRALONGUE



SERVITUDE : PT2 (Télécommunications Obstacles Faisceaux Hertziens)

PT2 : FAISCEAU HERTZIEN (Zone spéciale de Dégagement)

PT2 : STATION (Zone de Dégagement)

PARTIE 2 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

La présente partie sur l'environnement et les paysages est abordée sur la base de l'analyse de différentes thématiques permettant de donner des informations sur l'état existant à l'échelle du territoire communal :

- La climatologie
- La géologie et l'hydrogéologie
- L'analyse du paysage
- La ressource en eau
- Milieux naturels et biodiversité
- La trame verte et bleue
- Les sites archéologiques
- Les risques naturels et prévisibles
- Énergie - Climat

1. LA CLIMATOLOGIE

Les données utilisées pour déterminer les caractéristiques climatologiques au niveau de la commune sont enregistrées par le poste météorologique de Perpignan.

Le Vallespir connaît principalement à l'automne des précipitations méditerranéennes particulièrement abondantes dont les records, aussi bien en intensité horaire qu'en hauteur journalière, alimentent les annales des stations pluviométriques du département. Les précipitations neigeuses sont peu fréquentes et peu persistantes.

La commune de Serralongue est concernée par un climat de type méditerranéen caractérisé par :

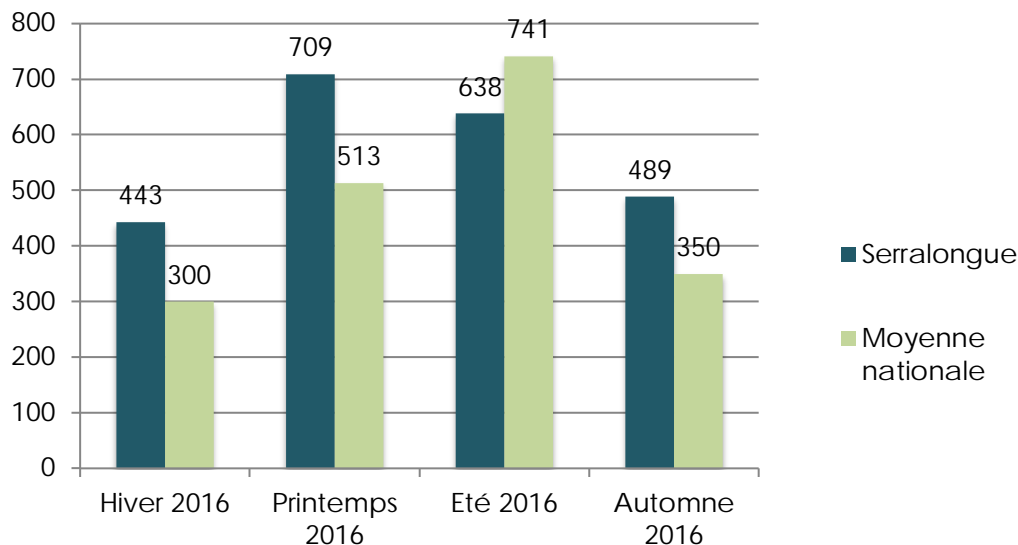
- Des hivers doux (8 à 10°)
- Des étés tempérés (18 à 23°)
- Un ensoleillement important
- Des précipitations irrégulières et généralement concentrées sur des périodes courtes, en janvier et octobre. La pluviométrie augmente avec l'altitude.

La commune de Serralongue bénéficie également d'un climat de montagne. La température décroît rapidement en fonction de

l'altitude. On observe une nébulosité minimale en hiver et maximale en été. Les vents et les précipitations peuvent varier selon le lieu.

D'après les informations fournies par Météo France, la température moyenne annuelle est de 12°.

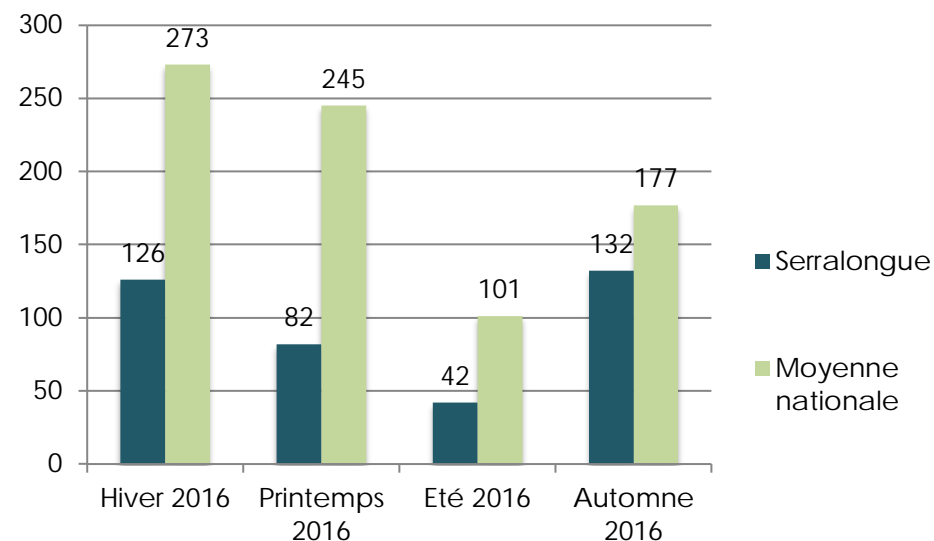
Graphique « Nombre d'heures d'ensoleillement – 2016 »



Sources : Météo France

En moyenne, Serralongue bénéficie d'un ensoleillement plus important que la moyenne nationale. Seuls les mois d'été sont en dessous mais le nombre d'heure d'ensoleillement reste très important.

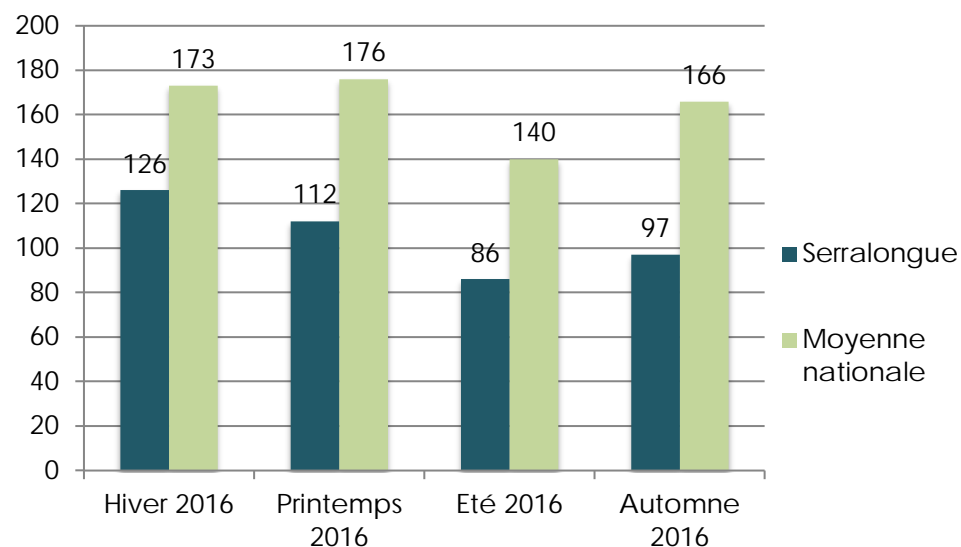
Graphique « Nombre de millimètres de pluie – 2016 »



Sources : Météo France

La moyenne de la hauteur de pluie par saison est beaucoup moins importante à Serralongue comparé à la moyenne nationale. La commune bénéficie donc d'un climat relativement sec, notamment en hiver où la moyenne nationale de hauteur de pluie est deux fois plus importante.

Graphique « Vitesse du vent en km/h - 2016 »



Sources : Météo France

Les vents sont à prendre en compte sur la commune de Serralongue, et plus particulièrement dans la région. Le vent dominant est la Tramontane, de secteur Nord-Ouest. Les autres vents susceptibles de souffler sur le territoire sont : le Marin de secteur Sud-Est, le Grec de secteur Nord-Est et le vent d'Espagne de secteur Sud-Ouest.

2. LA GEOLOGIE ET L'HYDROGEOLOGIE

2.1. LE CONTEXTE GEOLOGIQUE

La géologie joue un rôle important dans la diversité des paysages des Pyrénées-Orientales, le département comportant des roches datant d'âges géologiques contrastés : depuis les plus anciennes, remontant à 600 millions d'années (granites), jusqu'aux dépôts récents du quaternaire sur le littoral. Globalement, la répartition géologique des roches se distingue en trois grands secteurs :

- L'ère primaire dans la moitié Sud-Ouest du territoire avec les Pyrénées, les Aspres et les Albères.
- L'ère secondaire au Nord dans les Fenouillèdes et les confins des Corbières, où l'on retrouve des calcaires du Jurassique et du Crétacé fortement plissés ainsi qu'une zone de transition où se mêlent granites, schistes et calcaires.
- Les ères tertiaire et quaternaire dans la plaine du Roussillon et sur le Littoral, mais aussi dans les dépressions de Cerdagne, Capcir et Conflent, où se retrouvent les dépôts du Miocène et les dépôts glaciaires du quaternaire.

Les roches cristallines et métamorphisées de l'ère primaire se retrouvent sur une large partie du territoire dans les massifs montagneux issus de la surrection des Pyrénées : Canigou, Puigmal, Carlit, Albères, Aspres... Les roches métamorphiques sont des schistes et marbres ou des gneiss issus de dépôts des mers de l'ère primaire, accumulés durant 250 millions d'années, puis métamorphisés, c'est à dire transformés en profondeur suite à la surrection des montagnes. Ce socle est formé par le massif ancien hercynien mis à nu au cours de l'ère tertiaire suite à l'érosion active des Pyrénées alors en pleine surrection. Le métamorphisme transforme ainsi les argiles en schistes et les calcaires en marbres. À ces roches s'ajoutent les gneiss, qui ont subi un métamorphisme plus important que les schistes, ainsi que les granites, roches magmatiques ayant cristallisé lentement en profondeur.

Cf. Carte « Géologie du département des Pyrénées Orientales »

2.2. LE PATRIMOINE GEOLOGIQUE

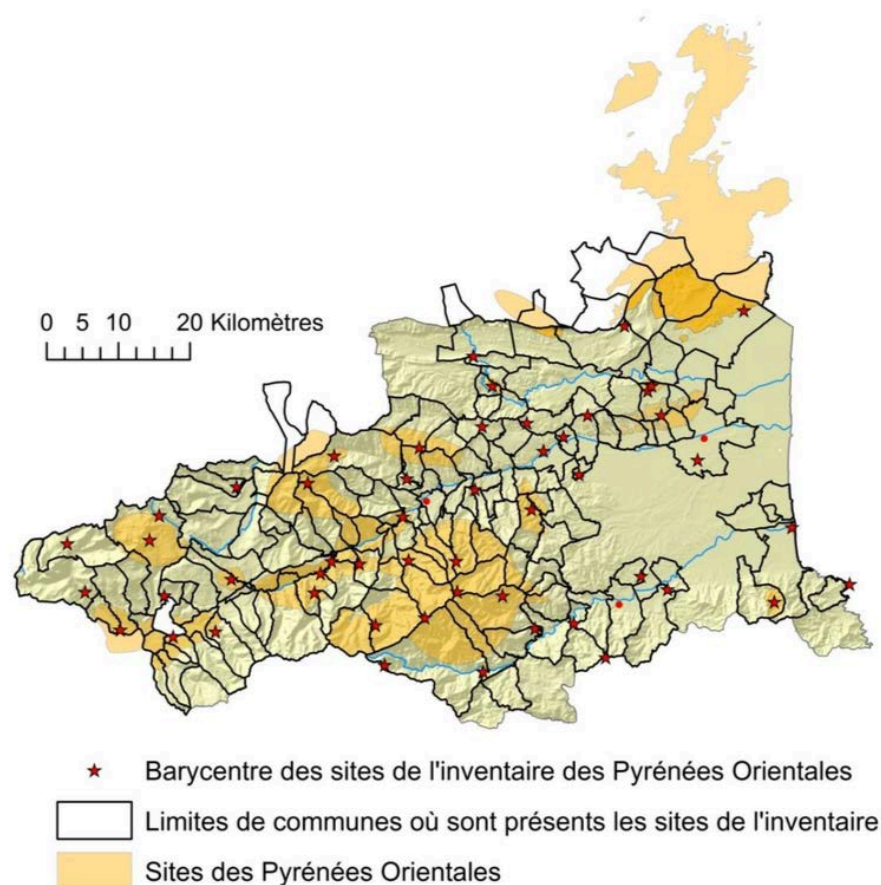
Lancé officiellement par le ministère en charge de l'environnement en 2007, l'inventaire du patrimoine géologique s'inscrit dans le cadre de la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité. Celle-ci précise en ces termes (*article L.411-5 du Code de l'environnement*) que « l'Etat assure la conception, l'animation et l'évaluation de l'inventaire du patrimoine naturel qui comprend les richesses écologiques, faunistiques, floristiques, géologiques, minéralogiques et paléontologiques ».

L'inventaire du patrimoine géologique de l'ensemble du territoire français a pour objectif :

- D'identifier l'ensemble des sites et objets d'intérêt géologique, in situ et ex situ.
- De collecter et saisir leurs caractéristiques sur des fiches appropriées.
- De hiérarchiser et valider les sites à vocation patrimoniale.
- D'évaluer leur vulnérabilité et les besoins en matière de protection.

253 sites ont été inscrits à l'inventaire sur l'ensemble de la région pour une superficie de 3 583 km², soit 13% du territoire régional. Les sites sont de dimensions très variables. Dans le département des Pyrénées Orientales, il existe 47 sites publics et 4 sites confidentiels.

La commune de Serralongue est concernée par un site inscrit à l'inventaire sur l'ensemble de la région. Il s'agit du site « Panorama de la Tour de Mir et défilé de la Baillanouse » codifié « LRO2022 ».



Géologie du département des Pyrénées Orientales

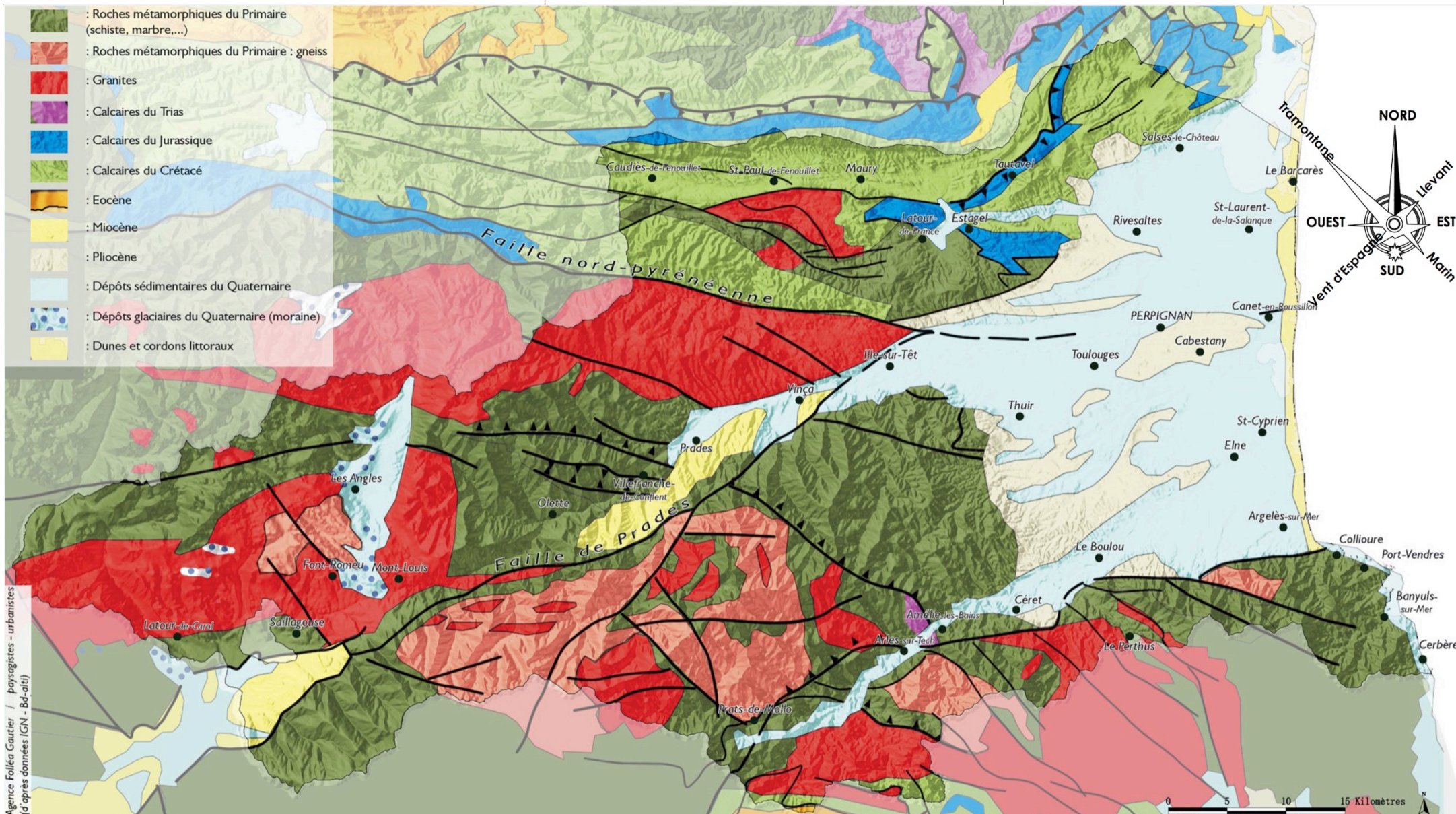
Dossier
21677

Echelle

Format
A4

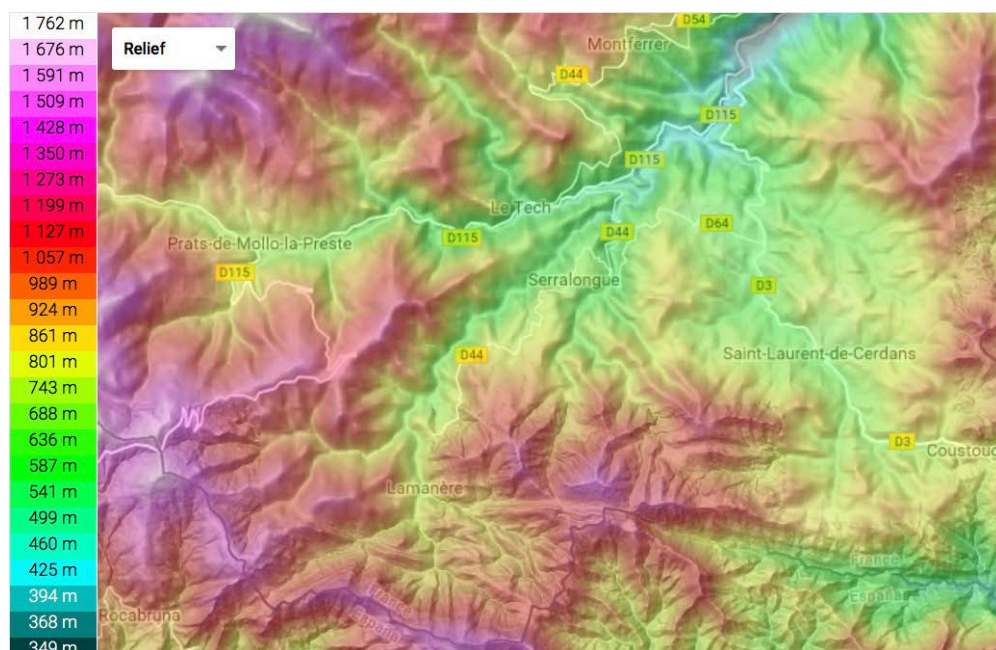
Source(s)/Elaboration
ARCHI CONCEPT

Fond(s) de plan
CD-66

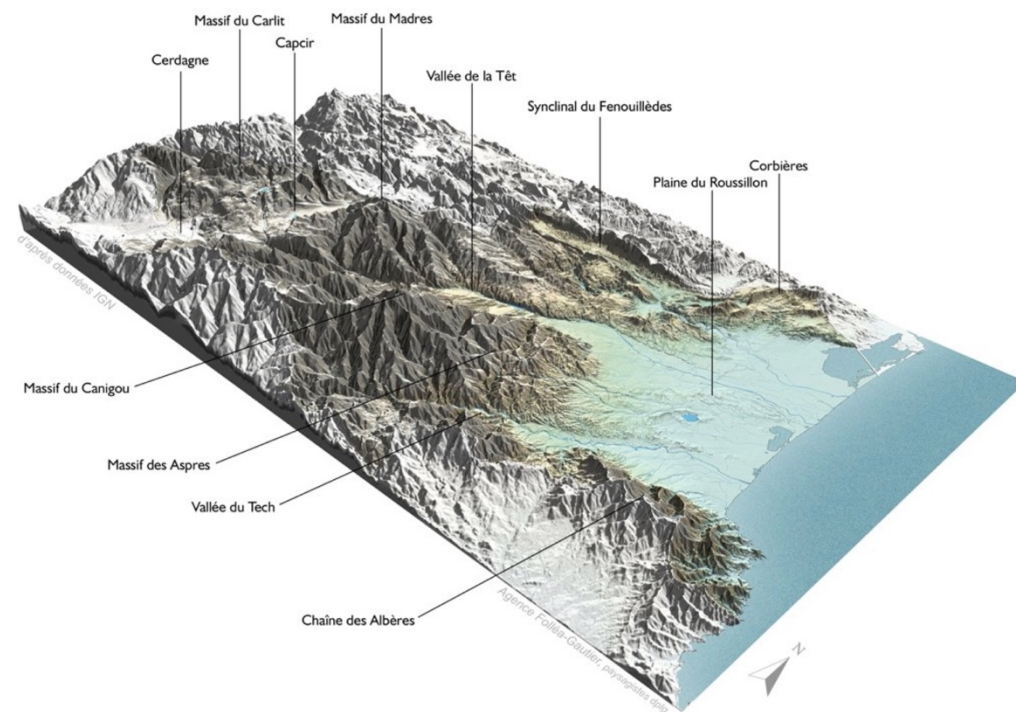


2.3. TOPOGRAPHIE

La commune de Serralongue est située dans une zone de montagne à proximité du massif des Pyrénées, proche de la frontière espagnole. Le territoire communal varie donc entre une altitude de 478 mètres et 1 407 mètres. Le village, quant à lui, culmine à 700 mètres environ. Le relief sur le territoire est donc très prononcé.



Cf. Carte « Géologie du département des Pyrénées Orientales »



Contexte topographique des Pyrénées orientales

3. ANALYSE DU PAYSAGE

La convention européenne du paysage définit le paysage comme « une partie de territoire telle que perçue par les populations dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Le paysage est donc une notion complexe reposant sur la perception d'un espace par ses habitants, ou toute autre personne qui pratique ces lieux. Percevoir est autant une action physique, celle de voir, qu'une action culturelle qui reconnaît selon divers filtres un paysage dans un lieu.

Un paysage est donc un espace physique, qui existe au-delà de la présence humaine, mais qui a besoin de cette présence et de sa perception pour gagner la qualité de paysage. Ainsi un tel lieu est le résultat de l'histoire de l'établissement humain sur un territoire. Habitat, agriculture, industrie et loisirs façonnent et ont façonné certains espaces selon des besoins spécifiques, quantifiables et repérables. Ces actions – partant du simple regard porté jusqu'au creusement d'une carrière ou la construction d'une ville – ont modifié le naturel pour l'adapter à notre condition physique et culturelle.

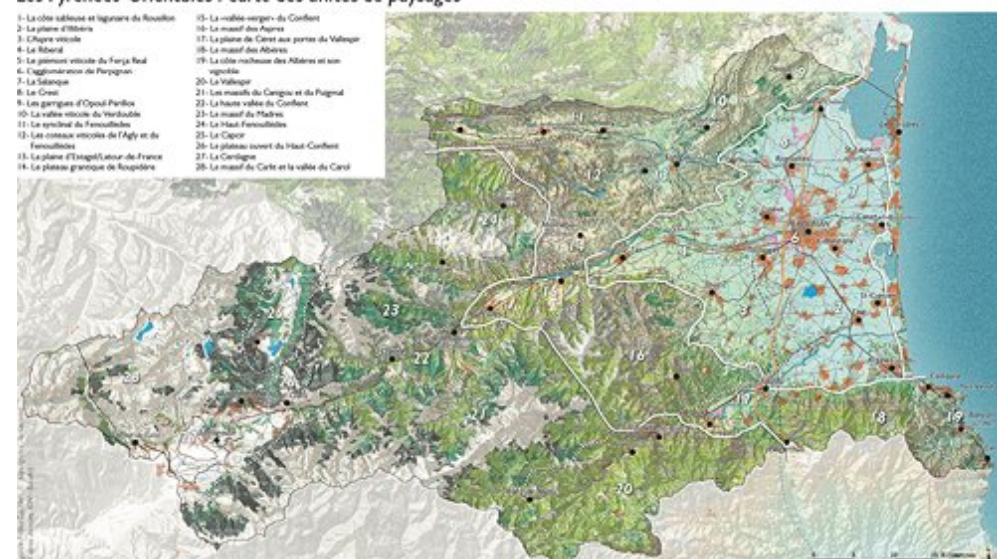
Ce diagnostic paysager a pour but de mieux comprendre Serralongue et ses paysages, au travers d'une action d'inventaire de leurs différentes composantes et thématiques et de sensibiliser pour proposer un référentiel de dialogue commun. Cette première approche permettra de définir des orientations collectives, de mobiliser et d'orienter les actions en sachant à quel niveau et comment agir, afin de garantir un développement territorial de qualité.

3.1. LES GRANDES ENTITES PAYSAGERES DU TERRITOIRE

L'Atlas des paysages des Pyrénées-Orientales décompose le département en quatre grands ensembles de paysages : le littoral et ses étangs, la Plaine du Roussillon, la Montagne et les contreforts.

Carte « Unités des paysages des Pyrénées-Orientales

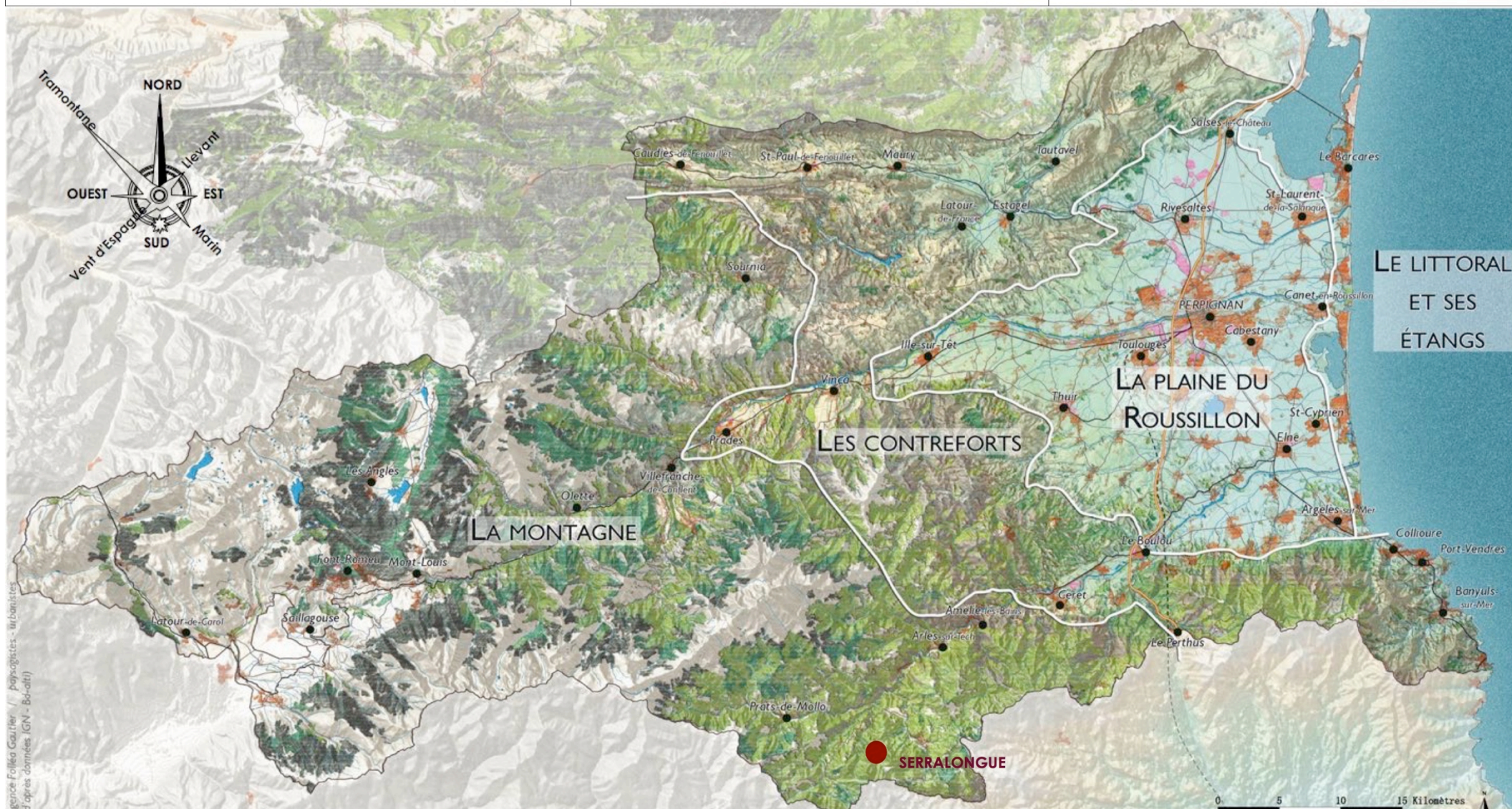
Les Pyrénées-Orientales : carte des unités de paysages



Sources : Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon

La commune de Serralongue se situe dans la partie dite de Montagne du territoire des Pyrénées-Orientales.

Cf. Carte « Entités paysagères des Pyrénées-Orientales »



Ce territoire sensible se doit d'être soumis à certaines mesures de protection, notamment du fait de son importance patrimoniale historique, mais également environnemental.

L'intérêt environnemental est perceptible grâce aux différentes zones d'inventaires qui couvrent là aussi tout le territoire. Les zones d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 forment une nappe uniforme sur tout ce territoire.

Enfin, le territoire est parcouru par de nombreux ravins : La rivière de Lamanère, la rivière du Castell et la rivière des Cortals ainsi que leurs ripisylves.

Il s'agit de réservoirs de biodiversité. Ces derniers représentent des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante. Ce sont des espaces pouvant abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent, ou susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

3.2. PARTICULARITES PAYSAGERES A SERRALONGUE

Serralongue est une commune de montagne dont l'altitude varie entre 478 mètres au confluent des rivières « Le Lamanère » et « Le Tech », et 1 407 mètres pour le « Mont Nègre » qui constitue le point culminant. Sur le territoire les différents hameaux ne sont pas tous à la même altitude :

- Hameau de Galdarès : 490 mètres
- Le village : 700 mètres
- Hameau de Can Guillamo : 800 mètres
- Ancien village naturiste : 1010 mètres
- Golf de Falgos : 1076 mètres

Il existe également quelques sommets aux alentours :

- Puig Colom : 1260 mètres.
- Tours de Cabrenc : 1326 mètres.
- Roc dels Pins : 912 mètres.
- Cougoul : 1255 mètres.
- Serra Lloubère : 1279 mètres

La commune est traversée par la rivière « Le Lamanère » orientée Sud-Est/ Nord-Ouest, la rivière « Le Castell » qui se jette dans le Lamanère et Hameau de Galdarès, et la rivière « Le Cortals » affluent du Castell.

Le territoire de Serralongue est majoritairement recouvert de forêt essentiellement composée de châtaigniers en moyenne altitude, de chênes verts dans les bas versants Sud et de hêtres sur les hauteurs. Ce paysage représente plus de 80 % du territoire. Cependant, il existe également des zones agricoles recensées au titre du registre parcellaire graphique de 2013.

Le territoire se trouvant dans une zone de montagne est propice aux alpages et prairies en période estivale.

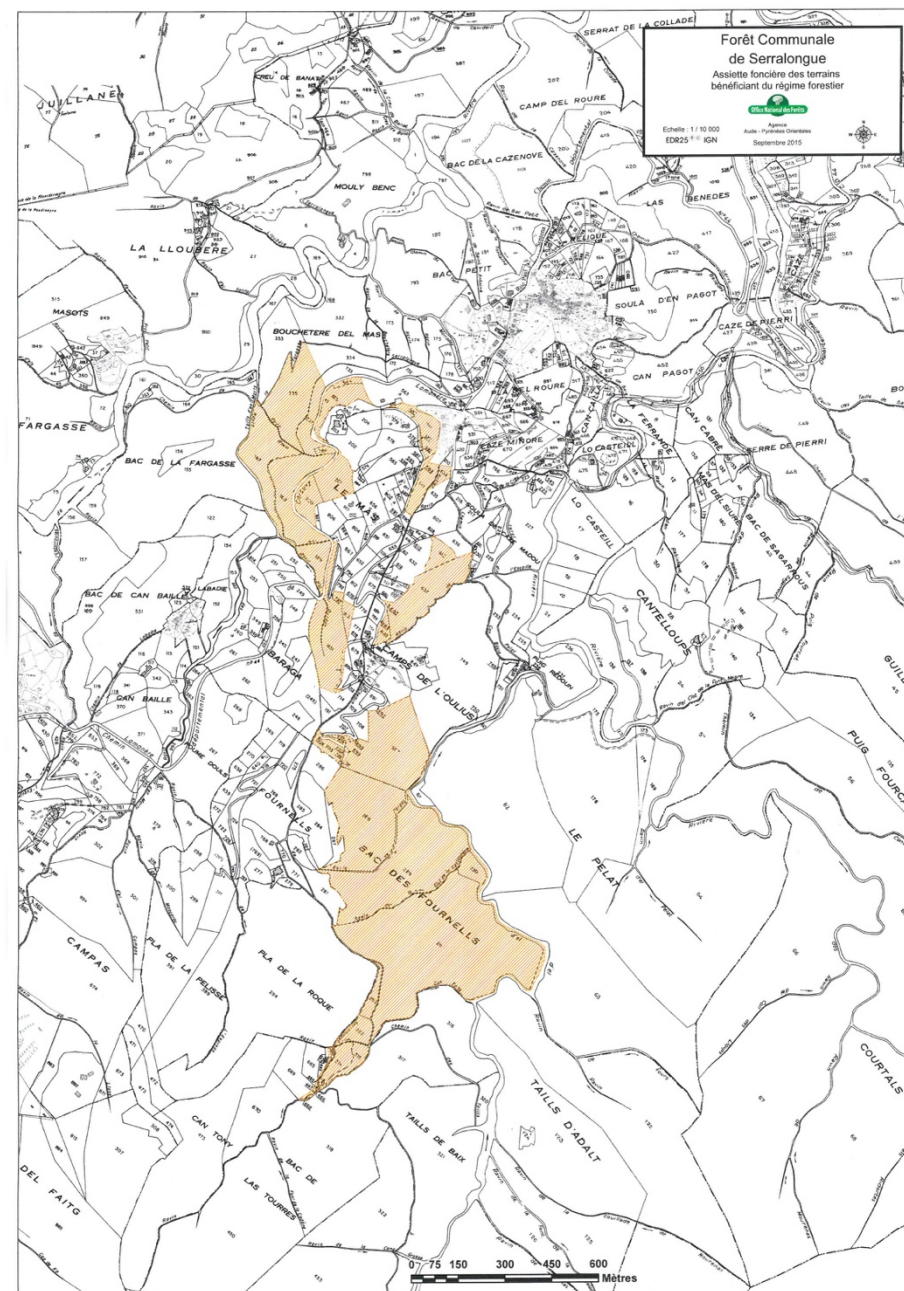
Dans les années 1950/1965, le territoire comportait de nombreux secteurs destinés à l'agriculture, notamment aux alentours du village. Aujourd'hui, ces zones sont devenues des prairies ou ont été laissées à l'abandon. L'activité agricole récente installée sur le territoire permet aujourd'hui de voir s'inverser la tendance.

3.3. LA FORET COMMUNALE

Sur le territoire, environ 60 hectares de la forêt communale sont soumis au régime forestier.

Une forêt communale est un élément du patrimoine privé de la commune et également une composante du patrimoine forestier national, répondant à des enjeux d'intérêt général. Le régime forestier, apporte une garantie de gestion durable des forêts publiques en intégrant dans une même dynamique les dimensions économiques, écologiques et sociales (accueil du public) ce qui permet à la fois une conservation de ce patrimoine, son exploitation et sa mise en valeur.

Cf. Carte « Assiette foncière des terrains bénéficiant du régime forestier »



4. LA RESSOURCE EN EAU

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 est entré en vigueur le 20 novembre 2015. Il traduit concrètement la Directive Cadre sur l'Eau. Il détermine les objectifs de qualité (bon état, bon potentiel écologique...) que devront atteindre les « masses d'eau » que représentent les rivières, les lacs, les eaux souterraines... d'ici à 2021.

Il définit également les orientations fondamentales à retenir pour atteindre ces objectifs et est accompagné d'un programme de mesures à mettre en œuvre.

Ce nouveau document propose 9 orientations fondamentales :

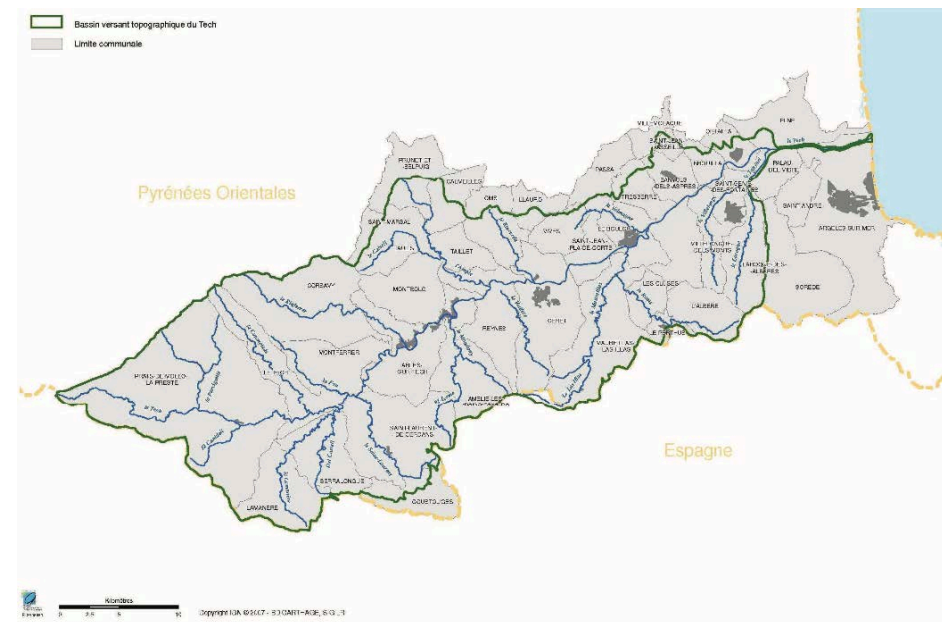
- Adaptation au changement climatique
- Prévention
- Non dégradation
- Enjeux économiques et sociaux
- Gestion locale et aménagement du territoire
- Lutte contre les pollutions
- Fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- Equilibre quantitatif
- Gestion des inondations

Le SDAGE incite à l'amélioration de la gestion et de la prévention des risques de toute nature (pollution accidentelle, inondation...) en investissant dans la connaissance et le suivi et en évitant systématiquement de générer de nouvelles situations à risque.

Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions ne sont pas opposables aux tiers mais aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (police de l'eau et des installations classées) et aux documents de planification suivants : les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) mais aussi aux Plans Locaux d'urbanisme (PLU).

La commune de Serralongue fait partie du sous bassin versant du Tech.

Cf. Carte « Les bassins versants des Pyrénées Orientales »



Sources : Pyrénées-Orientales.gouv

4.1. LES EAUX DE SURFACE

L'ensemble de la commune est compris dans le sous bassin versant du Tech.

Il existe plusieurs cours d'eau traversant le territoire de Serralongue :

- Le fleuve le Tech (Y02-0400)

- La rivière de Lamanère (Y0220500)
- Le ruisseau des Cortals (Y0220580)
- Le torrent Fosc (Y0221040)
- Le ruisseau de Falgos (Y0221060)

En revanche, il n'existe aucun plan d'eau.

Le territoire est parcouru par de nombreux ravins dont les principaux :

- Ravin de la grand Coume qui se jette dans la rivière du Castell traversant du Sud au Nord la commune.
- Le ravin de Serra Lloubère, rejoignant celui de Falgos, localisé au Sud Est.
- Les ravins du Faig et Labadie qui se jettent dans la rivière de Lamanère, elle-même rejoignant le Castell à la hauteur du hameau de Galdarès, et venir plus loin alimenter le « fleuve » Le Tech.

Un programme d'actions est établi dans le contrat pour une durée de 5 ans dont les objectifs consistent :

- A améliorer la qualité des eaux
- A optimiser la gestion de la ressource
- A mettre en place une politique globale de maîtrise du risque inondation
- A préserver, restaurer et mettre en valeur les milieux aquatiques
- A développer l'attractivité touristique du bassin versant

La commune de Serralongue y adhère depuis le 13 mars 1993.

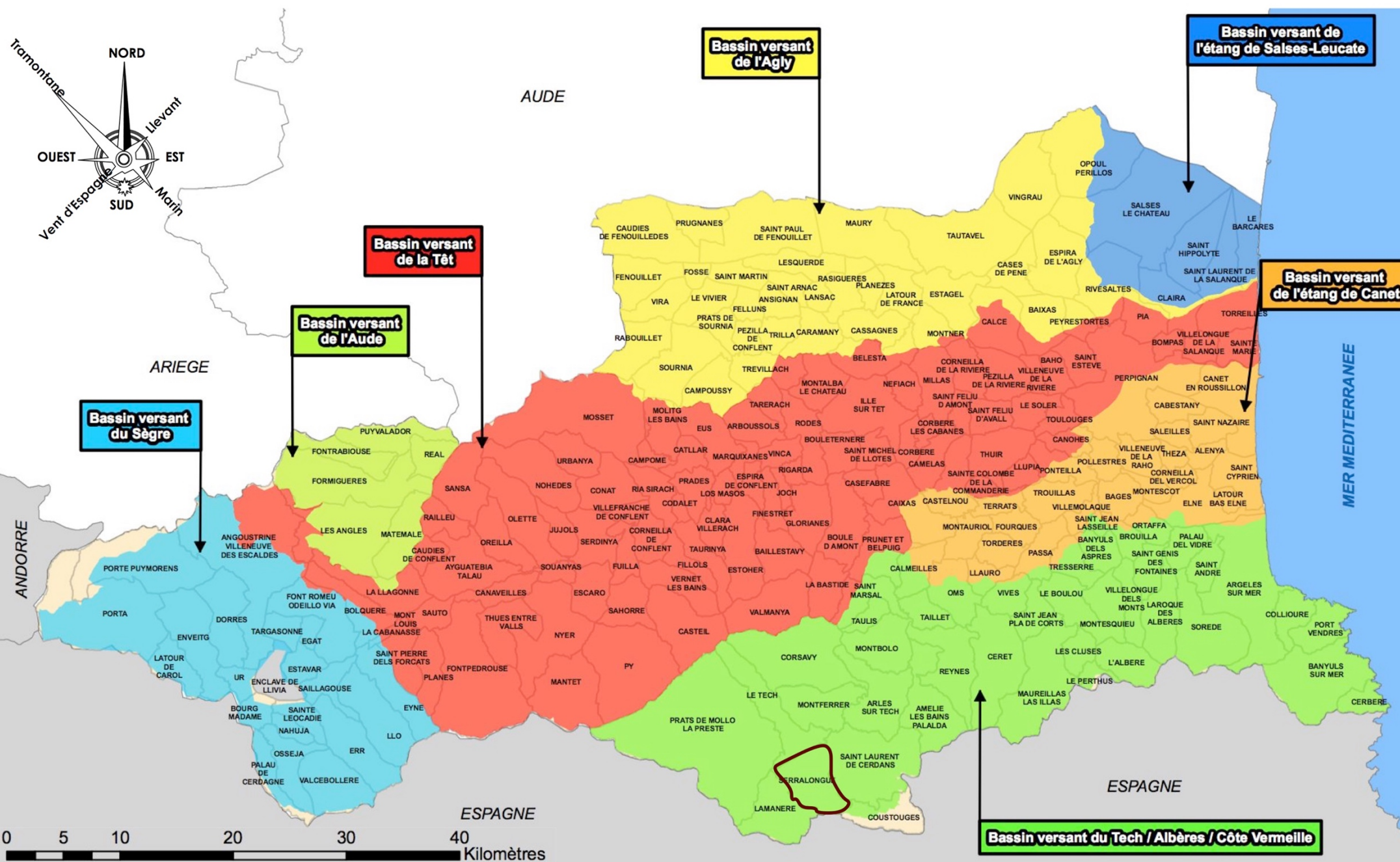
4.2. LES EAUX SOUTERRAINES

Concernant les nappes souterraines, Serralongue correspond au domaine plisse Pyrénées axiales dans le bassin versant du Tech, du Réart et de la Côte Vermeille (FRDG617). Les 5 stations de mesures situées sur la commune ou les plus proches :

- Forage de Faigt
- Source sainte Cécile
- Font Torbe
- Source Banat
- Forage de Bilbe

4.3. LE CONTRAT DE RIVIERE

Le contrat de rivière Tech a été mis en place afin de réorienter la gestion de la ressource en eaux, la restauration des cours d'eau et des milieux aquatiques.



5.1. SITES SOUMIS A MESURES DE PROTECTION ET/OU DE GESTION

Natura 2000 est un réseau européen d'espaces remarquables qui sont essentiels à la survie de certains oiseaux rares ou menacés, de toutes les autres espèces menacées et des habitats naturels eux-aussi menacés. Ce réseau a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité, en préservant au plus vite les espaces où subsistent encore habitats et espèces déjà raréfiés. Il est actuellement constitué de 26 304 sites.

Le réseau Natura 2000 est issu de deux grandes directives européennes : la Directive « Oiseaux » de 1979 et la Directive « Habitat » de 1992.

Les sites formant le réseau N2000 sont :

Les Zones Spéciales de Conservation – ZSC - classées au titre de la directive « Habitats », ce sont des sites maritimes et terrestres avec des habitats naturels ou des habitats d'espèces rares, vulnérables ou spécifiques.

Les Sites d'Intérêt Communautaire - SIC - classés au titre de la directive « Habitats », ils sont une étape dans la procédure de classement en ZSC.

Les Zones de Protection Spéciale - ZPS - classées au titre de la directive « Oiseaux », ce sont des sites maritimes et terrestres nécessaires à la survie et à la reproduction des oiseaux sauvages ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des espèces d'oiseaux migrateurs.

Un Document d'Objectifs - DOCOB - définit pour chaque site les orientations et les mesures de gestion et de conservation des habitats et des espèces, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement.

Le site NATURA 2000 à proximité concerne le Tech, les caractéristiques principales du site sont les suivantes :

Caractéristique du site

Le Tech est l'un des plus importants fleuves côtiers des Pyrénées Orientales. Le site concerne les cours moyen et aval du fleuve, la partie amont étant proposée au titre du domaine biogéographique alpin. Ce fleuve est caractérisé par un régime torrentiel très marqué, entraînant de fortes crues lors des épisodes pluvieux qui peuvent être intenses et subits. La vallée constitue un axe important de pénétration vers le massif pyrénéen, Andorre et l'Espagne. Elle accueille encore des activités industrielles (du fait des ressources énergétiques procurées par le fleuve) et thermales actives.

Qualité et importance

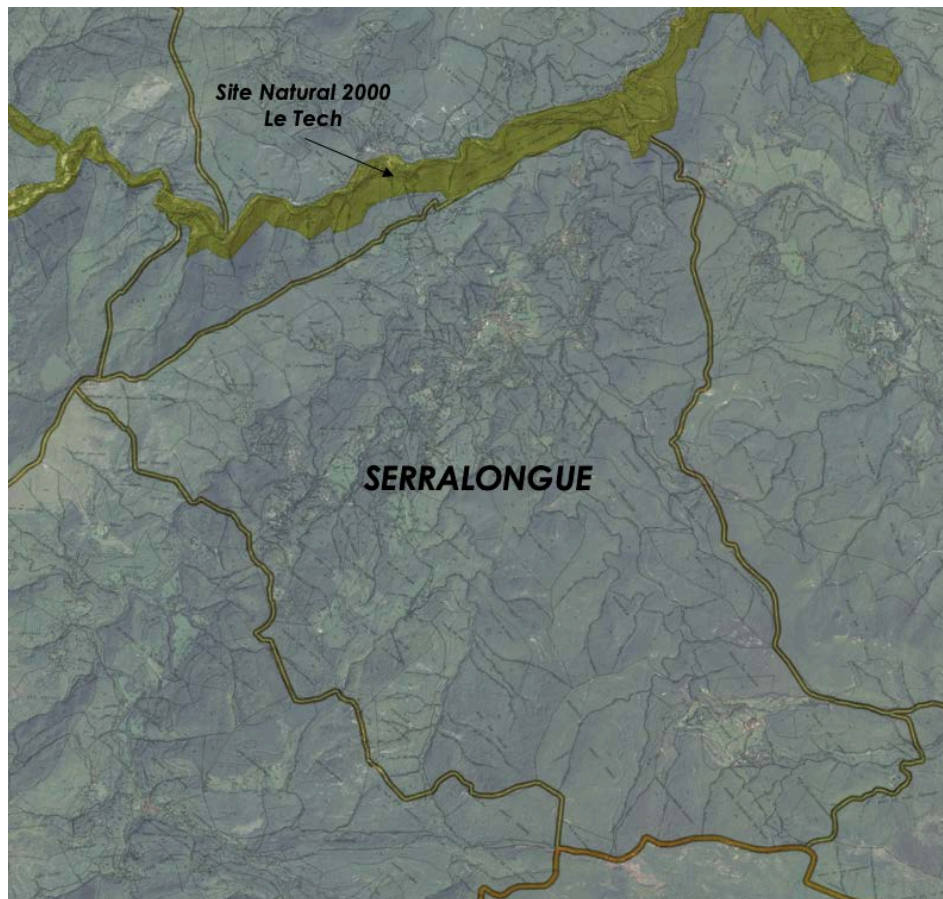
L'ensemble de ce réseau hydrographique est proposé pour le Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*) qui présente une très grande variabilité génétique dans tout le bassin versant du Tech. Ce site aurait constitué un lieu de refuge pour l'espèce au moment des glaciations. Le haut du bassin est colonisé par le Desman des Pyrénées (*Galymus pyrenaicus*) endémique pyrénéo-cantabrique. Les individus y sont isolés et leur conservation est nécessaire. Ce site est un des derniers secteurs où la Loutre (*Lutra lutra*) est connue dans les Pyrénées-Orientales

Vulnérabilité

La qualité de l'eau et les aménagements envisagés pour prémunir les lieux habités contre les crues du fleuve constituent des facteurs de vulnérabilité du site auxquels s'ajoute le développement de la fréquentation touristique sur cet axe majeur entre les stations littorales du Roussillon et la chaîne des Pyrénées.

La Commune de Serralongue n'est aujourd'hui pas concernée par un site soumis au réseau Natura 2000.

Cf. Carte « Site Natura 2000 du Tech »



5.2. SITES FAISANT L'OBJET D'INVENTAIRE

Le territoire communal est concerné par un type d'inventaire qui constitue une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de protéger. Cet inventaire n'a pas de valeur réglementaire directe.

- ZNIEFF

L'inventaire ZNIEFF correspond aux Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique qui sont des secteurs terrestres, fluviaux et / ou marins particulièrement intéressants sur le plan écologique, en raison de l'équilibre ou de la richesse des écosystèmes, de la présence d'espèces végétales ou animales rares et menacées. On distingue les ZNIEFF de type I, d'une superficie limitée et caractérisée par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel, des ZNIEFF de type II qui représentent les grands ensembles naturels (massifs forestiers, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

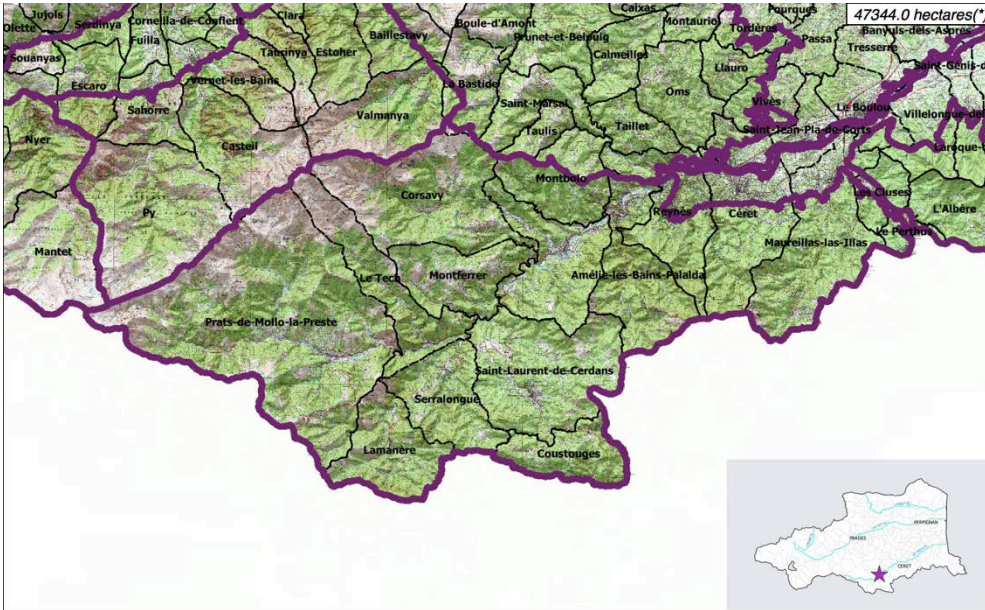
La commune de Serralongue est concernée par un inventaire ZNIEFF de Type II « Le Vallespir ». Il s'agit de la partie pyrénéenne de la vallée du Tech, en amont de la ville de Céret. La forêt concerne à plus de 80% l'occupation du sol. Elle est omniprésente sur tous les versants des reliefs et ininterrompue de vallées en vallées.

De nombreuses espèces végétales déterminantes et remarquables ont été recensées, ainsi que des espèces animales comme des oiseaux.

Le site ZNIEFF « Le Vallespir » (910020907) correspond à une modernisation de la zone. Les mesures de protection appliquées sont :

- Site inscrit selon la loi de 1930
- Site classé selon la loi de 1930
- Réserve naturelle nationale
- Arrêté Préfectoral de Biotope

- Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux)
- Parc naturel Régional



6. LA TRAME VERTE ET BLEUE

6.1. UN RESEAU A PLUSIEURS ECHELLES

Les continuités écologiques terrestre et aquatique d'un territoire sont traduites à travers le concept de Trame Verte et Bleue, précisé par le décret 2012-1492 du 27 décembre 2012. Elle est instaurée par le Grenelle de l'Environnement. Il s'agit d'un outil d'aménagement du territoire qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'espaces et d'échange sur le territoire national pour que les milieux naturels puissent fonctionner et les espèces animales comme végétales y trouvent une place durable. Cette TVB est constituée de continuités, comprenant des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

« La Trame Verte et Bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau ».

La Trame Verte et Bleue (TVB) se décline à toutes les échelles de l'aménagement du territoire, et donc à celle du PLU, tout en prenant en compte la trame définie aux échelles supérieures.

Elle doit définir les continuités écologiques d'un territoire donné, qui sont composées :

- Des réservoirs de biodiversité : espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.
- Des corridors écologiques : qui assurent des connexions entre les réservoirs, offrant aux espèces les conditions

favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Ils permettent donc l'échange, le brassage génétique et la dispersion des espèces. Un corridor peut également être un réservoir, comme les cours d'eau ou certaines zones humides.

La fonctionnalité des continuités écologiques est appréciée notamment au regard :

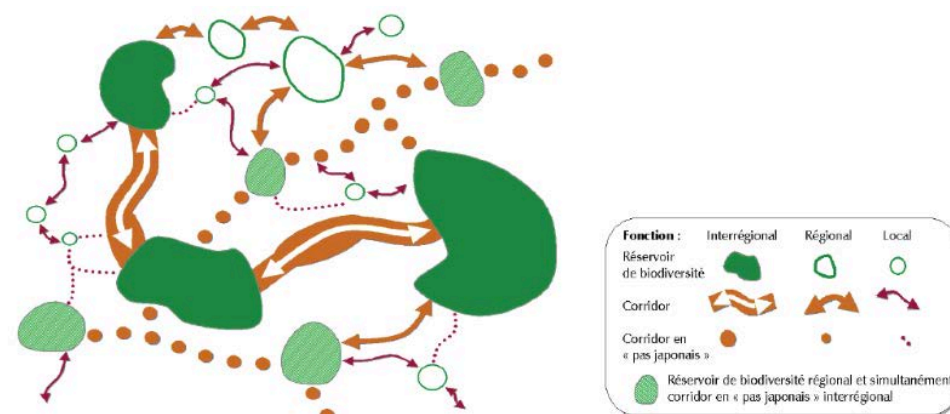
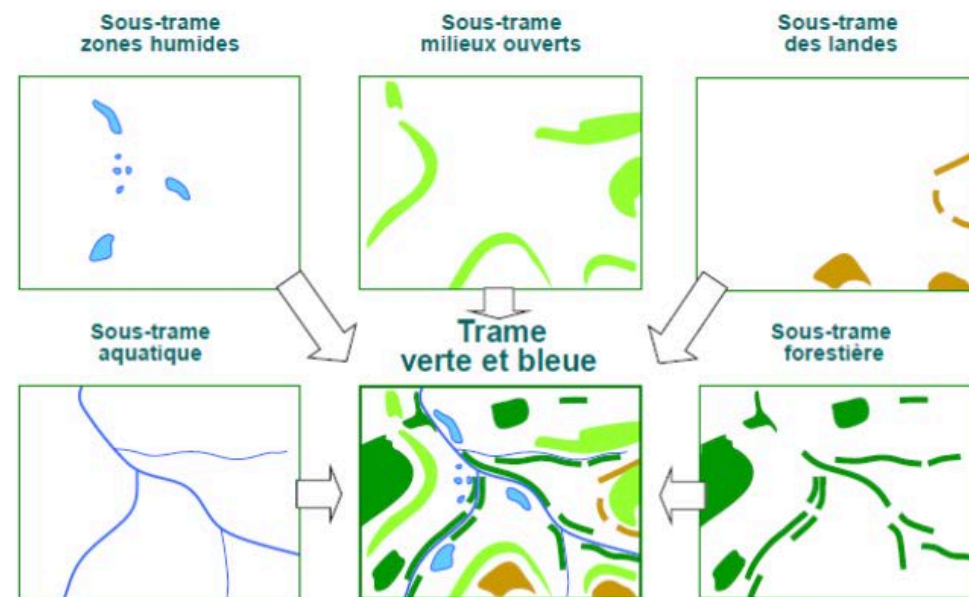
A travers la Trame Verte et Bleue, il ne s'agit pas uniquement de préserver les espèces emblématiques, rares ou protégées d'un territoire, mais également de prendre en compte la biodiversité ordinaire, commune, qui elle aussi est la base, le fondement des écosystèmes dont nous faisons tous intégralement partie.

La Trame Verte et Bleue de la commune est définie sur la base des milieux naturels et agricoles qui forme la matrice sur laquelle existe la biodiversité du territoire.

Il est également défini, dans ce cadre, les éléments de fragilisation, de perturbation des continuités, qui peuvent être des éléments polluants ou des ruptures dans les continuités par la présence d'obstacles : routes, voie ferrée, zone d'urbanisation dense ou éparse...

Les éléments composant les caractéristiques vertes ou bleues de la trame sont définis à l'article L371-1 du Code de l'Environnement.

Le village de Serralongue est majoritairement composé d'espaces boisés composant alors une trame verte très importante dans un environnement comme celui-ci. Cette trame participe à la beauté du paysage mais également à la survie de certaines espèces animales et végétales. Il s'agit alors de protéger ce patrimoine en limitant les constructions diffuses de certains hameaux des alentours.

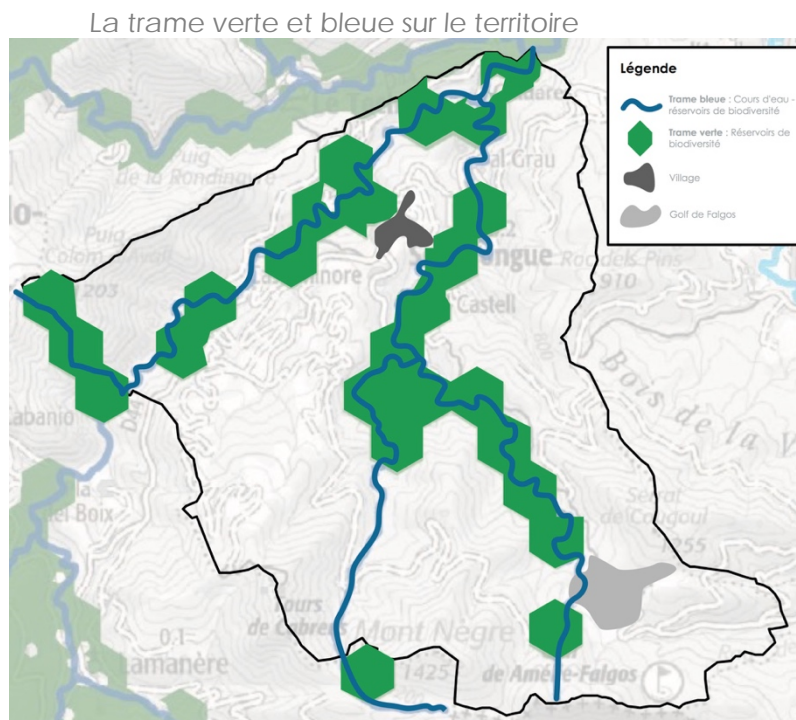


Principe d'identification de la Trame Verte et Bleue

6.2. LE SRCE

Chaque région doit établir une cartographie de la trame verte et de la trame bleue via la réalisation d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Le SRCE en Languedoc-Roussillon a été adopté le 20 novembre 2015 par un arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015.

Plusieurs actions phares sont prévues avec l'Etat et la Région : la mise en œuvre du protocole « Eviter, Réduire, Compenser » adossé au SRCE, la mise à disposition des aménageurs d'un outil cartographique en 3D ont également été produits.



7. LES SITES ARCHEOLOGIQUES

Plusieurs sites archéologiques sont répertoriés sur le territoire communal. « Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel. » *Définition du patrimoine archéologique*

L'inventaire archéologique transmis ne reflète que l'état des connaissances sur le territoire de la commune et ne préjuge en rien de l'existence de vestiges enfouis ou en élévation non recensés à cette date.

SITES ARCHEOLOGIQUES	
1	Nécropole de Serralongue - C604
2	Tour de Cabrens Heptagonale
3	Tour de Cabrens Nord
4	Tour de Cabrens Sud/Château
5	Conjurador - A7
6	Eglise Sainte-Marie
7	Lo Casteill - 470-471-472-469-473
8	Chapelle Saint-Antoine
9	Chapelle Saint-Michel-de-Faig

Conformément au Code du patrimoine « Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles, d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entrepris que dans le respect des mesures de détection, de conservation et de sauvegarde. »

8. LES RISQUES NATURELS ET PREVISIBLES

Sur la commune de Serralongue, il existe un Plan d'Exposition aux Risques (PER) en date du 16 juin 1993 concernant les inondations ainsi que les mouvements de terrains. Un document approuvé valant Plan de Prévention des Risques (PPR) concernant les risques inondation et mouvement de terrain se trouve sur le territoire.

Il existe des objectifs en matière d'aménagement du territoire que l'on retrouve dans ces documents notamment suite aux expositions aux crues torrentielles, aux mouvements de terrain ainsi qu'aux séismes. Le plan d'exposition aux risques approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers. Les dispositions du PER valent sur les dispositions du PLU.

8.1. LE RISQUE INONDATION ET MOUVEMENT DE TERRAIN

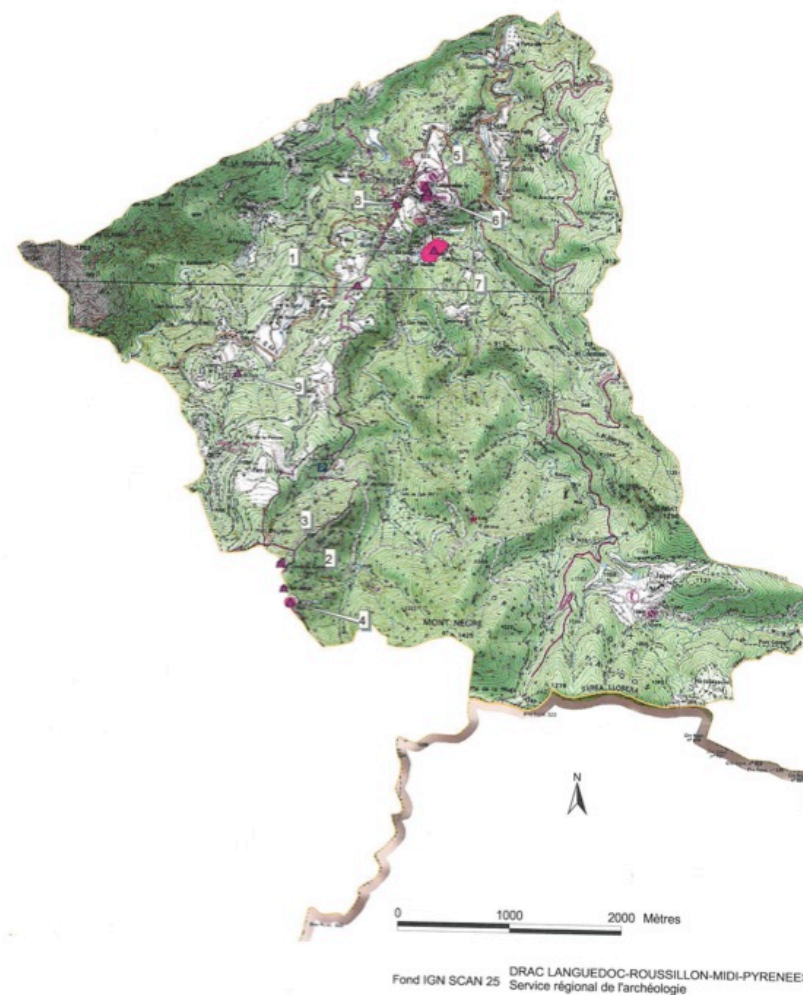
Bien que de par sa situation sur un coteau Serralongue ne connaisse pas de problème d'évacuation d'eaux pluviales. Certaines sections des rivières comme le Lamanère et le Castell soumises à des crues torrentielles connaissent des débordements avec érosion et affouillements de berges (notamment vers les hameaux de Galdarès et du Grau).

Objectifs du PER :

Prise en compte du risque et maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation :

- Améliorer la connaissance de la vulnérabilité du territoire
- Réduire la vulnérabilité des territoires.
- Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations.

66 - SERRALONGUE - Porter à connaissance PLU -
Etat de la carte archéologique nationale 27/01/2016



Augmentation de la sécurité des populations exposées aux inondations :

- Agir sur les capacités d'écoulement.
- Prendre en compte les risques torrentiels.
- Assurer la performance des systèmes de protection.

Amélioration de la résilience des territoires exposés :

- Agir sur la surveillance et la prévention.
- Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations.
- Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information.

Organisation des acteurs et des compétences :

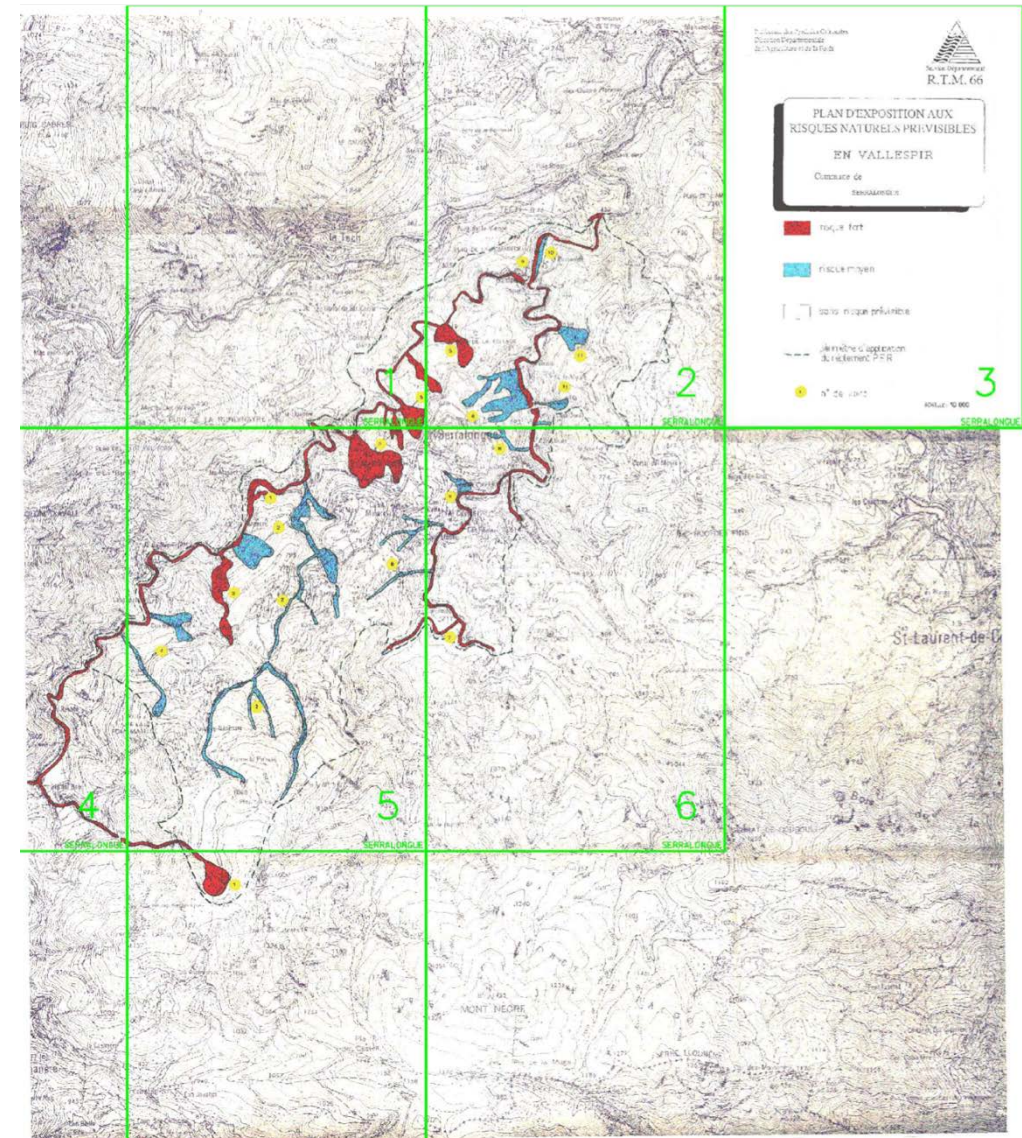
- Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques : gestion des risques, gestion des milieux, aménagement du territoire.
- Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection.
- Accompagner la mise en place de la compétence « GEMAPI ».

Développement de la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation :

- Développer la connaissance sur les risques inondations
- Améliorer le partage de la connaissance

Le plan d'exposition aux risques naturels prévisibles en Vallespir s'appliquant sur la commune de Serralongue s'applique sur la partie humanisée du territoire communal incluse dans le périmètre d'étude défini par l'arrêté préfectoral n°89-1269 du 3 Août 1989. Il détermine donc les mesures de prévention à mettre en œuvre contre les risques naturels prévisibles conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1982, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles.

Serralongue est une commune de montagne, les risques de mouvements de terrain sont caractéristiques de ces milieux. Ils se traduisent par des affaiblissements et effondrements liés aux cavités



souterraines, des éboulements, des chutes de pierres et de blocs ainsi que des glissements de terrain.

Le PLU doit également être compatible avec le Plan de Gestion des Risques Inondations (PGRI) Rhône Méditerranée approuvé par arrêté

du 7 Décembre 2015 et entré en vigueur le 23 Décembre 2015.

Le PGRI Rhône Méditerranée 2016-2021 prévoit 5 grands objectifs de gestion des risques d'inondation déclinés en dispositions destinées à permettre l'atteinte des objectifs fixés par le PGRI.

Tout projet doit ainsi prendre en compte les orientations et les dispositions du PGRI :

- Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation.
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.
- Améliorer la résilience des territoires exposés.
- Organiser les acteurs et les compétences.
- Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

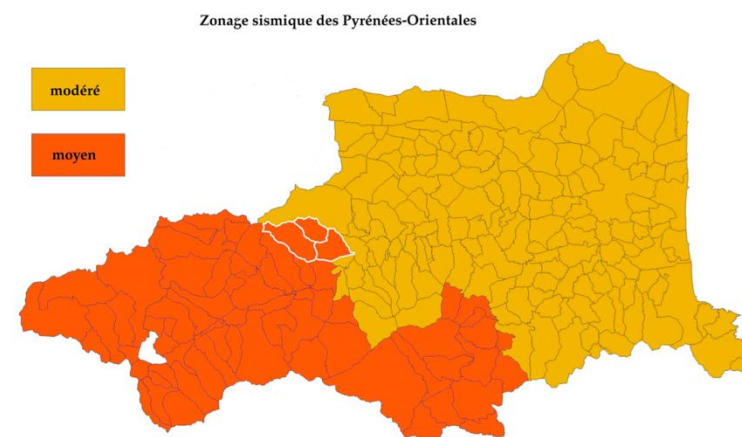
Plan d'exposition aux risques

8.2. LE RISQUE SISMIQUE

Selon les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique et portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, la totalité de la zone d'étude se situe en zone de sismicité moyenne. Ce classement induit des mesures de prévention particulières en ce qui concerne les constructions de bâtiments (habitation, établissements recevant du public, etc.).

Les mesures préventives, et notamment les règles de construction, d'aménagement et d'exploitation intégrant le risque sismique, devront par conséquent être prises en compte.

L'ensemble de la commune de Serralongue est soumis à un risque sismique moyen.



8.3. LE RISQUE INCENDIE

Le territoire communal de Serralongue étant majoritairement composé de forêt, le risque incendie est relativement élevé pour les espaces naturels composant le paysage.

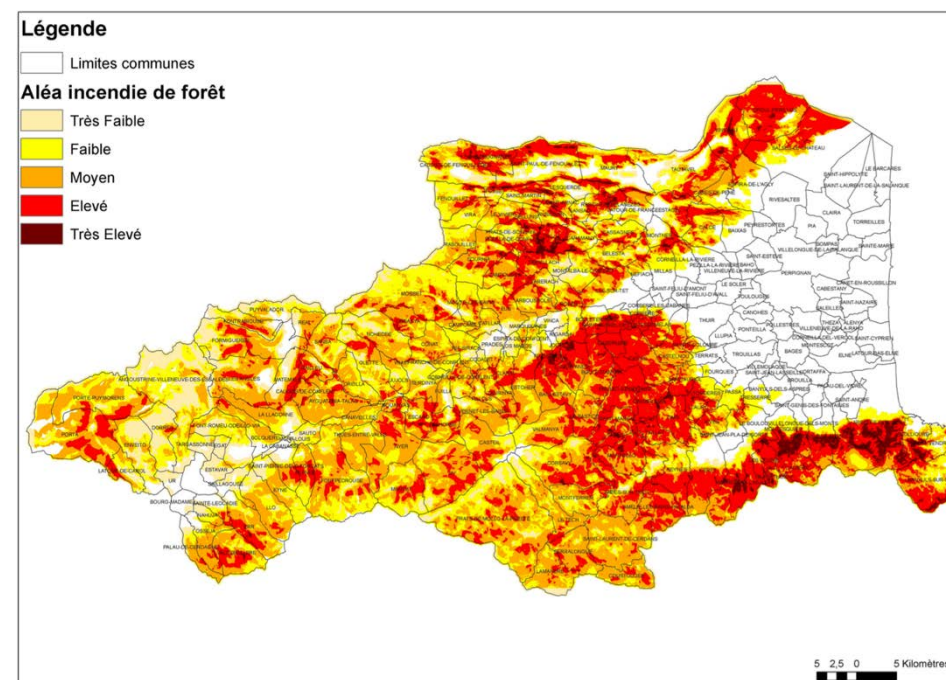
Un Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) a été établi pour le département des Pyrénées-Orientales pour la période 2016 à 2022.

Le PDPFCI a pour objectifs, dans l'intérêt de la sécurité des personnes, des biens, des activités économiques et sociales et des milieux naturels de :

- Diminuer le nombre de départs de feux de forêt et de réduire les surfaces brûlées ;
- Prévenir les risques d'incendies et de limiter leurs conséquences.

La commune de Serralongue n'est pas couverte par un Plan de Prévention contre les Risques d'Incendie de Forêts (PPRIF.), son territoire relève en totalité du code forestier.

Le risque de feux de forêts concerne la totalité du territoire communal pour lequel s'appliquent les dispositions réglementaires du Code Forestier et celles fixées par l'arrêté préfectoral permanent n° 2013328-0011 du 26 août 2013 définissant les mesures de prévention des incendies de forêts applicables sur le territoire des communes du département, par l'arrêté n° 2017230-0001 du 18 août 2017 réglementant la pénétration et la circulation dans les massifs forestiers ainsi que l'usage de certains appareils et matériels, ainsi que par l'arrêté n° 2017230-0002 du 18 août 2017 portant autorisation des places à feux situées sur le territoire des communes du département des Pyrénées-Orientales relevant du code forestier.



Il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral permanent n°1459 du 14/04/2008 pour tout ce qui concerne la réglementation sur l'emploi du feu et les obligations légales de débroussaillage autour des habitations notamment

9. ÉNERGIE - CLIMAT

Les risques liés au changement climatique et à la gestion des ressources se traduisent par des modifications climatiques, une hausse du coût de l'énergie et une diminution des ressources non renouvelables. Cet état de fait a généré une prise de conscience collective.

9.1. PRISE DE CONSCIENCE CLIMATIQUE¹

Aux horizons 2030 et 2050, l'Est de la région Occitanie (ex Languedoc-Roussillon) verra des évolutions climatiques dont on devine déjà les effets. Les changements attendus sont les suivants :

- Des températures en hausse avec :
 - Un accroissement des températures moyennes annuelles compris entre 1 et 1,8°C, voire 2,8°C en 2050 pour les scénarios les plus pessimistes ;
 - Un accroissement du nombre de jours avec des températures estivales maximales supérieures ou égales à 35°C ;
 - Une augmentation du nombre de jours présentant un caractère caniculaire.
- Des précipitations moyennes en baisse d'environ 180 mm/an à l'horizon 2050 accompagnées d'un allongement des épisodes de sécheresse et une augmentation des événements pluvieux extrêmes.
- Une hausse du niveau de la mer (+1 m d'ici 2100).

Ces modifications climatiques entraîneront une amplification des risques naturels (notamment inondation, côtières, avalanche et incendie) et auront des incidences sur la santé, aggravées par des facteurs tels que la pollution atmosphérique, les îlots de chaleur urbains (microclimat plus chaud au niveau des villes) et le développement de maladies infectieuses.

¹ Source : SRCAE Languedoc Roussillon - 2013

L'eau sera également au premier plan des ressources concernées, avec une évidente augmentation des tensions autour de ses usages. Encore plus qu'aujourd'hui, il faudra concilier l'alimentation en eau potable, la vie aquatique, l'irrigation agricole, les usages industriels, etc.

La demande énergétique sera en hausse notamment l'été avec un accroissement des besoins liés à la climatisation et l'alimentation énergétique sera source d'incertitudes ; dans le sens où le débit des rivières sera en baisse la production nucléaire et hydroélectrique sera directement impactée.

La biodiversité elle, subira des modifications de ses cycles biologiques (floraison, migration...) et tendra à une homogénéisation par la réduction de l'endémisme, et ce notamment dans les zones de massif. Elle possède une capacité d'adaptation, qu'il s'agit de préserver en limitant les pressions auxquelles elle est actuellement soumise.

9.1.1. Le contexte législatif

La réelle prise en compte de la problématique climatique à l'échelle nationale, européenne et mondiale remonte à la conférence de Kyoto en 1995. Elle symbolise les premiers pas d'une action contre le changement climatique. Adopté en 1997 et ratifié en 2002 par l'Union européenne, le protocole de Kyoto entre en vigueur en 2005.

La ratification implique pour les pays signataires une réduction des émissions de six Gaz à Effet de Serre (GES) afin d'atteindre leur niveau d'émissions de 1990.

La France, dont la politique repose sur deux piliers que sont l'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre) et l'adaptation, met donc en place les moyens pour parvenir à ces objectifs :²

- en 2000, la France se dote déjà d'un Programme National de Lutte contre le Changement Climatique (PNLCC),

² Source : Plan Climat de la France - 2011

- en 2004, s'en suit le Plan Climat 2004-2012, plan d'actions révisé tous les deux ans,
- en 2005, est votée la loi de Programme fixant les Orientations de la Politique Énergétique (loi POPE du 13 juillet 2005), qui affirme en outre un objectif à plus long terme d'une division par quatre de ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050, afin de contenir le réchauffement climatique à un niveau d'élévation de 2°C,
- de 2007 à 2010, la lutte contre le changement climatique fait partie intégrante de l'élaboration et de la mise en œuvre des lois Grenelle,
- en 2008, premier Plan National d'Actions en matière d'Efficacité Énergétique (PNAEE), pour la réalisation d'économies d'énergie,
- en 2009, Plan National d'Actions en faveur des Énergies Renouvelables (PNAER), pour le développement des énergies renouvelables,
- en 2011, le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC), est plus spécifique à l'adaptation au changement climatique puisqu'il est aujourd'hui admis que du fait de l'inertie du système climatique, des changements profonds sont désormais inéluctables.

Ces dispositions entrent également dans le cadre de la politique européenne qui en 2008, lance le Paquet Énergie Climat (PEC) qui a pour priorités la mise en place d'une politique européenne commune de l'énergie plus soutenable et durable, et la lutte contre le changement climatique.

C'est ainsi que le PEC fixe l'objectif des 3x20 valant feuille de route pour les pays membres et visant d'ici 2020 à :

- faire passer la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 20 %,
- réduire les émissions de CO2 de 20 % par rapport aux émissions de 1990,
- accroître l'efficacité énergétique de 20 %.

En France, les objectifs « 3 x 20 % » sont déclinés comme suit :

- réduction de 17 % des émissions de GES,

- réalisation de 20 % d'économie d'énergie en 2020,
- intégration de 23 % d'Énergies Renouvelables dans la consommation d'énergie finale en 2020.

9.1.2. Les Lois Grenelle

Le Grenelle se décline à l'échelle locale et le SCoT est donc concerné par plusieurs mesures de réduction des émissions de GES, d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables, dont entre autres :

- L'instauration d'un Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE),
- L'instauration d'un schéma régional de raccordement au réseau d'énergies renouvelables,
- L'obligation pour les collectivités de plus de 50 000 habitants d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre et d'adopter un Plan Énergie Climat Territoire, d'ici fin 2012,
- La mise en place d'un nouveau cadre pour l'hydroélectricité durable, permettant de concéder les ouvrages et de renouveler leur concession sur la base de critères environnementaux et énergétiques.

Le Schéma Régional Climat Air Énergie - SRCAE est créé par la loi Grenelle II et a pour but d'organiser la cohérence territoriale régionale dans le domaine du climat, de l'air et de l'énergie et définir les grandes lignes d'actions.

Il fixe aux horizons 2020 et 2050 :

- les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, et les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie,
- les orientations pour prévenir ou réduire la pollution atmosphérique ou en atténuer les effets,
- par zones géographiques : les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération.

Le PLU de Serralongue doit prendre en compte ce SRCAE.

Le SRCAE Languedoc Roussillon a été validé en 2013 et présente les orientations suivantes :

- réduire les consommations d'énergie de 9% par rapport au scénario tendanciel à l'horizon 2020 (ce qui correspond à un retour au niveau de consommations de 2005) et de 44 % à l'horizon 2050 ;
- assurer une production d'énergies renouvelables représentant 29 % de la consommation énergétique finale à l'horizon 2020 et 71 % à l'horizon 2050 ;
- réduire les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 d'environ 34 % en 2020 et 64 % en 2050 par habitant ;
- réduire les émissions de polluants atmosphériques entre 2007 et 2020 de 44 % pour les oxydes d'azote (NOx), de 24% pour les particules (PM2.5), de 75 % pour le benzène, de 31 % pour les composés organiques volatils par habitant ;
- définir une stratégie d'adaptation aux effets attendus du changement climatique.

9.1.3. Plan Climat Energie Territoire

Le Plan Climat-Energie Territorial - PCET est un projet territorial de développement durable dont la finalité première est la lutte contre le changement climatique.

Il se caractérise par la définition :

- d'ambitions chiffrées de réduction des émissions de GES avec pour finalité l'atteinte des « 3x 20 » et du facteur 4.
- d'une stratégie d'adaptation du territoire au changement climatique, basée sur des orientations fortes en termes de réduction de la vulnérabilité et de créations d'opportunités.

Un PCET consiste en la réalisation d'un diagnostic du territoire puis en la réalisation d'un document-cadre d'orientations à long terme et d'un programme d'actions pluriannuel.

Du fait de son approche transversale, il permet également de recenser, de renforcer et d'articuler les actions déjà engagées qui, sans avoir une finalité explicitement climatique, contribuent à la réduction des émissions de GES.

Il est à noter que les PLU constituent de véritables leviers d'actions en matière de consommation et de besoins en énergie, ainsi que sur les émissions de gaz à effet de serre d'un territoire.

Pour faciliter le lancement d'un PCET, les territoires peuvent passer en premier lieu par un Bilan Carbone qui permet de dresser le profil carbone du territoire et d'identifier les secteurs prioritaires de réduction des émissions de GES.

Il est donc à la fois un outil de diagnostic et d'aide à la décision.

Les PCET devront être compatibles avec les orientations du schéma régional.

Les SCoT et PLU devront prendre en compte les PCET.

Le PCET vise deux objectifs :

- L'atténuation : limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la perspective du facteur 4 (diviser par 4 ces émissions d'ici 2050) ;

- L'adaptation : réduire la vulnérabilité du territoire puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités.

Le Pays Pyrénées Méditerranée, dont Serralongue est adhérente, a réalisé son PCET, validé en 2011, qui se décompose en 3 livrets :

- Connaitre

Ce premier livret présente l'analyse des consommations et émissions de GES du territoire, selon un schéma basé sur les liens de « cause à effet » qui peuvent exister entre les différents secteurs.

Il analyse la situation énergétique du territoire.

- S'engager

Les enjeux qui émergent du diagnostic du territoire peuvent être rassemblés autour des 5 orientations et 10 axes stratégiques.

- Appuyer les démarches d'aménagement intégrées :
 - Maintenir la cohérence entre les différentes échelles de projet.
 - Optimiser les projets d'aménagement.
- Assurer une animation du territoire :
 - Sensibiliser et concerter.
 - Suivre, évaluer et restituer l'impact des actions menées sur le territoire au regard des objectifs poursuivis.
- Cultiver les conditions d'une mobilité durable :
 - Contribuer au développement d'outils de déplacement durables.
 - Imaginer des alternatives aux modes de déplacement traditionnels.
- Optimiser le potentiel énergétique du patrimoine bâti :
 - Outiller les projets de construction et de rénovation en amont et en aval.
 - Promouvoir la création d'un réseau de bâtiments démonstrateurs.
- Accompagner les mutations économiques du tissu local :
 - Favoriser son indépendance énergétique.

- Assurer sa compétitivité.

- Agir

Ce livret liste un catalogue d'actions qui pourraient être mises en œuvre sur le territoire de manière à répondre aux objectifs identifiés par le livret 2.

Les 5 thèmes suivants sont développés :

- Sensibilisation / Communication.
- Urbanisme / Aménagement.
- Circuits-Courts.
- Développement économique.
- Bâtiments.

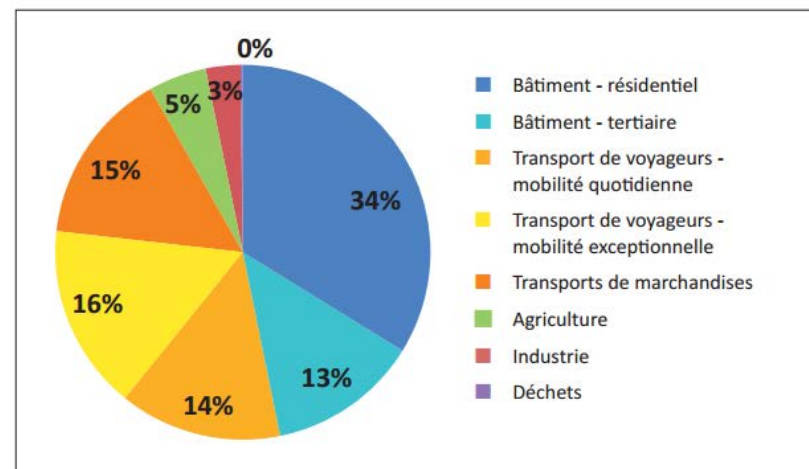
9.2. CONSOMMATION ENERGETIQUE DU TERRITOIRE

9.2.1. A l'échelle départementale

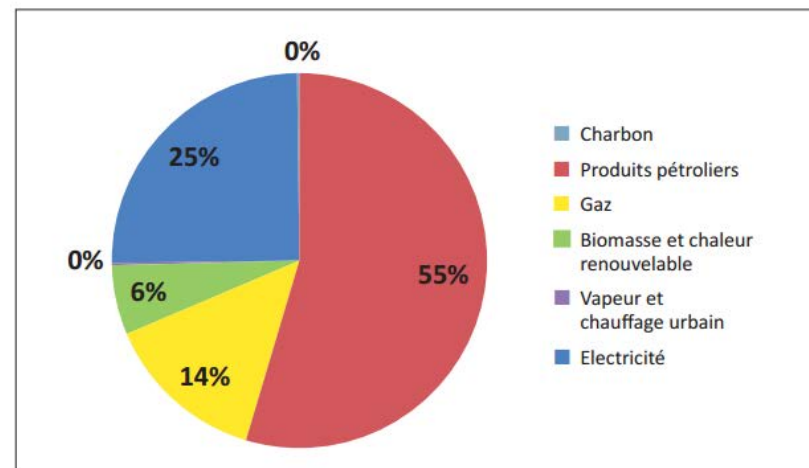
La consommation d'énergie du Département s'élève à 725 kTEP/an, dont 92 % sont consommés par les secteurs du bâtiment et des transports (respectivement 47 % et 45 %).

Par ailleurs, les énergies fossiles (produits pétroliers et gaz) représentent 69 % de cette consommation, mettant en évidence :

- La vulnérabilité élevée du territoire à l'augmentation des prix des énergies fossiles,
- La dépendance des secteurs du transport et de l'agriculture à plus de 95 % des énergies fossiles,
- L'effort à poursuivre en matière de développement des énergies renouvelables.



Répartition de la consommation d'énergie finale par secteur



Répartition de la consommation d'énergie finale par source d'énergie

Figure : Consommation d'énergie à l'échelle départementale³

³ Source : PCET des Pyrénées Orientales – CG66 – 2013

9.2.2. A l'échelle du Pays Pyrénées Méditerranée - PPM

Le Pays a réalisé un PCET en 2011. Il a mis en évidence que plus de 80% des consommations d'énergie étaient liés aux transports et au secteur résidentiel ; et que malgré que le territoire soit qualifié de rural, l'agriculture et l'industrie ne présentent qu'un impact très faible sur le bilan de consommation du territoire.

Concernant l'émission des gaz à effet de serre, ce sont là aussi les transports et le résidentiel qui sont les premiers émetteurs. Cela s'explique par l'augmentation constante des distances domicile/travail, ainsi que par un développement économique basé sur le tourisme.

Il met également en évidence plusieurs points :

- La présence d'une énergie renouvelable en grande quantité sur le territoire et insuffisamment exploitée : le bois.
- Une précarité énergétique importante sur le territoire (du fait d'un part importante de personnes âgées et au chômage).
- Une prépondérance de l'utilisation de la voiture, notamment par le tourisme, et donc une population vulnérable face aux augmentations des prix des carburants.

Face à ces constats le PCET s'engage sur les objectifs suivants :

- Appuyer les démarches d'aménagement intégrées.
- Assurer une animation du territoire.
- Cultiver les conditions d'une mobilité durable.
- Optimiser le potentiel énergétique du patrimoine bâti.
- Accompagner les mutations économiques du tissu local.

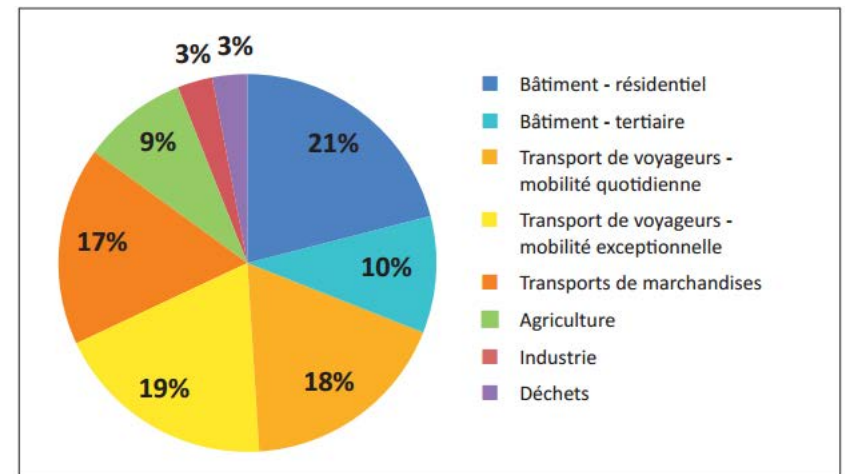
9.3. EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES)

Il existe plus de 40 Gaz à Effet de Serre. Cependant, le Protocole de Kyoto n'en vise que six : le dioxyde de carbone - CO₂, le protoxyde

d'azote - N₂O, le méthane - CH₄ et trois types de gaz fluorés - les HFC, les PFC et le SF₆.

Le CO₂ est celui qui est émis dans les proportions les plus importantes, mais l'impact des cinq autres sur l'effet de serre est loin d'être négligeable car tous possèdent un « potentiel de réchauffement » nettement supérieur à celui du CO₂. À titre d'exemple, le CH₄ est 21 fois plus puissant que le CO₂, le N₂O 310 fois, et le SF₆ 23 900 fois.

9.3.1. A l'échelle départementale



Émissions de GES directes : 1,8 millions de teqCO₂/an

Figure : Emissions de gaz à effet de serre à l'échelle départementale⁴

Au niveau du département les principaux émetteurs de CO₂ sont les transports (54 %), puis les bâtiments (par le chauffage notamment – 31 %).

9.3.2. A l'échelle du Pays Pyrénées-Méditerranée

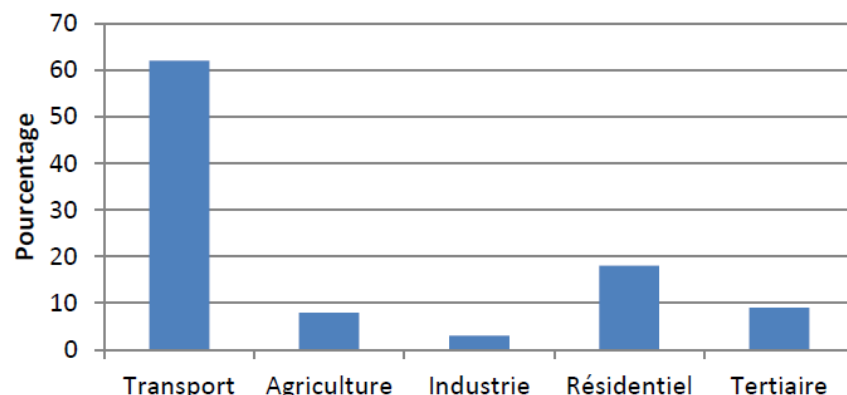
Les données présentées sont issues du PCET⁵ réalisé en 2006 qui doit faire l'objet d'une actualisation en 2018.

⁴ Source : PCET des Pyrénées Orientales – CG66 – 2013

⁵ Données reprises de l'EIE du SCoT Littoral Sud

À l'échelle du Pays Pyrénées Méditerranée, les émissions de gaz à effet de serre représentent 520 kteqCO₂, soit 21% des émissions départementales. Cette valeur est légèrement inférieure au poids du Pays dans le département en termes de population et de superficie. L'éloignement entre les lieux de domiciliation et de travail et le développement économique basé majoritairement sur l'activité touristique impliquent une domination du secteur des transports dans les émissions de GES : 62%.

L'utilisation du véhicule individuel est responsable de près de 80% des émissions de CO₂ liées aux transports.



Emission de GES sur le territoire du Pays Pyrénées Méditerranée en 2006 (total : 520 kteqCO₂) (source : PCET PPM).

Emissions de gaz à effet de serre à l'échelle du Pays Pyrénées-Méditerranée

9.4. PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE SUR LE TERRITOIRE

Bien que propice au développement des énergies renouvelables, le territoire de Serralongue n'accueille pas d'installations de production d'énergie « à grande échelle » de type parc éolien ou centrale photovoltaïque au sol.

De même, aucune chaufferie bois collective n'est recensée sur la commune.

La production d'énergies renouvelable sur le territoire se traduit par une utilisation individuelle (panneaux solaires en toiture, chauffages solaires, poêle bois ou pellets, pompes à chaleur, etc).

9.5. L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il est aujourd'hui communément reconnu que le climat est en train de changer. Les actions de premier plan consistent à limiter cette hausse via la réduction des gaz à effet de serre, le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergies.

Cependant, afin de ne pas se retrouver démuni face aux modifications de notre environnement, il s'agit de les anticiper, en prévoyant l'adaptation au changement climatique.

En effet, hausse des températures, périodes de canicule plus fréquentes, sécheresses plus sévères sont attendues à la fin du siècle.

Face à ce changement de climat qui affectera de nombreux secteurs d'activités (agriculture, tourisme, bâtiments et infrastructures...), l'adaptation de notre territoire est le complément indispensable aux actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique - PNACC - issu du Grenelle de l'environnement a pour objectif de présenter des mesures concrètes, opérationnelles pour préparer, pendant les cinq années à venir, de 2011 à 2015, la France à faire face et à tirer parti de nouvelles conditions climatiques.

Le Pays Pyrénées Méditerranée a été reconnu en 2015 comme Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV).

Un TEPCV est un territoire qui a été reconnu, par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, comme exemplaire et ambitieux dans sa démarche en faveur d'une transition énergétique et écologique.

Le programme d'actions du TEPCV se décline en cinq grandes familles :

- Favoriser la mobilité électrique et mobilité douce.
- Production d'énergies renouvelables.
- Education à l'environnement et préservation de la biodiversité.
- Rénovation de l'éclairage public.
- Maîtriser les consommations d'énergie.

10. TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	2
CONTEXTE TERRITORIAL	3
1.1. Situation et histoire de Serralongue.....	3
1.2. Contexte administratif	6
1.2.1. Appartenance à la Communauté de Communes du Haut Vallespir (CCHV)	6
1.2.2. Commune soumise au régime de la Loi Montagne	9
PARTIE 1 - DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....	11
1. LE CONTEXTE HUMAIN	11
1.1. Etude démographique.....	11
1.2. Etude de la composition des ménages	13
2. LE CONTEXTE URBAIN	14
2.1. Le village de Serralongue.....	14
2.2. Les entités dissociées.....	17
2.2.1. Les hameaux ou groupes de constructions dissociés du Village.....	17
2.2.2. Le Domaine de Falgos	22
2.2.3. L'ancien village de vacances	22
2.2.4. L'habitat diffus isolé	23
2.3. Stabilité du parc de logements	24
2.3.1. L'occupation des logements	24
2.3.2. Composition du parc de logement	24
2.3.3. La composition des résidences principales.....	25
2.4. Transports et déplacements	26
2.4.1. Les dessertes	26
2.4.2. Les entrées de ville et les traversées de hameaux	29
2.4.3. Les moyens de déplacement	30
2.4.4. Le stationnement	31
2.5. Equipements, services, associations.....	34
2.5.1. Les équipements communaux.....	34
2.5.2. Les commerces et services de proximité	35
2.5.3. Les associations.....	35
2.6. Les réseaux et les déchets.....	36
2.6.1. Eau potable	36
2.6.2. Assainissement	36
2.6.3. Ordures ménagères.....	36

3. LE CONTEXTE TOURISTIQUE	37
3.1. L'offre hôtelière / gîtes.....	37
3.2. Le patrimoine culturel et historique.....	38
4. LE CONTEXTE ECONOMIQUE	41
4.1. Répartition des actifs sur la commune	41
4.2. Les différents secteurs d'activité	42
5. LE CONTEXTE AGRICOLE.....	44
6. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	45
6.1. La servitude d'utilité publique AC1.....	45
6.2. La servitude d'utilité publique AS1	46
6.3. La servitude d'utilité publique PM1	46
6.4. Les servitudes d'utilité publique PT1 et PT2.....	46
PARTIE 2 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	53
1. LA CLIMATOLOGIE	53
2. LA GEOLOGIE ET L'HYDROGEOLOGIE	55
2.1. Le contexte géologique	55
2.2. Le patrimoine géologique	56
2.3. Topographie	58
3. ANALYSE DU PAYSAGE.....	60
3.1. Les grandes entités paysagères du territoire	60
3.2. Particularités paysagères à Serralongue.....	62
3.3. La forêt communale	63
4. LA RESSOURCE EN EAU.....	64
4.1. Les eaux de surface.....	64
4.2. Les eaux souterraines.....	65
4.3. Le contrat de rivière.....	65
5. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE	66
5.1. Sites soumis à mesures de protection et/ou de gestion	67
5.2. Sites faisant l'objet d'inventaire	68
6. LA TRAME VERTE ET BLEUE	69
6.1. Un réseau à plusieurs échelles.....	69
6.2. Le SRCE.....	71
7. LES SITES ARCHEOLOGIQUES	71
8. LES RISQUES NATURELS ET PREVISIBLES	72
8.1. Le risque inondation et mouvement de terrain	72
8.2. Le risque sismique	74
8.3. Le risque incendie	75
9. ENERGIE - CLIMAT.....	76

9.1. Prise de conscience climatique	76
9.1.1. Le contexte législatif.....	76
9.1.2. Les Lois Grenelle	77
9.1.3. Plan Climat Energie Territoire.....	78
9.2. Consommation énergétique du territoire	80
9.2.1. A l'échelle départementale.....	80
9.2.2. A l'échelle du Pays Pyrénées Méditerranée - PPM.....	81
9.3. Emissions de Gaz à Effet de Serre (GES)	81
9.3.1. A l'échelle départementale.....	81
9.3.2. A l'échelle du Pays Pyrénées-Méditerranée	81
9.4. Production d'énergie renouvelable sur le territoire	82
9.5. L'adaptation au changement climatique.....	82
10. TABLE DES MATIERES	84